

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

étranger

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. DE GUIRINGAUD

M. Barre a apaisé les inquiétudes de la majorité

M. Louis de Guiringaud n'était pas présent, mercredi après-midi à l'Assemblée nationale, alors que le premier ministre répondait aux interpellations suscitées par ses déclarations sur les responsabilités des milices chrétiennes de Beyrouth.

parlementaire gaulliste, s'est déclaré « satisfait ». M. Roger Chéniard, président du groupe U.D.F., s'est pour sa part félicité du caractère « complet » du propos du premier ministre.

revanche n'a « pas du tout le sentiment d'avoir été désavoué ».

Quant à l'éventualité d'une démission de M. de Guiringaud (réclamée la veille par certains élus de la majorité), elle pose un autre problème (voir page une, l'article de Maurice Delarue).

La relève prévue au Quai d'Orsay n'affectera pas la politique arabe

(Suite de la première page)

Certes, M. Barre, averti que la présence du ministre soulèverait un tollé parmi certains jeunes élus de la majorité, avait demandé jeudi à M. de Guiringaud de ne pas venir au Palais-Bourbon, mais on tient beaucoup à l'Élysée à corriger les interprétations données à penser que M. Giscard d'Estaing est en désaccord avec son ministre.

n'a pas voulu susciter des interpellations politiques en un sens contraire de M. de Guiringaud. Ce n'est au Quai d'Orsay pour pratiquer une politique active vis-à-vis du tiers-monde, notamment aux Nations unies (où il a passé une grande partie de sa carrière).

Ce cap sera maintenu. Mais le président de la République estime aussi que, dans les mois qui viennent, la priorité sera nécessairement donnée à l'Europe, non seulement à cause de la création d'une zone monétaire, mais aussi des élections européennes et des négociations sur l'élargissement de la Communauté au sud. M. Jean François-Poncet, très impliqué dans les milieux communautaires et qui a commencé sa carrière (1958-1961) en participant à la négociation du traité de Rome et à la mise en place de ses institutions, lui a été désigné pour traiter ces questions.

Le secrétaire général de l'Élysée est intimement associé à toutes les grandes affaires diplomatiques depuis de longs mois. Il participe à tous les voyages importants — officiels ou non — du président de la République, et le plupart des visiteurs qui viennent à Paris le rencontrent. Dans les semaines à venir, cet avancement pragmatique sera de nouveau mis à l'épreuve, puisque, outre les visites à Paris des ministres des affaires étrangères soviétique et israélien, MM. Chomomy (25-28 octobre) et Dayan (30-31 octobre), les affaires européennes connaîtront une grande activité. M. Giscard d'Estaing ira à Rome les 31 et 1er octobre, M. Schmidt revenant lui aussi de Rome, viendra à Paris (2 novembre), et M. Callaghan (actuellement à Bonn) rencontrera lui aussi M. Giscard d'Estaing à Rambouillet à une date prochaine.

L'actuel secrétaire général adjoint de l'Élysée, M. Jacques Wahl, succédera vraisemblablement à M. Jean François-Poncet à son poste actuel.

M. DE GUIRINGAUD N'ESTIME PAS AVOIR ÉTÉ DÉSAVOUÉ PAR M. BARRE

M. de Guiringaud, qui était attendu jeudi matin 19 octobre par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, a affirmé qu'il n'avait « pas du tout le sentiment d'avoir été désavoué par le premier ministre ». Il s'est efforcé d'expliquer ses propos sur les milices chrétiennes en faisant valoir la nécessité de les replacer dans leur contexte.

M. MARCHAIS : le ministre des affaires étrangères a eu le courage de dire la vérité.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, jeudi 19 octobre, au micro de France-Inter : « Nous ne sommes pas les seuls à nous étonner que M. de Guiringaud ait dit la vérité sur ce qui s'est effectivement passé. (...) À côté de Chamoun, Pierre Gemayel a constitué une milice sur le modèle nazi, Chamoun et Gemayel représentent des forces réactionnaires, fascistes même pour certaines, et dont l'objectif est la partition du Liban. Le ministre des affaires étrangères a eu le courage de dire la vérité. Les lobbies ont agi sur certains parlementaires sensibles aux pressions de l'étranger. Pour notre part, nous sommes toujours du côté de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme. »

La commission des affaires étrangères du Sénat, émise par les récentes déclarations faites par M. de Guiringaud, a décidé de demander au ministre des affaires étrangères d'être entendu devant elle dans les meilleurs délais sur la politique de la France au Liban.

L'Union des jeunes pour le progrès a déclaré : « Au-delà des déclarations maladroites de M. de Guiringaud, l'U.J.P. constate la responsabilité des milices armées par l'étranger dans le déclenchement des hostilités. Seul le départ de toutes les troupes étrangères au Liban peut ramener la paix. »

Le Rassemblement national d'action sioniste (Ramas - Likoud, 21, boulevard de Strasbourg, Paris-6^e), juge que la prise de position de M. de Guiringaud à l'encontre d'Israël « confirme de sa part une hostilité qui n'est pas nouvelle et compromet le succès d'un rapprochement entre la France et Israël souhaité par l'immense majorité de l'opinion française ».

Mercredi après-midi 18 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Raymond BARRE a tenu à prendre l'initiative de la parole, ainsi que l'y autorise le règlement, afin de répondre à la question que lui avait posée la veille M. Pierre MESSEMER (R.P.R.), ancien premier ministre.

Pour le premier ministre, le cessez-le-feu intervenu au Liban est notamment le résultat d'une intense activité diplomatique de notre pays « Depuis l'interpellation du cessez-le-feu, a ajouté M. BARRE, l'action de la France ne s'est pas ralentie. A Beyrouth, notre ambassadeur reste en relation constante avec les parties intéressées. Nous avons demandé aux pays arabes d'établir au sein de la Force arabe de dissuasion une répartition plus équilibrée des responsabilités. »

gouvernement a ou non un pouvoir. Il est de savoir que, dans certains cas, l'action n'a pas besoin d'éloquence. M. Louis ODRU (P.C., Seine-Saint-Denis) est intervenu ensuite pour indiquer que son groupe ne s'associe pas à la levée de bouillottes disparates provoquée par les déclarations du ministre des affaires étrangères. « Notre indignation n'est pas sélective », a-t-il ajouté. Le député communiste a encore affirmé : « La tragédie libanaise ne peut trouver de solution dans quelque partition que ce soit. La solution, elle, passe par un règlement politique d'ensemble du conflit du Proche-Orient et doit comporter, comme le prévoit la résolution de l'ONU, la pleine reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Tel n'est pas l'objectif des pourparlers qui ont lieu, sous l'égide des États-Unis, entre l'Égypte et Israël, pourparlers qui n'ont d'autre but que d'aggraver les tensions au Proche-Orient, au détriment de tous les peuples concernés — y compris le peuple israélien. »

« Certes, a-t-il reconnu, notre action a été le plus souvent discrète, mais elle a été efficace. »

LES EFFECTIFS DES FORMATIONS ARMÉES

Selon des évaluations nécessairement approximatives, les forces en présence au Liban s'articulent, pour l'essentiel, comme suit :

MILICES CHRÉTIENNES. — Permanents : Phalanges (M. Gemayel) : 7 000; Parti national libéral (M. Chamoun) : 2 000 à 2 500; Tawfik (figue marouite) : 500; Gardiens du Cèdre : 500. S'y ajoutent de nombreux auxiliaires entrainés au maniement des armes, sans prendre en compte les simples « détenteurs » d'une arme, plus nombreux encore. Au Nord, la milice de M. Frangieh, qui a pris position contre les Phalanges après l'assassinat de membres de la famille Frangieh, compte de 2 000 à 3 000 combattants.

ARMÉE LIBANAISE. — 15 000 soldats en théorie, mais cette force est très divisée, 600 hommes au Sud, coopèrent avec les Israéliens. L'armée du Liban arabe compte de 2 000 à 4 000 soldats. De nombreux militaires chrétiens appuient les milices de leur communauté.

FORCE ARABE DE DISSUASION. — 30 000 hommes environ, dont 1 200 Saoudiens, 1 000 Soudanais, 800 militaires des États-Unis arabes unis. L'essentiel des éléments de la FAD est syrien et arabe, en période de crise ouverte, est porté très au-delà de son effectif théorique. Les Syriens seraient appuyés par 400 chars.

PALESTINIENS. — Là encore, des partisans armés s'ajoutent aux « permanents » : Fath, 15 000; Salha (pro-syrien), 4 000 à 5 000; F.L.P., 1 500; F.D.P., 1 500 à 2 000; et divers groupuscules.

MILICES PROGRESSISTES. — Moudabitioun : 3 000 à 4 000 « permanents »; P.S.F. (M. W. Joumblatt) : 2 000; P.S. (part populaire syrien) : environ 2 000.

L'ABSENCE DE « RELATIONS DIPLOMATIQUES » ENTRE BEYROUTH ET DAMAS

Le rappel du fait que la Syrie et le Liban n'entretennent pas officiellement de relations diplomatiques (« le monde » du 19 octobre), a suscité la surprise de quelques lecteurs. Cette situation n'a pas donné lieu à une décision et ne s'est jamais traduite dans les faits. Elle est due aux conditions dans lesquelles les deux États ont été créés après la première guerre mondiale. Dès 1920, les éléments nationalistes syriens avaient, en effet, contesté la création d'une entité libanaise autonome.

Au Liban même, en janvier 1926, à l'occasion de la discussion préparatoire à la promulgation de la Constitution, des pétitions de plusieurs régions à majorité musulmane avaient réclamé, pour leur part, l'adhésion à l'entité syrienne. Le « Grand Liban » était donc refusé par une partie de ses habitants.

Nous avons proposé Israël qu'une intervention directe de sa part créerait une situation grave qu'il fallait éviter à tout prix. Ce qui a été fait, ce qui est fait, ce qui sera fait, a-t-il déclaré. Il a réitéré spontanément sa sympathie que tous les Français éprouvent pour les Libanais, et particulièrement à l'égard de la communauté chrétienne de Baysa, à poursuivre. Il ne faut dans cette affaire ni de juger ni de condamner. L'émotion et la sympathie ne doivent pas entraver la partialité. Ce qui est important, c'est que la France fait. Ce qui est urgent, c'est de travailler à la réconciliation nationale au Liban.

S'adressant directement au Libanaï « sans exception », le premier ministre a déclaré : « Votre place doit être aux côtés du président Sarkis. Ce n'est pas l'établissement d'un accord national, seul gage de la survie d'un Liban uni et pacifié. Ce qui est important, urgent, c'est de retrouver la cohésion. Fiancé, l'objectif est de réunir la communauté française au Liban, ce n'est qu'un seul souci : agir pour que le Liban retrouve la paix », a conclu M. Barre.

Répondant au premier ministre, M. Pierre MESSEMER, député R.P.R. de la Moselle, s'est félicité d'une intervention qui, à son avis, « rectifie heureusement la déclaration, partielle et inopportune, faite par le ministre des affaires étrangères ». Il a ajouté : « Nous devons sterner les récentes manœuvres dans le déroulement de la guerre. La France ne doit ni rechercher ni dénoncer la responsabilité de tel ou tel groupe de telle ou telle phase des hostilités. Notre force a toujours été d'avoir dans ce pays et des milices chrétiennes et des amis musulmans. Nous devons leur rester fidèles. Toute occupation durable par une armée étrangère doit être évitée ainsi que toute partition. »

M. MITTERRAND prend la parole de son banc et déclare : « Nous considérons que l'heure n'est pas venue de faire le compte des erreurs, des fautes et des manquements à la parole donnée. (...) Si le gouvernement français dispose d'un pouvoir, qu'il s'en serve. Si n'importe quel peu pour aboutir au vœu exprimé par le premier ministre, alors prenez garde à user d'un langage et employer les mots de telle sorte qu'il n'y ait pas de méprise sur les choses. Le rôle du gouvernement n'est pas de distribuer les bons sentiments. Il est d'agir. La France, disposant de la présidence du Conseil de sécurité, était en mesure de saisir les autres membres. Il y a eu trop de temps perdu. »

« Si le gouvernement n'a pas de pouvoir, a ajouté M. Mitterrand, alors qu'il soit de compléter les choses par des paroles imprudentes. »

« Est-il juste, est-il opportun, alors que les populations chrétiennes sont soumises à une agression, est-il sage de porter condamnation même si l'histoire doit bientôt procéder à cet arrêt ? Votre déclaration nous paraît intemporelle. Estimez-vous que les propos du ministre des affaires étrangères ont contribué à consolider le cessez-le-feu ou à apaiser les passions au Liban ? Votre déclaration ne répond pas à l'ampleur du sujet traité. (...) Il n'est pas possible que le gouvernement, au-delà des pétitions de principe sans résultat ou utilité, en reste là. »

M. BARRE se lève pour répondre : « J'ai tenu à traiter le sujet avec gravité et dignité. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les polémiques. Je répondrai à M. Mitterrand : « dans certains cas nous devons être discrets, le point n'est pas de savoir si le

Vous n'avez plus que 11 jours...

pour souscrire chez votre libraire

Histoire universelle de la musique

par Roland de Candé

La musique du monde entier, des origines à l'époque contemporaine.

Une histoire : depuis la préhistoire et l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, 6000 ans d'histoire de la musique.

universelle : toute l'évolution de la musique occidentale, mais aussi toutes les musiques du monde (Chine, Inde, Sud-Est asiatique, Islam, Afrique).

de la musique (œuvres et musiciens). De la biographie à l'étude des langages musicaux : un panorama général.



Seuil

En vente en librairie début novembre

Relié sous jaquette en couleurs. Tome 1 : 655 pages, Tome 2 : 628 pages. Environ 250 illustrations et 36 pages couleurs par volume.

OFFRE SPECIALE DE SOUSCRIPTION CHEZ VOTRE LIBRAIRE

jusqu'au 31.10.1978

230 F au lieu de 290 F

les deux volumes

PROCHE-ORIENT

Le crime des crimes

(Suite de la première page.)

Ce matériel, pour gagner Achrafieh, devait emprunter le pont de la Quarantaine, qui était gardé par une quarantaine de gendarmes libanais...

Accepter l'hégémonie syrienne ?

On peut donc soutenir, comme M. de Gahringer, que ce sont les chrétiens qui ont commencé. Reste que ce qu'on leur demande par les voix les plus officielles...

C'est ainsi que raisonne le président de la République libanaise, M. Sarkis. Mais quelle autorité a-t-il ? Comment ne pas songer à son propos à ce que le général de Gaulle disait d'Albert Lebrun...

DIPLOMATIE

LES NATIONS UNIES RAPPELLENT LE PRINCIPE DU NON-REFOULEMENT DES RÉFUGIÉS

(De notre correspondant.)

Genève. — Le comité exécutif du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) réuni à Genève...

Le problème des réfugiés du Sud-Est asiatique prenant la mer à bord d'embarcations légères et se voyant refuser tout secours des navires qui les croisent est loin d'être résolu.

Les sessions du Parlement européen. — Le bureau du Parlement européen a décidé de répondre favorablement à la demande du gouvernement français de tenir à Strasbourg...

M. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. fera une visite officielle en France du 25 au 28 octobre, annonce ce mardi 19 octobre un communiqué du Quai d'Orsay.

qu'elle a subis au cours des Ages, s'en remettrait tranquillement à un protecteur étranger du soin de la survie ? C'est difficile, d'autant plus que le protecteur en question n'a jamais reconnu l'indépendance du Liban...

Il se trouve qu'il y a, à deux pas, un État israélien qui a appris, de triste expérience, à ne compter que sur sa force, et qui est trop heureux d'entretenir la guérrilla sur les arrières de ses adversaires.

A l'heure où l'intégrisme islamique resurgit avec une force impressionnante, de l'Iran et du Pakistan au Maghreb, le fossé ne pouvait que se creuser davantage entre maronites et musulmans.

Inviter les chrétiens, dans de telles conditions, à s'en remettre à la sagesse et à la bonté du président Assad, c'est tout de même beaucoup, et l'on peut douter que les paroles de M. de Gahringer aient sur eux l'effet souhaité par leur auteur.

Des « casques bleus » ?

Faire quelque chose. Mais quoi donc ? Personne, évidemment, n'est prêt à suivre le chef Maurice Druon, qui se trompe de siècle quand il veut envoyer la Royale au large de Beyrouth...

comme celui du pont de la Quarantaine, dont on parlait plus haut, ne seraient pas, eux présents, possibles. Certes, la Syrie est hostile au principe d'une présence onusienne.

C'est seulement en dissipant le sentiment d'horreur abandon qui étendait aujourd'hui tant de chrétiens du Liban qu'on peut espérer leur faire comprendre qu'ils n'ont aucune chance de ressusciter par la force la société dont ils étaient le cri de vote.

La France devrait bien sûr y contribuer. Mais il y a quelqu'un qui, plus que personne aujourd'hui, pourrait sans doute aider au rétablissement de la paix au Liban : c'est le pape. Il en est parlé dans son premier message.

Une intense activité diplomatique continue à se développer autour des négociations en cours. Le 17, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, devait arriver ce jeudi à Paris.

Iran

LES GRÈVES S'ÉTENDENT À LA RAFFINERIE D'ABADAN

La vague de grèves qui affecte l'Iran depuis trois semaines a atteint mercredi 18 octobre la raffinerie d'Abadan où trois mille ouvriers et techniciens, selon la presse, ont cessé le travail.

Le gouvernement a annoncé mercredi sa décision de libérer, dans les prochains jours, un millier de prisonniers « politiques ». Cette mesure ne concerne pas les « terroristes ».

Brésil

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES M. Delfim Netto critique vigoureusement son propre « modèle » de développement

Rio-de-Janeiro. — Les revirements politiques paraissent décidément de mise au Brésil, en cette période électorale. La subite conversion aux idéaux démocratiques de plusieurs officiers supérieurs...

États-Unis

LE PRÉSIDENT CARTER A SIGNÉ LA LOI D'AIDE À L'ÉTRANGER

Washington (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a signé, mercredi 18 octobre, la loi d'aide à l'étranger, ouvrant 9,1 milliards de dollars de crédits à ce titre pour l'année financière en cours.

Vers la création de la social-démocratie

L'ancien ministre des finances a critiqué aussi la politique de substitution des importations adoptée en 1974 en raison de la crise du pétrole.

AMÉRIQUES

Brésil

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES M. Delfim Netto critique vigoureusement son propre « modèle » de développement

Rio-de-Janeiro. — Les revirements politiques paraissent décidément de mise au Brésil, en cette période électorale. La subite conversion aux idéaux démocratiques de plusieurs officiers supérieurs...

États-Unis

LE PRÉSIDENT CARTER A SIGNÉ LA LOI D'AIDE À L'ÉTRANGER

Washington (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a signé, mercredi 18 octobre, la loi d'aide à l'étranger, ouvrant 9,1 milliards de dollars de crédits à ce titre pour l'année financière en cours.

Vers la création de la social-démocratie

L'ancien ministre des finances a critiqué aussi la politique de substitution des importations adoptée en 1974 en raison de la crise du pétrole.

La Maison

meil chaque jour à disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

vente directe aux particuliers promotion rentrée: remise de caisse 20% jusqu'au 25 novembre sur une sélection de tapis d'orient aux entrepôts Atighetchi plus de 7.000 tapis en réserve

AMÉRIQUES

Brésil

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES M. Delfim Netto critique vigoureusement son propre « modèle » de développement

Rio-de-Janeiro. — Les revirements politiques paraissent décidément de mise au Brésil, en cette période électorale. La subite conversion aux idéaux démocratiques de plusieurs officiers supérieurs...

États-Unis

LE PRÉSIDENT CARTER A SIGNÉ LA LOI D'AIDE À L'ÉTRANGER

Washington (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a signé, mercredi 18 octobre, la loi d'aide à l'étranger, ouvrant 9,1 milliards de dollars de crédits à ce titre pour l'année financière en cours.

Vers la création de la social-démocratie

L'ancien ministre des finances a critiqué aussi la politique de substitution des importations adoptée en 1974 en raison de la crise du pétrole.

La Maison

meil chaque jour à disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

vente directe aux particuliers promotion rentrée: remise de caisse 20% jusqu'au 25 novembre sur une sélection de tapis d'orient aux entrepôts Atighetchi plus de 7.000 tapis en réserve

AMÉRIQUES

Brésil

ANCIEN MINISTRE DES FINANCES M. Delfim Netto critique vigoureusement son propre « modèle » de développement

Rio-de-Janeiro. — Les revirements politiques paraissent décidément de mise au Brésil, en cette période électorale. La subite conversion aux idéaux démocratiques de plusieurs officiers supérieurs...

États-Unis

LE PRÉSIDENT CARTER A SIGNÉ LA LOI D'AIDE À L'ÉTRANGER

Washington (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a signé, mercredi 18 octobre, la loi d'aide à l'étranger, ouvrant 9,1 milliards de dollars de crédits à ce titre pour l'année financière en cours.

Vers la création de la social-démocratie

L'ancien ministre des finances a critiqué aussi la politique de substitution des importations adoptée en 1974 en raison de la crise du pétrole.

La Maison

meil chaque jour à disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

vente directe aux particuliers promotion rentrée: remise de caisse 20% jusqu'au 25 novembre sur une sélection de tapis d'orient aux entrepôts Atighetchi plus de 7.000 tapis en réserve

QUATRE-VINGT-NEUF ANS APRÈS...

Le président Carter a signé, le 17 octobre, la loi proposée par le Congrès restaurant, à titre posthume, sa citoyenneté et tous ses droits à Jefferson Davis, président de la Confédération des États sudistes pendant la guerre de Sécession.

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE Depuis plus d'un demi-siècle, les ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE ont installé, au Brésil un réseau de Succursales et de bureaux centralisés pour résoudre vos problèmes d'assurances.

صكوات الاحل

AFRIQUE

LE PROBLÈME DE LA NAMIBIE

Les Cinq occidentaux ont soumis à Pretoria des propositions de compromis

De notre correspondante

Pretoria. — Les ministres et secrétaires d'Etat aux affaires étrangères des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU, arrivés dimanche à Pretoria, ont reparlé mercredi 18 octobre, en laissant au gouvernement sud-africain trois propositions de compromis sur la Namibie et une invitation de M. Carter au premier ministre, M. P. W. Botha, pour un voyage aux Etats-Unis. Cette invitation est accompagnée d'un certain nombre de conditions tenues pour le moment secrètes. Le gouvernement sud-africain, qui a rencontré, mercredi soir, toutes les formations politiques namibiennes excepté la SWAPO — organisation nationaliste menant une guérilla à partir de l'Anzola — devait se réunir au complet, jeudi matin, et donner une réponse en milieu de journée.

diées avec les Occidentaux tiendraient compte de cette volonté. Les cinq accepteraient, sans la reconnaître, que se déroule la consultation de décembre, mais exigeraient des élections conformes au plan de l'ONU en avril, mai ou juin 1979. Reste à savoir sous quelle forme se déroulera cette consultation du 4 décembre. L'Afrique du Sud avait décidé qu'elle aurait pour but d'être une assemblée constituante. Il n'en serait plus question si elle accepte les propositions occidentales.

Le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, qui a mené les négociations avec ses collègues des Etats-Unis, d'Allemagne fédérale, du Canada et de l'Olivier Shinn pour la France, a souligné mercredi avant son départ que le plus important était de savoir « dans quelle mesure le gouvernement sud-africain est prêt à s'engager à permettre la tenue d'élections supervisées par l'ONU ». Si elle recevait des assurances à cet égard, la communauté internationale pourrait laisser se tenir des « élections internes » en décembre, a-t-il expliqué en substance.

Tout accord doit en effet être entériné par les Nations unies, dont le Conseil de sécurité se réunira le 23 octobre pour étudier les progrès de la négociation. Or de nombreux pays africains et du tiers-monde craignent probablement que, dans le cadre d'une solution où seraient maintenues les élections unilatérales du 4 décembre, l'Afrique du Sud cherche à gagner du temps et continue d'aller de l'avant dans son propre règlement interne pour l'accession de la Namibie à l'indépendance.

La consultation du 4 décembre

Les entretiens, difficiles dès le début, se sont rapidement heurtés au problème des élections prévues unilatéralement le 4 décembre prochain, malgré le plan de l'ONU qui prévoit un scrutin sous supervision internationale. Dans un premier temps, les cinq se sont montrés conciliants sur les effectifs et l'origine des troupes de l'organisation mondiale qui devraient stationner dans l'ancienne colonie allemande pendant la période précédant l'indépendance. Mais lorsqu'ils ont abordé le sujet des élections du 4 décembre, le gouvernement sud-africain est demeuré ferme : il n'était pas question pour lui d'y renoncer. Les propositions étu-

CHRISTIANE CHOMBEAU.

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ÊTES MINGE OR FORT

JOHN RAPAL

GRANDES TAILLES
PRET-À-PORTER

COSTUMES - PAREDESSUS
VESTES ET BLAZES
MANS - TRENCHES - PANTALONS
JEANS - CHEMISES ET VÊTEMENTS DE PEAU EXCLUSIVE

MAC DOUGLAS

MANTEAUX DE FOURBURE
VÊTEMENTS DE CHASSE
SPORTS D'HIVER

LIVRES PARLEMENTAIRE
10, AV. DE LA REPUBLIQUE - PARIS 17^e
TEL. 350 80 00 - 01 50 11 11 00
LE 1^{er} FRIEDRICHSTRASSE
FRANKFURT

TEL. 236.09.12
19, r. des Halles Paris 1^{er}
St. Germain - Versailles
Villeneuve

4ours Assistance.
Association Professeurs propose
MATH. PHYSIQUE. FRANÇAIS
LANGUES 6^e à term. 2h/jour

STAGE DE TOUSSAINT

54% des ouvriers préfèrent une augmentation de salaire à une amélioration des conditions de travail.

Les nouveaux ouvriers sont aujourd'hui en position d'arbitres. Le fameux redéploiement industriel passe par eux. C'est pourquoi LE NOUVEL ECONOMISTE leur consacre le premier numéro de sa nouvelle formule. Qui sont-ils, comment voient-ils l'entreprise, les patrons, le progrès technique, les immigrés ? Avec une série de reportages, d'interviews, de portraits, et un large sondage IFOP auprès des ouvriers et des patrons, LE NOUVEL ECONOMISTE répond. Des mois de recherches pour une enquête qui courra sur trois numéros. Cette semaine, premier chapitre : de la chaîne au pupitre.



Chaque vendredi, 6F. Chez votre marchand de journaux.

Tunisie

Le Mouvement des démocrates socialistes annonce qu'il poursuivra son action

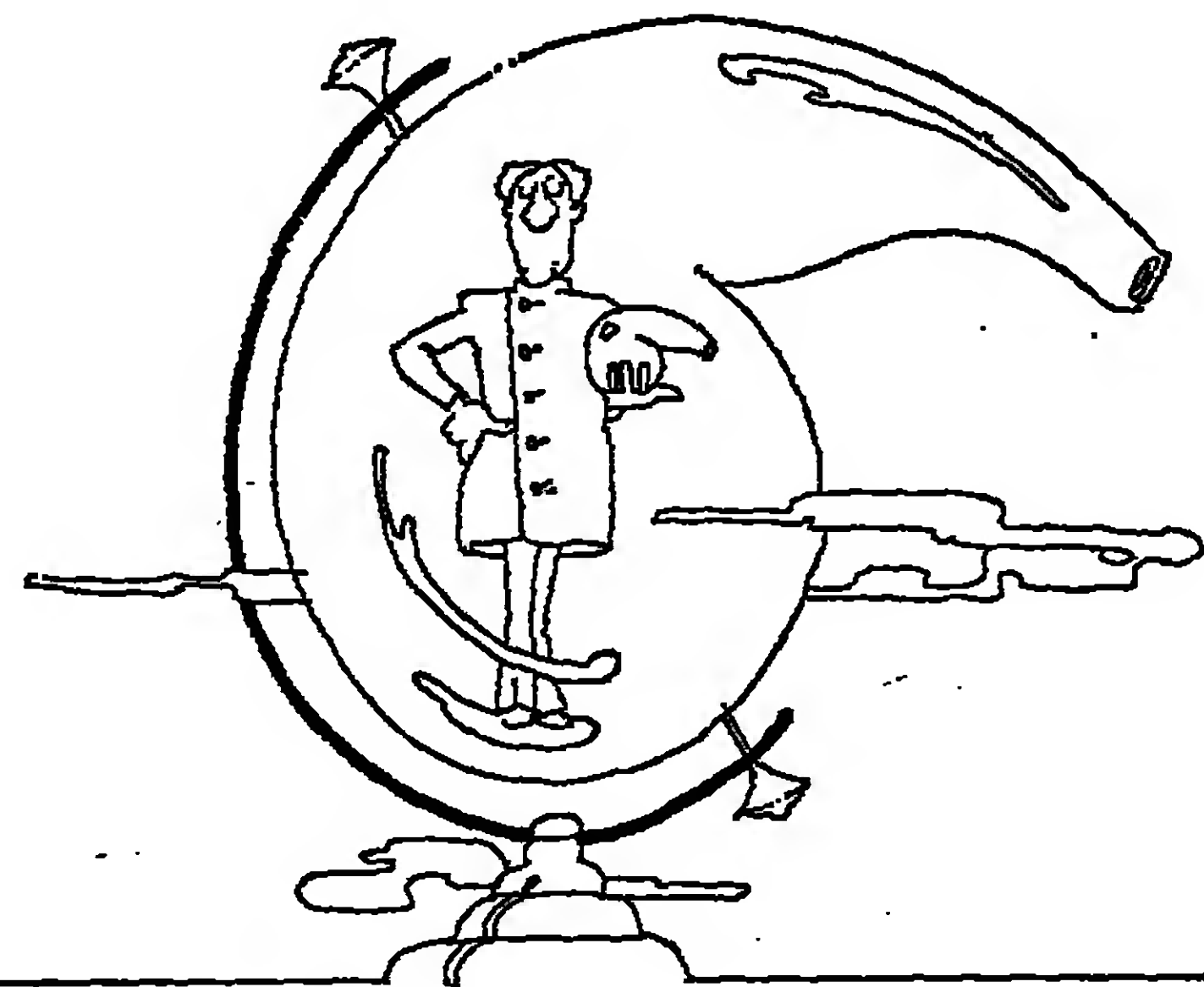
De notre correspondant

Tunis. — C'est dans son hebdomadaire de langue arabe Errai que le Mouvement des démocrates socialistes a réagi le mercredi 18 octobre au refus du gouvernement de l'autoriser à se constituer en parti (le Monde daté 15-16 octobre).

M. Hassib Ben Amar, directeur d'Errai, écrit dans son éditorial, au ton plutôt mesuré, que cette fin de non-recevoir dénote que les autorités restent attachées « à une étroite définition de la démocratie », feignent d'ignorer la Constitution (1) et « mésestiment les dangers qui peuvent naître du refus opposé aux citoyens qui n'adhèrent pas au parti destourien, du droit de s'organiser et de se réunir ».

Après avoir rappelé les objectifs du mouvement, M. Ben Amar ajoute : « Nous continuerons notre noble combat au moyen de nos journaux Errai et Démocratie, en tant que courant politique indépendant, prenant ses sources dans le peuple et dont le but est de construire et non de démolir. Nous demeurons convaincus qu'il existe en dehors du pouvoir et en son sein des hommes nombreux qui croient comme nous que l'intérêt du pays exige de s'élever, de dépasser les jalousies et de laisser de côté les problèmes personnels. Ils croient également que la meilleure solution des problèmes qui nous posent au pays réside d'abord dans l'assainissement du climat politique par la libération des détenus politiques et syndicalistes, puis par la concrétisation des libertés publiques et l'instauration d'un débat national à tous les niveaux sur les options fondamentales, le sens que nous donnons à la démocratie et au socialisme et les défis nécessaires à leur réalisation... »

(1) Dans son article VIII, la Constitution tunisienne garantit la liberté d'association « dans les conditions définies par la loi ». Cette loi doit être soumise à l'approbation du ministère de l'Intérieur.



DSM: une personnalité dans le grand monde de la chimie

Dans la chimie, parmi les groupes de niveau international ("le grand monde" de cette industrie) nous ne sommes ni les plus gros, ni sans doute les plus ingénieux. Néanmoins, le chiffre d'affaires annuel du groupe DSM équivaut à plus de 20 milliards de francs, ce qui le classe au 15^e rang de la chimie mondiale et parmi les 50 plus grandes entreprises européennes. Savez-vous que, chaque année, DSM fabrique dans ses usines 4 millions de tonnes d'engrais. Sans parler des millions de tonnes produites dans les usines des cinq continents qui utilisent ses procédés... Et que nous avons créé un procédé original pour produire le caprolactame DSM, à partir duquel se fabrique, annuellement, le quart de la production mondiale de nylon 6.

Sans parler des produits acryliques et de nombreuses matières plastiques, telles que le polyéthylène et le polypropylène, fabrications dans lesquelles DSM s'est taillé une place de choix.



si vous souhaitez en savoir plus et recevoir une brochure d'information sur les activités industrielles du groupe DSM, retournez ce coupon à : DSM-Information PO BOX 65 HEERLEN, PAYS-BAS

nom _____
adresse _____
profession _____

A Fontainebleau
Les Résidences du Palais sont terminées

- le confort et le cadre sont très raffinés (jardins à la française de 3500 m²)
- la livraison est immédiate (studios et 5 p.)
- les prix sont fermes

Venez visiter l'appartement-modèle 21, bd. Magenta
Ts les j. sauf mercr. de 14 h 30 à 18 h 30
Vous y serez bien accueillis et bien renseignés.

Renseignements Cabinet Joffre
118, rue Grande - 77300 Fontainebleau - Tél : 422 41 81

S
sil
DES FINANCES
que vigoureusement
de développement

Etats-Unis

ASIE

LA RÉVOLUTION AFGHANE EN MARCHÉ

I. — La lutte des clans

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

Kaboul. — Des portraits du président du Conseil de la révolution et premier ministre, M. Mohammed Taraki, bien sûr, dans les locaux officiels et les boutiques, mais pas ou peu de banderoles portant des slogans politiques ; des fonctionnaires plus ponctuels et plus sérieux dans des bureaux mieux entretenus ; des hommes tout aussi nombreux que naguère accomplissant en public dans un profond recueillement le rite de la prière ; moins de vendeurs à la sauvette dans le bazar, inquiet de l'avenir, et que ne suffit pas à reconforter la visite d'un plus grand nombre de Soviétiques ; toujours des curieux devant les vitrines de l'ambassade de Chine et du Centre d'information américain. Telles sont quelques-unes des premières images que remarque le visiteur, cinq mois après la révolution du 27 avril à Kaboul.

Alliés dans l'enceinte du Palais du peuple (l'ancien Palais royal), une quinzaine de chars pointent leurs canons vers le ciel. Encore en vigueur dans la capitale seulement — de 11 heures du soir au lever du jour, — le couvre-feu y est appliqué avec une rigueur martiale par de farouches soldats hazaras. Selon M. Taraki, pour 98 % de la population soutient le régime, mais l'existence d'ennemis de la révolution conduit celui-ci à rester sur ses gardes. N'a-t-il pas connu trois purges en cinq mois ?

Début juillet, le numéro deux dans la hiérarchie installée au pouvoir après la révolution, le vice-président du Conseil révolutionnaire et vice-premier ministre, M. Babrak Karmal, fut écarté et nommé ambassadeur à Prague. Dans la foulée, se virent affectés à la tête de missions diplomatiques plusieurs proches de M. Babrak : le ministre de l'Intérieur, M. Noor Ahmed, son homme de confiance à Washington ; son amie, Mme Anahita Batezab, ministre des affaires sociales, à Belgrade ; son frère, son neveu et un autre familier, respectivement à Islamabad, Londres et Téhéran. Ces affectations constituaient bien sûr des limogeages. Et elles furent si mal acceptées par les intéressés que c'est, dit-on, à Kaboul, sous la menace, que M. Babrak dut prendre l'avion.

Considéré comme un marxiste dogmatique et une personnalité passionnée, M. Babrak est le chef du Parcham (le Drapeau), l'une des deux branches du mouvement communiste prosoviétique (en principe fondées dans le parti démocratique et populaire d'Afghanistan depuis 1977 et dont M. Taraki est le secrétaire général), qui renversa le régime républicain de M. Daoud. Toutes les personnalités éliminées appartenaient au Parcham.

En septembre, une note laconique du ministère afghan des affaires étrangères aux représentants à Kaboul des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Yougoslavie, de l'Iran et du Pakistan, les informait que l'ambassadeur de l'Afghanistan dans leur pays était démis de ses fonctions. Les intéressés n'avaient pas été informés auparavant de la décision. Seconde disgrâce.

D'autre part, le 20 août, le *Kaboul Times*, qui fait fonction de journal officiel, avait annoncé que le « camarade Taraki » avait pris la charge du ministère de la défense et était assisté dans cette tâche par le ministre des affaires étrangères, M. Hafizul-

lah Amin, vice-premier ministre. Simultanément, était révélée la découverte d'un réseau intérieur « d'éléments anti-populaires et anti-révolutionnaires » comprenant notamment le lieutenant-général Abdul Qader, ministre de la défense, et le lieutenant-général Shantfoor, chef d'état-major, ainsi que le ministre du plan, M. Ali Keshitmand, et celui des travaux publics, le commandant Mohammed Shafi.

Comme M. Babrak, le général Qader est un personnage « vedette » de la révolution du 27 avril. C'est lui qui, pour l'essentiel, conduisit les opérations militaires contre le palais présidentiel. L'intervention de l'aviation, dont il avait la responsabilité, ayant été décisive. Il n'était pas, semble-t-il, affilié au Parcham, et ses relations avec M. Babrak étaient plutôt à caractère hétéroclites. Son éviction a confirmé la suprématie des « politiques » et singulièrement de la seconde branche du mouvement communiste, le Khalq — le peuple — sur l'armée.

Les Afghans eurent enfin quelques précisions sur les changements survenus à la tête de leur pays lorsque, le 23 septembre, le *Kaboul Times* publia, sur six pages, le fac-similé d'étranges « confessions » prêtées aux « éléments attachés à la réaction et à l'impérialisme ». (Certains des accusés n'en « confessaient » pas moins s'être dressés contre le régime parce qu'il s'était détourné du socialisme.) Le général Qader était présenté comme le pivot du « complot » tué dans l'œuf et qui devait avoir lieu, était-il encore

« révisé », à la fin de l'Eid-el-Fitr, le 4 septembre. Il aurait eu pour objectif de faire pression sur les dirigeants du Khalq afin de les amener à se prêter à un arrangement sur la base d'un partage égal des responsabilités entre les deux tendances. Les « comploteurs » envisageaient de provoquer simultanément des soulèvements en province, le ralliement du maximum de forces politiques à l'intérieur d'un front, le retour des personnalités écartées et révoquées, la proclamation d'une République populaire et démocratique d'Afghanistan (l'expression « populaire » ne figure pas dans sa désignation actuelle). Principal dirigeant de la conspiration, le général Qader aurait, toujours selon ces « confessions », été désigné chef de l'Etat et ministre de la défense. Certes, il est permis d'accorder quelque vraisemblance à ces « révélations » et, en particulier, aux ambitions du général Qader, qui a pu vouloir jouer un jeu personnel. N'avait-il pas été, en quelque sorte, de sa « victoire » en se retrouvant au cinquième rang dans la hiérarchie du régime du 27 avril ? Mais ces « confessions » n'ont-elles été divulguées qu'à fin de permettre, a contrario, de justifier, devant l'opinion afghane la mise à l'écart des dirigeants du Parcham et des principaux rivaux du Khalq ? Bien des aspects de cette affaire restent obscurs et contradictoires. Les anciens ambassadeurs limogés étaient-ils notamment en position, et même désireux, de lancer une offensive conjointe avec le général Qader ?

L'esprit de communauté

La belle unité formée au sein du P.D.F.A. par les communistes pour s'emparer du pouvoir en avril a rapidement volé en éclats. La suprématie que s'est assurée le Khalq, tendance la plus modérée et pragmatique, mais se révoltant tout autant féroce que le Parcham à l'alliance avec Moscou, n'est pas seulement le résultat de désaccords idéologiques. Ceux-ci paraissent peser peu dans un mouvement qui se réclame du marxisme le plus sommaire face à l'oppression de la lutte pour le pouvoir. Les membres du Parcham ont été éliminés parce qu'ils avaient réclamé une répartition des responsabilités moins à leur désavantage dans l'équipe dirigeante, les principaux postes étant contrôlés par le Khalq. M. Babrak pouvait difficilement accepter que son rival, M. Amin, lui aussi vice-premier ministre, mais également chargé des affaires étrangères, ait ainsi de plus larges responsabilités. Volontiers doctrinaires et « radicaux », les membres du Parcham auraient, semble-t-il, souhaité engager le pays plus résolument sur la voie révolutionnaire, alors que M. Taraki, bénéficiant d'un meilleur capital de sympathies que M. Babrak, considéré parfois comme un provocateur impétueux, cherche d'abord à consolider le nouveau régime.

Les affrontements politiques en Afghanistan, où domine l'esprit de communauté (ethnique, linguistique, tribale), revêtent traditionnellement l'aspect de luttes de clans, ont un caractère « viril »,

et sont chargés d'intrigues et de ruses et débouchent parfois sur des vendettas. Les personnalités, toutes d'origine pachoune, révoquées à l'étranger appartenaient non seulement à un même groupe politique, mais entretenaient entre elles des liens très étroits. Quelle part les Soviétiques, qui avaient encouragé le rapprochement avant la révolution entre les deux branches du mouvement communiste, ont-ils pris dans les épreuves de notation de ces derniers mois ? Sans doute étaient-ils en position, à Kaboul, de prodiguer des conseils. Apparemment, ils n'ont rien fait pour empêcher la mise à l'écart d'éléments ayant

la réputation de leur être favorables. Ont-ils préféré la personnalité un peu modérée et rassurante de M. Taraki à la précipitation révolutionnaire d'un Babrak et au nationalisme gauchiste d'un Qader ? L'ancien ministre de la défense souhaitait, semble-t-il, que l'Afghanistan ne se lie pas complètement à l'U.R.S.S. et cherchait plutôt à restreindre la considérable influence « du grand voisin du Nord ». Les Soviétiques, auxquels rien de ce qui se passe dans l'armée ne peut échapper, ont-ils éventé le projet de soulèvement parce qu'ils appréhendaient notamment qu'il débouchât sur une aventure nationaliste dont ils auraient pu faire les frais ? Mieux vaut apparemment être assuré de l'appui de Moscou pour prendre ou conserver le pouvoir à Kaboul. Il sera intéressant de noter quels rapports l'U.R.S.S. maintiendra avec M. Babrak et ses amis, et, notamment, s'ils obtiendront astuce dans un pays de l'Est.

« Avec les purges, c'est tout un pan du régime du 27 avril qui s'est effondré. Seules trois personnalités liées, du moins par le passé, au Parcham demeurent au gouvernement : MM. Suleima Laeq (radio-télévision) — l'assassinat de son frère en avril par la police du régime fut la goutte d'eau qui provoqua la révolte des marxistes, — Bareq Chafahi (information et culture) et le commandant Watanagar (vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur). Pour l'essentiel, le pouvoir est désormais détenu par les dirigeants du Khalq, MM. Taraki, qui garde la haute main sur le parti et l'Etat, et Amin. Combien de temps ce dernier acceptera-t-il de jouer le rôle d'un brillant lieutenant ? Formé aux Etats-Unis, mais partisan de l'alignement diplomatique sur les positions soviétiques, chargé naguère des relations entre le Khalq et l'armée, le vice-premier ministre et le ministre des affaires étrangères est une personnalité énergique, autoritaire et ambitieuse. Sans doute a-t-il joué un rôle important dans les récents limogeages. Après avoir massacrés les principaux dirigeants irréductibles de l'ancien régime, incarner une grande partie des membres de la nombreuse famille royale (1) de leurs serviteurs, sympathisants, notables, écartés environ huit cents militaires (depuis le grade d'adjudant) puis après les révolutionnaires pouvant le menacer plus directement, M. Taraki a fait table rase. Combien y a-t-il actuellement de prisonniers politiques ? « Moins d'une centaine », a affirmé récemment M. Amin. Les autorités ont indiqué avoir remis en liberté neuf mille prisonniers condamnés avant la révolution. Est-ce pour faire place à un nombre sensiblement égal de détenus ? Les « comploteurs » seront assurément jugés », a dit encore M. Amin, mais c'est « un conseil révolutionnaire de décider à quel moment ». Le seront-ils vraiment ? Des femmes et des enfants sont maintenus en détention « pour les mettre à l'abri de la vindicte populaire », a-t-il ajouté.

Les mutations et promotions se poursuivent au sein de l'Etat et des organismes publics. Les hommes qui accèdent aux responsabilités sont jeunes et inexpérimentés — certains ont suivi une formation en U.R.S.S. — membres ou proches du Khalq, la majorité d'entre eux sont pachouans (Afghans de race qui ont toujours dominé la vie publique) bien que le nouveau régime, pour d'évidentes raisons politiques, favorise, par la presse, la radio, à l'occasion du recensement de populations, l'expression des particularismes linguistiques et ethniques. Parallèlement, les Afghans sont appelés dans les bureaux, entreprises et villages à se mobiliser pour annoncer les « traités » et témoigner publiquement leur soutien au gouvernement, et à son chef qualifié par la presse du « plus grand leader révolutionnaire et héroïque ».

(1) En fait, le régime révolutionnaire semble avoir fait une distinction entre les membres de la famille de l'ancien roi Zahir Shah et du président Daoud considérés comme des usurpateurs, qui ont été arrêtés, et les descendants du roi réformateur Amanullah qui ont été laissés en liberté.

Prochain article : ALIGNEMENT SUR LE « GRAND VOISIN DU NORD »

Les éditions François Maspéro ont publié depuis septembre

Cahiers libres

- Nestlé contre les bébés? par le Groupe de travailleurs monde de Berne 35 F
Roy Medvedev La révolution d'Octobre Faits et réflexions 40 F
Elsa Assidon Sahara occidental Un enjeu pour le Nord-Ouest africain 35 F

Petite collection Maspéro

- Perry Anderson Sur Gramsci 14 F
« Actes » Délinquances et ordre 18 F
Anne-Marie Dardigna La presse « féminine » Fonction idéologique 18 F
Wolfgang Abendroth Histoire du mouvement ouvrier en Europe nouvelle édition 14 F
Walter Benjamin Essais sur Bertolt Brecht, nouvelle édition 14 F
Marcel Cohen Matériaux pour une sociologie du langage nouvelle édition, deux volumes, chaque 14 F

Textes à l'appui

- Roger Faligot James Connolly et le mouvement révolutionnaire irlandais 55 F
J.-P. Garnier et D. Goldschmidt La comédie urbaine ou la cité sans classes 55 F

Actes et mémoires du peuple

- Collection animée par Louis Constant
Quatre femmes terroristes contre le tsar (V. Zassoulitch, O. Loubaovitch, E. Kovalskaia, V. Figner) 45 F
Malgré tout Collection dirigée par Emile Copfermann
Catherine de Seynes On n'a pas le temps Création collective en milieu ouvrier à Saint-Nazaire 45 F

Voix

- Collection dirigée par Fanchita Gonzalez, Baille
Chris. Marker Le fond de l'air est rouge 35 F
Nicole-Edith Thévenin De la prévision des séismes 35 F

Recevez gratuitement notre dernier bulletin mensuel « Livres portables »

M
adresse

FRANÇOIS MASPERO 1 place Paul Painlevé - 75005 PARIS

سکونت الراجل

ois depuis... de Pekin ont participé... rencontre... association européenne... s chinoises

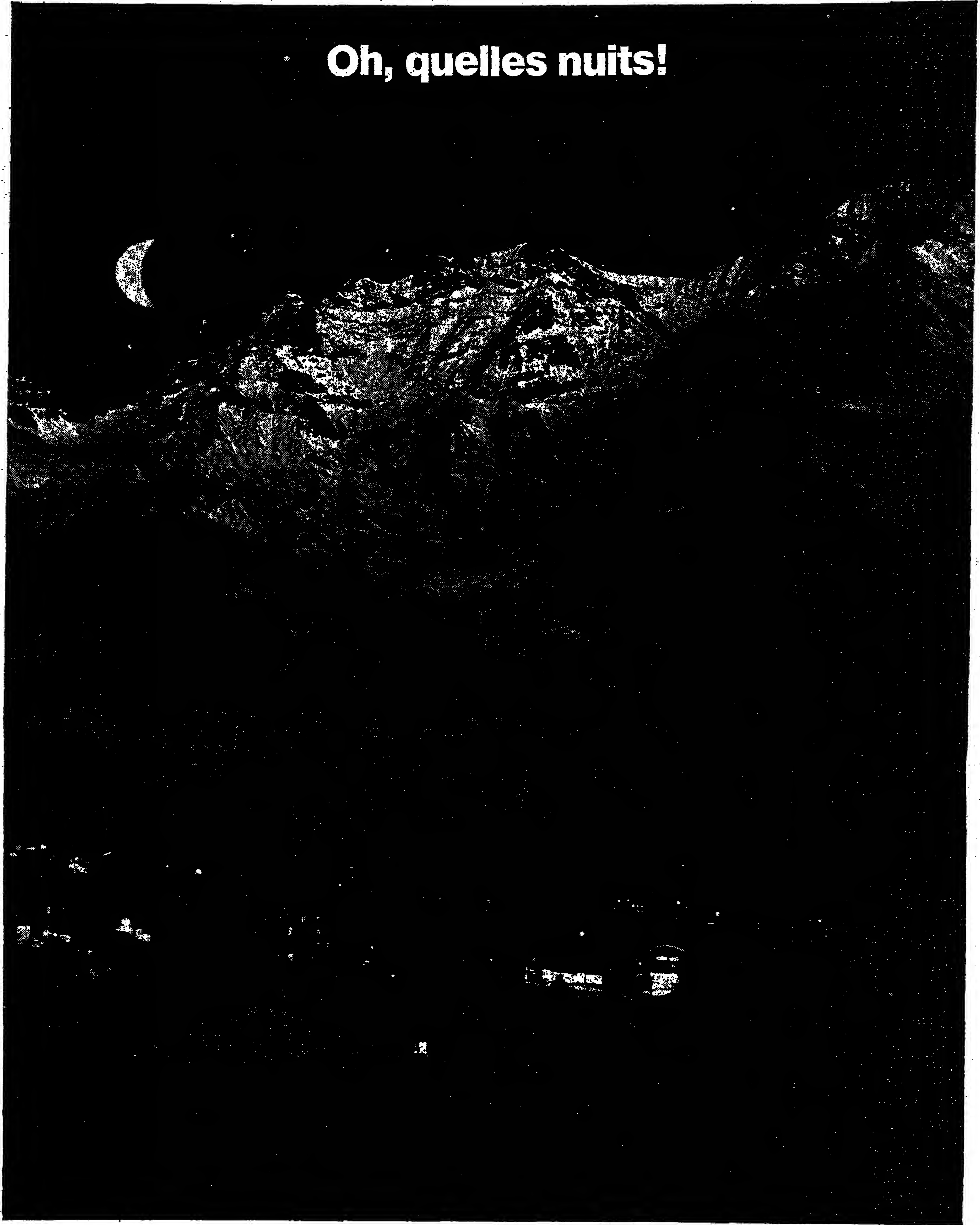
Bureaux, terrains et locaux industriels ? 5 Villes Nouvelles 5 solutions pour vous installer. CERGY, PONTOISE, MARNE LA VALLEE, ST-QUENTIN en YVELINES, MELUN-SENART, EVRY.

Lentilles de contact souples. On les met et on les oublie... Essayez YSOPTIC 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL. 522.15.52

Ce mois-ci dans la Revue des Deux Mondes : Raymond Poincaré pouvait-il empêcher la 1ère Guerre Mondiale? Lisez la Revue des Deux Mondes. Chaque mois, 12 F. En kiosques ou par abonnement.

BON POUR UN SPECIMEN GRATUIT DE LA REVUE DES DEUX MONDES 15, rue de l'Université - 75007 Paris. Nom, Adresse, Code, Ville.

Oh, quelles nuits!



Neuf heures du soir, et il fait nuit depuis quatre longues heures. Accrochée de biais contre le firmament vide, la lune semble être le reste d'une très ancienne réclame lumineuse, ultime vestige d'une époque plus mouvementée. Elle fait étinceler les neiges durcies par le gel et met des reflets de pierreries sur les glaçons menaçants qui hérissent les toits et la silhouette noire des sapins.

Il fait bon dans la chambre. Cela sent honnêtement le bois de mélèze, l'huile solaire et les duvets bien aérés. Il n'y a de futile que le filigrane des fleurs de glace sur les vitres.

Le ruisseau, tout rétréci par le gel, gargouille devant la fenêtre son infatigable mélodie. Seul, le cri d'une chouette fait parfois diversion. Et quand on se glisse dans les draps — à la maison, on n'aurait

pas encore la moindre envie de dormir — on tressaille au contact inattendu de la bouillotte, et les ressorts du lit gémissent comme le péché.

On songe en soupirant: ah, si seulement j'étais à New York, ou à Hong-kong, ou à Paris, ou à Rio, ou à Zurich, ou à Genève, ou à Bâle. Au lieu de ce village perdu dans les montagnes.

Et avant que la cloche de l'église ait sonné dix heures, on dort profondément. Toute une longue nuit ennuyeuse devant soi.

Swissair ou votre agence de voyages se fera un plaisir de vous dire comment vous pouvez vous rendre en Suisse de la façon la plus commode.

Et où vous pourrez, en Suisse, jouir pleinement de quelques nuits de sommeil aussi totalement, agressivement privées de péripéties.



gdk

1978

Belgique
MAGNIFIQUE VOLUME
contient une très
84 cartes principa
et cartes thématiq
50000 noms et de
sont accompagnés
tout entière en qu
dont le directeur
technique de l'imp
dans le domaine d

صحنه من الاله

EUROPE

Belgique

M. VANDEN BOEYNTANTS VA TENTER DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Chargé par le roi le 18 octobre, de former le nouveau gouvernement, M. Paul Vanden Boeynants présidera peut-être un gouvernement provisoire, un cabinet de transition qui vivrait moins d'un mois et qui se contenterait d'obtenir un accord des partis sur la prochaine révision constitutionnelle. Des élections anticipées auraient alors lieu avant Noël.

Le souverain, pense-t-on, a fait appel à M. Vanden Boeynants après avoir en vain demandé à M. Martens, le président des sociaux-chrétiens flamands, de former le nouveau gouvernement, mais ce groupe, le C.V.F., reste intraitable : « Notre premier ministre ne peut être que M. Vandemans ».

Quant à M. Outers, ministre de la coopération et chef de file du F.D.P. bruxellois (francophone), il a dit clairement que le cabinet que formerait éventuellement M. Vanden Boeynants devait avoir pour tâche essentielle la réforme complète de l'Etat sans tenir compte des réserves ou des scrupules des sociaux-chrétiens flamands. « S'il n'y avait pas d'accord possible sur ce point », a dit M. Outers, « un futur gouvernement ne pourrait avoir pour objectif que de dresser la liste des points de la Constitution à réviser et ce, pendant une période très courte, c'est-à-dire inférieure à un mois ».

Cette situation confuse pourrait avoir aussi des répercussions sur le scrutin européen de juin 1979. La loi électorale n'a pas encore été votée et ne pourra sans doute pas l'être dans les prochains mois. L'Europe pourrait-elle alors aller aux urnes sans la Belgique, le pays qui héberge les institutions européennes ?

PIERRE DE VOS.

LE PARTI SOCIALISTE SE SCINDE EN DEUX

Le parti socialiste belge va se scinder en deux fédérations, l'une francophone (P.S.B.), l'autre flamande (B.S.P.), comme ce fut le cas, avant lui, pour les sociaux-chrétiens et les libéraux. Les deux ailes du P.S. seront présidées par MM. André Cools (francophone) et Karel Van Miert (néerlandophone).

La scission a été provoquée par la question des droits de la région de Bruxelles dans un futur découpage de la Belgique en trois parties autonomes : la Flandre, la Wallonie et la région bruxelloise. Les socialistes flamands n'acceptent pas non plus les propositions des socialistes wallons de placer le crédit et l'éducation nationale sous la responsabilité des régions.

Le congrès national du parti, prévu pour le 28 octobre, sera remplacé par des congrès séparés. Les deux fédérations coopéreront désormais au sein du Parlement européen et de l'Internationale socialiste. — (A.F.P.)

Portugal

Des personnalités françaises lancent un appel en faveur des militants d'extrême gauche emprisonnés

Le « Comité de soutien aux militants antifascistes détenus au Portugal » (1) a indiqué mercredi 18 octobre au cours d'une conférence de presse à Paris que trente-huit militants d'extrême gauche étaient actuellement emprisonnés au Portugal. La plupart appartenaient au Parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.) et ont été arrêtés le 20 juin dernier au cours d'une rafle spectaculaire opérée à travers le pays par la police dans les milieux d'extrême gauche. Les trois principaux dirigeants du P.R.P., Mme Isabel de Carmo, médecin et directrice du journal *Página 5* et MM. Carlos Antunes et Pedro Goulart, figurent parmi eux.

M. Antoine Comte, avocat au barreau de Paris, a indiqué qu'aucun fait précis n'avait été retenu officiellement contre les personnes arrêtées, à l'exception de deux d'entre elles, accusées de détention d'armes. Le code por-

tugais de procédure pénale, qui date de l'ère salazariste, prévoit en effet que, pendant l'instruction dite « préparatoire », qui peut durer jusqu'à quatre-vingt-dix jours, le dossier n'est pas communiqué à la défense.

Il semble que certains détenus soient soupçonnés d'avoir participé à des hold-up, et que les dirigeants du P.R.P. soient accusés de « responsabilité morale » dans l'activité des premiers. Plusieurs détenus se sont plaints d'avoir été l'objet de sévices.

Mme Isabel de Carmo et M. Carlos Antunes ont joué un rôle important à la tête des « Brigades révolutionnaires » (B.R.) en organisant à partir de 1971, des actions contre des bases de l'O.T.A.N. Les organisateurs, le P.R.P. et les B.R. avaient décidé après la révolution du 25 avril 1974 de suspendre leurs actions clandestines. Les B.R. sont retournées à la clandestinité en novembre 1975, en reprenant leur autonomie par rapport au P.R.P.

Le comité a lancé un appel au président de la République portugaise demandant la cessation des poursuites contre les trente-huit militants détenus.

(1) Comité formé par une soixantaine de personnalités de la gauche française et présidé par M. Claude Bourdet, un des fondateurs du P.F.L.T.

Adresse : docteur Maugendre, 244, boulevard Raspail, 75014 Paris.

LES PARTIS REPROCHENT AU GOUVERNEMENT DÉMISSIONNAIRE D'OUTRASSER SES POUVOIRS

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Une forte augmentation des prix, touchant en particulier l'essence, le fuel et le gaz de ville, doit être décrétée très prochainement par le gouvernement démissionnaire de M. Nobre da Costa. La nouvelle, publiée avec de gros titres par presque tous les quotidiens du soir de la capitale, le mercredi 18 octobre, a suscité de vives réactions dans la population et de longues files d'attente se sont formées auprès des pompes à essence. Ce projet a été condamné par presque tous les partis politiques.

Après la décision prise par le ministre de l'Agriculture de rendre à leurs anciens propriétaires un certain nombre de terres dans l'Alentejo, qui étaient occupées par des ouvriers agricoles depuis 1975, ce projet ne fait qu'augmenter les critiques à l'égard d'un gouvernement qui devrait se contenter de gérer les affaires courantes.

Le P.S. et le P.C.P. considèrent que le cabinet de M. Nobre da Costa va au-delà des pouvoirs qu'il est en droit d'exercer. Rego à São Bento, siège du gouvernement, M. Cunha, secrétaire général du parti communiste, a estimé qu'un tel comportement pourrait provoquer « une grave instabilité politique et sociale ». Des députés socialistes et communistes ont violemment critiqué mardi 17 octobre le gouvernement, qui, selon le président du groupe parlementaire du P.C.P., continuerait à appliquer un programme qui a été rejeté par l'Assemblée nationale au mois de septembre dernier. — J. R.

Italie

L'« interrogatoire » d'Aldo Moro est rempli de remarques acerbes à l'égard de la classe politique

Rome. — Le débat parlementaire sur l'affaire Moro s'ouvrira le mardi 24 octobre à la Chambre des députés. Il sera marqué par la publication de l'« interrogatoire » de l'ex-président de la démocratie chrétienne, un texte dactylographié d'une cinquantaine de pages découvert à la fin de septembre chez des terroristes milanais. Aucun des principaux partis de la majorité — démocrate-chrétien, communiste, socialiste — n'entend utiliser ce brûlot pour déclencher une crise gouvernementale. On s'attend même à un vote unanime pour désamorcer l'affaire.

Le ministre de l'Intérieur nie formellement que le texte ait été « manipulé » avant publication, comme l'affirme le quotidien d'extrême gauche « Il Manifesto ». La version remise à la presse serait identique à celle que le magistrat instructeur a entre les mains. Elle n'apporte,

rappelez-le, aucun révélation importante. L'otage y montre surtout sa propre crainte devant la mort et son amertume à l'égard d'une classe politique qui semble l'abandonner. Rien ne permet d'affirmer que les ravisseurs ont retranscrit fidèlement ses propos. On y reconnaît toutefois la marque de l'ancien président de la D.C. même si l'accidit de certaines notations surprend.

Aldo Moro affirme : « Je n'ai fait l'objet d'aucune coercition personnelle, je suis en pleine possession de mes facultés intellectuelles et de ma volonté. » Persuadé apparemment qu'il va être libéré, l'otage vante la « générosité des Brigades rouges », et annonce sa démission de la démocratie chrétienne. Pour le reste, voici quelques extraits de cet « interrogatoire » dans lequel Aldo Moro s'attaque davantage aux hommes qu'aux institutions.

Des extraits du document

De notre correspondant

● M. ANDREOTTI, PRÉSIDENT DU CONSEIL : « Un metteur en scène froid, impénétrable, sans aucun doute ni prémisses, sans jamais un moment de pitié humaine, voilà M. Andreotti. Les autres sont tous les acteurs obéissants. (...) Il lui manque la sagesse, la flexibilité, la simplicité des vues des démocrates chrétiens qui existent au monde. Il n'est pas de ceux-là. Il laissera un peu plus mais passera sans laisser de trace ».

● M. BERLINGUER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C.I. :

« Tous mes vœux aussi à M. Berlinguer, qui aura (en M. Andreotti) un partenaire versatile et de grande valeur. (...) Il laisse mourir le stratège de l'attention au parti communiste et le réalisateur unique d'une entente entre démocrates chrétiens et communistes ».

● LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE : « Il me reste à constater la complète incompétence avec la D.C. Je renonce à toutes les charges, ferois toute candidature future, je démissionne de la D.C. Je demande au président de la chambre de me transférer à un groupe mixte ».

● L'INTRANSIGENCE DES PARTIS À SON EGARD : « Pour les communistes, la ligne, le vote d'être flexibles et humains est un certificat de condamnation prochaine. Pour la D.C., c'est une bonne affaire ».

● LE SCANDALE LOCKHEED : « Il est le fruit du 20 juin 1976, de l'indémodable succès communiste (aux élections). C'est une nouvelle phase politique dans laquelle la volonté communiste de progrès et de clarté ne pourra plus être balancée par la volonté de la D.C. ou, si on veut être encore plus précis, par les accords de la D.C. avec les autres partis et notamment avec le parti socialiste. En réalité, le 20 juin n'est pas seulement la fin de l'hégémonie de la D.C., c'est aussi la fin de son système d'alliance qui ne peut plus être reconstitué ».

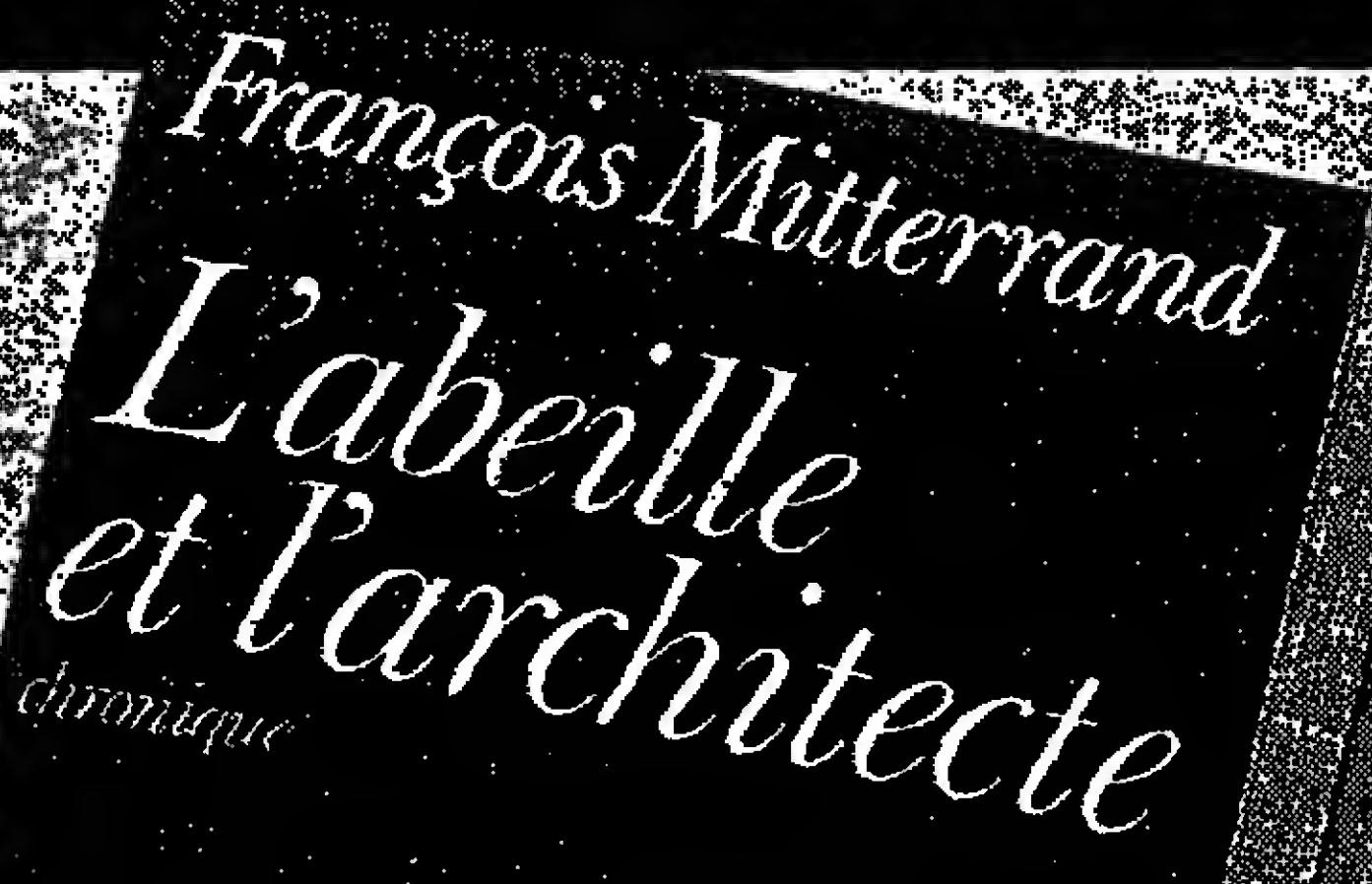
● LA STRATÉGIE DE LA TENSION (1969-1974) : « Je n'ai pas cru un seul instant à la « piste rouge ». Elle était évidemment notre, comme on l'a rapidement reconnu. (...) Je suis convaincu que les initiatives de cette stratégie ont été plus étrangères que nationales, et part des responsabilités extérieures, on ne peut pas ne pas constater des indulgences et des connivences de certains organes de l'Etat et de la D.C. ».

● LE PROCHES-ORIENT : « Dans ce domaine, l'Italie se trouve souvent en difficulté en raison des pressions américaines, lesquelles tiennent peu en compte les intérêts de notre pays et, hormis toute question de justice, de la grande mer arabe dans laquelle se trouve accroché Israël, tout puissant qu'il soit. (...) Nous avons nié que la guerre de Six jours puisse être considérée comme une crise de l'O.T.A.N. et d'appui qui nous étaient demandés pour les fournitures à Israël. (...) La nouvelle orientation pro-arabe continuée à être mal digérée par les Américains, surtout par Kissinger, qui cultive une amitié pour l'Italie et pour sa propre personne ».

ROBERT SOLÉ

LE MONDE met en vente à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces imprimées. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

François Mitterrand : un écrivain pour aujourd'hui.



L'avis de l'éditeur.
L'abeille et l'architecte est d'abord une œuvre d'écrivain. Bonheur d'écrire, culture fulgurante, sagesse à la Montesquieu, éblouissement devant la vie, ce livre, à la suite de La Paille et le Grain fait partie des œuvres qui échappent au temps.

FLAMMARION

VIENT DE PARAITRE

TERRE CATALANE

- actualité, histoire, arts
- littérature, mentalités
- dictionnaire
- itinéraires en roussillon et en catalogne
- documents et témoignages

488 pages, 257 photos, 28 cartes

NOUVEL ATLAS MONDIAL

Illustré de nombreuses photos de satellites.

Magnifique volume de 240 pages, au format 26,2x35,5 le NOUVEL ATLAS MONDIAL contient une très importante partie cartographique (168 pages), regroupant 84 cartes principales et annexes, 137 photographies en couleurs, 89 graphiques et cartes thématiques, complétés d'un index de 72 pages comprenant 50 000 noms et des données statistiques pour chaque pays. Cartes et illustrations sont accompagnées d'articles remarquablement documentés. La cartographie tout entière en quadrichromie et supervisée par l'Institut géographique national (dont le directeur général, M. Mayer, a préfacé l'ouvrage), séduit par la qualité technique de l'impression. L'ensemble représente une étonnante performance dans le domaine de l'édition.

100 F le volume relié.

SOLAR

POLITIQUE

LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Recherche : un budget de redémarrage

Mercredi 18 octobre, l'Assemblée nationale a abordé, sous la présidence de M. Hugot (R.S.), l'examen des différents budgets. Elle examine tout d'abord les crédits du secrétariat d'Etat à la recherche (« Le Monde » du 20 septembre).

M. CHEVÈNEMENT (P.S.), rapporteur spécial, exprime les préoccupations de la commission des finances et souligne notamment que « la France n'est pas au premier rang des puissances comparables, comme l'avaient souhaité le président de la République ».

total - 8,8 % en 1972 - ne représente plus que 5,7 %. Pour ce qui concerne le budget pour 1978, il relève que les crédits d'équipement correspondant à la recherche - proprement dite - augmentent de 5,9 %.

LE SCRUTIN SUR LES RECETTES BUDGETAIRES

La première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1979 a été adoptée mercredi matin 18 octobre par 149 voix contre 109 sur 461 votants (« Le Monde » du 19 octobre).

M. PASTRY (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, estime que ce budget « n'est pas à la mesure de ce qu'on voudrait être nos ambitions en la matière ».

Ardenne) le budget proposé est tout juste conforme à la lettre des décisions prises en 1975. L'ancien secrétaire d'Etat à la recherche s'interroge sur la manière d'utiliser plus efficacement les crédits disponibles.

Le budget de 1979, affirme M. Aigrain, est un budget de redémarrage de réorientation. Les autorisations de programmes croissent de 9 %, les crédits destinés au renouvellement des équipements de 16 %.

Culture : pour bâtir des cathédrales, il faut d'abord avoir la foi

En séance de nuit, sous la présidence de M. Debré (R.P.R.), l'Assemblée examine les crédits du ministère de la culture et de la communication.

« Je ne dispose que de huit minutes et renonce à rapporter », déclare M. BARBIER (U.D.F., Jura), ce budget répond à peu près aux objectifs du Plan.

M. MARC LAURIOL, député R.P.R. des Yvelines, s'est inquiété une nouvelle fois, au nom de son groupe, membrale 18 octobre.

M. LAURENT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, demande une augmentation des crédits en faveur de la chanson.

M. LAURENT (P.C.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, demande une augmentation des crédits en faveur de la chanson.

M. BARRE confirme que le gouvernement n'est pas hostile à un contrôle de la propagande.

M. MARC LAURIOL, député R.P.R. des Yvelines, s'est inquiété une nouvelle fois, au nom de son groupe, membrale 18 octobre.

AU SENAT

Le plan de redressement de la sidérurgie est adopté

Par 186 voix contre 107, les sénateurs ont approuvé, jeudi 19 octobre à 1 h 30, du matin, l'ensemble du plan de redressement de la sidérurgie.

compétitivité « c'est le salarié qui frappe », tandis que M. LE FOURS (P.C., Hauts-de-Seine), conteste, notamment, l'argument du poids des charges sociales sur les entreprises.

Le rapporteur général M. MAURICE BLIN (Union centriste, Ardennes) analyse les dispositions du projet : transformation des principaux créanciers (pour l'essentiel, des banques nationales) en actionnaires.

« Je déplore, proclame notamment M. GIRAUD, qui répond à chaque orateur, de n'avoir pas entendu la simple amorce d'une solution différente de la nôtre... »

Le Sénat repousse ensuite plusieurs amendements communiqués dont l'un (sur 190 voix contre 100) tendait à soumettre à des conditions de licenciement l'appropriation des comités d'entreprise.

Le Sénat a ensuite approuvé par 186 voix contre 106 le collectif budgétaire permettant le financement de ce plan.

« M. Jean Lecat, sénateur de la Seine-Maritime, maire de Bénébecq, président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat... »

NOMINATION DE QUATRE PARLEMENTAIRES EN MISSION

L'hôtel Matignon a annoncé mercredi 18 octobre la nomination de quatre parlementaires en mission.

M. PIERRE-BERNARD COUSTE (app. R.P.R.), député du Rhône, est chargé auprès de M. Robert Boulin, ministre du travail.

LOTO ca peut rapporter gros

TANINO CRISCI COLLECTION PRINTEMPS 79

Signature and date stamp at the bottom of the page.

APRÈS L'ÉLECTION DU PAPE

Un philosophe sur le trône de saint Pierre ?

Il vaudrait mieux dire : un théologien catholique s'élevant avec ses certitudes sur le terrain de la philosophie pour en dénoncer les insuffisances.

C'est pourquoi, entre Scheler et l'éthique chrétienne telle qu'il la conçoit, il ne voit qu'une seule et unique différence : la nature de la conscience entendue comme cause efficiente des valeurs morales.

par JACQUES COLETTE (**)

seule l'orientation morale permet à l'homme d'assumer la dimension intersubjective et d'intégrer psychologiquement la sensualité et l'émotivité.

Pour le cardinal Wojtyła, on le voit, philosophie et théologie réunies constituent la « science capable d'offrir la compréhension la plus profonde de la vie humaine et les motivations ultimes des normes de l'agir humain ».

S'il y a, comme on l'a dit, une technologie et une histoire des systèmes et des problèmes philosophiques, celles-ci rendent artificielle toute tentative d'extraire d'un philosophe un thème, un concept, une structure pour les subordonner à une vérité dite religieuse.

« Sub secreto », ou comment tout savoir sur le conclave

Rome. — Dans l'Eglise comme dans toute autre institution humaine, le secret absolu est impossible à garder.

De notre envoyé spécial Cord sur un candidat commun, du moins ils se sont séparés en sachant très bien ce qu'ils ne voulaient pas : un cardinal de curie.

Pas de « troisième homme » providentiel

Le premier jour du conclave, dimanche 15 octobre, a vu le duel prévisible de deux cardinaux : Siri et Benelli.

scrutins plus tard, soit au milieu, le lundi soir. Les Allemands ont favorisé la candidature de l'archevêque de Cracovie à la suite de la récente réconciliation de ce pays.

La seule inconnue était de savoir si le cardinal Wojtyła accepterait. Après une hésitation naturelle on dit même qu'il aurait refusé au premier tour.

Après l'élection de Jean Paul II, les cardinaux étaient si contents d'être élus qu'ils ont commencé par se féliciter.

Néanmoins, le film des événements, au moins par l'essentiel, peut être reconstitué. Une semaine avant le conclave, face à l'offensive des cardinaux de Curie et notamment de leur candidat, le cardinal Siri, archevêque de Gênes.

Les contestataires religieux soviétiques ont accueilli avec enthousiasme l'élection du souverain pontife

Moscou. — M. Leonid Brejnev a adressé, mercredi 18 octobre, au pape Jean Paul II, un message de félicitations qui reprend, à quelques mots près, le télégramme envoyé il y a moins de deux mois à Jean Paul II.

Aucune allusion n'est faite aux deux problèmes nouveaux que risquent de poser, aux Soviétiques et à leurs alliés, le pontificat de Jean Paul II : un encyclique en matière de relations avec les pays socialistes et une nouvelle approche des relations institutionnelles entre le Vatican et les Etats du camp socialiste.

Selon un journaliste soviétique LE NOUVEAU PONTIFE POURRAIT AMÉLIORER LES RAPPORTS ENTRE LE KREMLIN ET LE VATICAN.

London (A.F.P.). — Le journaliste soviétique Victor Louis, dont les articles reflètent souvent le point de vue du Kremlin, estime que le nouveau pape pourrait améliorer les relations entre l'Union soviétique et l'Eglise.

D'autre part, l'académicien Sakharov, prix Nobel de la paix, a estimé que l'élection de Mgr Wojtyła « favoriserait la défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est ».

QUINZE MILLE EXEMPLAIRES DE PLUS POUR UN HEBDOMADAIRE CATHOLIQUE DE CRACOVIE

Varsovie (A.F.P.). — L'hebdomadaire catholique polonais, « Tygodnik Katolicki », a demandé aux autorités polonaises de publier, jeudi 19 octobre, une édition spéciale consacrée à l'élection du pape.

Tous les évêques polonais vont assister à la cérémonie d'installation

Varsovie. — Au lendemain de l'élection de Jean Paul II, les milieux catholiques de Varsovie respirent encore sous le coup de l'émotion.

Les groupes oppositionnels de l'ancien régime ont vu leur rôle démocratique ne leur offrir que de l'affaiblissement par le départ d'un homme qui savait les comprendre.

LE SAINT-PÈRE LOUE LE COURAGE DES CARDINAUX

(De notre envoyé spécial.) Rome. — Dans son allocution au collège des cardinaux, prononcée mercredi 18 octobre, à 10 heures, Jean Paul II a dit notamment : « Vénérables frères, votre décision d'appeler un non-italien comme évêque de Rome a été un acte de confiance et en même temps de grand courage ».

« L'AGENCE TÉLÉGRAPHIQUE JUIVE » FAIT ÉTAT DE L'ACTION ANTINAZIE DE Mgr WOJTYŁA

Jérusalem (Reuter). — Le quotidien israélien de langue anglaise Jerusalem Post demande à Jean-Paul II de reconnaître l'Etat d'Israël.

A LA CURIE ROMAINE : pas de nominations avant dix jours.

Rome. — Jean Paul II célébrera dimanche 22 octobre, à 10 heures du matin, sur le parvis de la basilique Saint-Pierre, la messe de la canonisation de la messe de la célébration d'ordination du « pasteur suprême » de l'Eglise romaine.

سكراً للعمال

SENAT redressement de l'enseignement est adopté

LE MONDE IMMOBILIER PARIS

2500 RÉVISABLE 2000 FD 90% / 15 CF. 1973 124

Prix moyen du m², Prix moyen du m², montant des prêts, prêt du Crédit Foncier, année de livraison et trimestre, Nombre d'app.

Parkings en surface, Garages en sous-sol ou box, Métro, Autobus, R.E.R. Station, Autoroute ou périphérique

7400 FD 80% PERSONNALISÉ 1978

LE MANDARIN - 6 bis, rue de Valence - A deux pas de la rue Mouffetard. Petit immeuble de très haute qualité, plein sud, 2/3 pièces. Appart. témoin ouvert du lundi au vendredi de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h.

FOULQUIER Promotion, 4, rue de Valence, Paris (5^e) - 331-32-32.

5500 FD 80% 20 LIVRAISON IMMÉDIATE

21, RUE CROZATIER - Un petit ensemble dans une rue large, bordée d'arbres, à proximité de la Gare de Lyon - 3, 4 et 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terrasses - Livraison immédiate - Appartement témoin tous les jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17^e - Tél. 755-82-10

8.000 FD 80% 20 1978

RÉSIDENTE FERMAT-DAGUERRE - 7, rue Farnat. Au cœur de Montparnasse, à deux pas de la rue Daguerre, célèbre par son marché et ses artisans, petit tmn. de qualité. Studios, 2, 3, 4 p. + duplex, App. décoré s. pl. t.l.j. 14 h. 30 à 19 h., sauf sm. et dim.

COCIM 35, rue de la Bienfaisance, PARIS, tél. 387-84-30.

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :

cde

Comptoir des Entrepreneurs 6 rue Volney Paris 2^e - Tél. : 260.35.86

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

HIRI EXPOSITION du 16/10 au 31/12 GALERIE HEROUET 54, rue Vieille-du-Temple PARIS-3^e

APRÈS L'ÉLECTION DU PAPE

L'Église de Pologne : un cheval de Troie dans le monde communiste

Sur les trente-cinq millions de Polonais (auxquels s'ajoutent les dix millions vivant à l'étranger) 98 % sont baptisés dans l'Église catholique, 90 % se disent croyants, et 78 % pratiquent régulièrement. On compte environ huit cent mille non catholiques (orthodoxes, uniates, vieux-catholiques et protestants). Les juifs, toujours victimes de campagnes antisémites, ne sont plus que dix mille.

Ainsi le catholicisme polonais, solidement enraciné dans toutes les couches de la population, est-il vivace et omniprésent. Depuis le dixième siècle, à partir de la conversion au christianisme du prince Mieszko, et plus encore depuis la fin du dix-huitième siècle, le catholicisme a été le pilier de l'État polonais par la Prusse, l'Autriche et la Russie. Pologne et catholicisme se sont identifiés.

Le peuple polonais n'a jamais accepté la disparition de l'État, et, au dix-neuvième siècle, de nombreux soulèvements pour le maintien d'une identité nationale ont eu lieu, que les occupants prussiens et russes se sont efforcés d'écraser. Dans cette lutte pour la survie nationale, l'Église catholique a joué un rôle important. Elle en a assumé les conséquences, telles que, notamment, la confiscation de ses biens, l'interdiction ou l'expulsion de certains ordres religieux.

Lors de la seconde guerre mondiale, enfin, qui a commencé par un nouveau partage du pays, six millions de Polonais, dont trois millions de juifs, sont morts. L'Église s'est engagée, pratiquement sans réserve, dans la lutte et la résistance. Il suffit de rappeler que près de cinq mille prêtres polonais (soit le tiers du corps sacerdotal) ont péri dans les camps de concentration nazis. De cette époque, le lien entre la nation et la religion est resté une fois de plus renforcé, d'autant que la société polonaise, multinationale jusqu'en 1939, est devenue unilatérale et uniconfessionnelle à un degré jamais connu dans l'histoire du pays (1).

« Panem et circenses »

Des églises ouvertes — et architecturales — on en trouve partout dans toute la Pologne. Mais l'augmentation rapide de la population urbaine a nécessité la création de nouveaux évêchés, de nouvelles paroisses et surtout la construction de nouveaux édifices cultuels. Or l'État se montre généralement très réticent à l'octroi des permis de construire, en alléguant que le nombre d'églises a déjà suffisamment augmenté. L'Église rétorque que les églises nouvelles qui possèdent comme des champignons, de nouvelles paroisses et surtout la construction de nouveaux édifices cultuels. Or l'État se montre généralement très réticent à l'octroi des permis de construire, en alléguant que le nombre d'églises a déjà suffisamment augmenté. L'Église rétorque que les églises nouvelles qui possèdent comme des champignons, de nouvelles paroisses et surtout la construction de nouveaux édifices cultuels.

« Panem et circenses »

Des églises ouvertes — et architecturales — on en trouve partout dans toute la Pologne. Mais l'augmentation rapide de la population urbaine a nécessité la création de nouveaux évêchés, de nouvelles paroisses et surtout la construction de nouveaux édifices cultuels. Or l'État se montre généralement très réticent à l'octroi des permis de construire, en alléguant que le nombre d'églises a déjà suffisamment augmenté. L'Église rétorque que les églises nouvelles qui possèdent comme des champignons, de nouvelles paroisses et surtout la construction de nouveaux édifices cultuels.

En théorie, des groupes parlementaires non communistes siègent à la Diète, et les catholiques sont représentés par dix députés, cinq du groupe Pax et cinq du groupe Znack, deux clubs d'intellectuels catholiques. Pax, le plus puissant des clubs politiques, est un groupement élitaire et controversé, fondé en 1948, au lendemain de la guerre. Il compte parmi ses dirigeants une ancienne équipe de la Phalange (mouvement fasciste polonais d'avant guerre) et l'un des fondateurs du parti : son président, M. Stanislaw Pisieski est conseiller d'État.

Pax s'est toujours aligné sur le parti, Stalinski jusqu'en 1956, il s'est opposé aux écrivains et aux intellectuels pendant les années 60, puis aux étudiants et aux juifs en 1968, allant jusqu'à défendre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il n'a jamais reçu de caution de l'Église officielle et est toujours interdit aux prêtres d'adhérer au mouvement, même si la hiérarchie ferme les yeux sur les erreurs catholiques qui publient des livres aux éditions Pax, car ce mouvement recouvre les positions les plus variées. Et actuellement, le président étant atteint d'une grave maladie, la succession se pose de manière aiguë et une lutte de tendances se manifeste à l'intérieur du mouvement.

Un système étranger

Toute autre est la position du groupe Znack (Signe) qui, malgré son indépendance d'opinion, est officiellement reconnu par l'épiscopat. Politiquement, Znack se trouve entre l'épiscopat et Pax. La définition humoristique de Znack, donnée par un des dirigeants de Pax, est la suivante : « Znack est le bonum necessarium, pour Znack c'est le malum necessarium... » n'est pas tout à fait exacte. La plupart des membres de Znack acceptent le socialisme, mais pas forcément selon les modalités qui leur sont proposées. Récemment, s'est produit un schisme à l'intérieur de Znack, quatre des cinq députés à la Diète ayant accepté la nouvelle Constitution, le cinquième, M. Stomma, ayant refusé ; le groupe n'est plus représenté à la Diète, puisqu'il désavoue le nouveau mouvement qui continue à s'appeler Znack.

En définitive, la querelle fondamentale entre le parti et l'Église, au-delà des incursions administratives de l'un et des dénonciations en règle de l'autre, n'est rien moins qu'une bataille pour l'allégeance du peuple, dont l'Église et le parti se prétendent également garants et porteurs. L'Église n'est pas poussée par la tradition à une participation directe et active au pouvoir, l'histoire lui a appris qu'il n'y a rien de moins stable ni de plus passagers que les régimes poli-

tiques. Ce qui importe à ses yeux, en revanche, c'est l'enracinement dans les masses populaires.

Le parti, en revanche, est toujours le parti du pouvoir, comme une importation étrangère — soviétique de surcroît. Que M. Gierak et ses collègues soient des patriotes polonais change peu à l'affaire ; nombreux sont ceux qui ont l'impression d'être gouvernés par un système étranger. Ainsi l'Église et le parti se trouvent dans des camps opposés, appelant le peuple, chacun à sa manière, et dans des directions différentes, créant une situation de tension et de conflits larvés.

L'élection du cardinal Wojtyła à la papauté changera-t-elle quelque chose ? En premier lieu, ce sera une perte pour le siège de Cracovie et pour le pays tout entier qui avait besoin des dons diplomatiques du dauphin du cardinal Wyszyński. Mais, en définitive, le rôle désormais beaucoup plus influent de Karol Wojtyła dans le monde et indirectement en Pologne — sera une compensation infiniment supérieure.

ALAIN WOODROW.

(1) En 1939, presque 40 % des Polonais n'étaient pas catholiques ; en 1971, ils n'étaient plus que 2 %.

Quand cessent les applaudissements...

Rome. — « Que dire de Jean Paul II ? Il semble être sorti hier même de nos rangs pour revêtir le poids du manteau papal. » On sent, à travers ces paroles pudiques de Jean Paul II, adressées à ses frères qui viennent de l'élire, comme un cri de détresse arraché à son insu, un aveu du caractère écrasant de sa charge. Le « manteau pontifical » est une chape de plomb.

« Que Dieu vous pardonne pour ce que vous m'avez fait », avait dit en souriant Jean Paul II, il en est mort. Jean Paul II, avec moins d'emphase, exprime sa « reconnaissance » à ceux qui l'ont « désigné pour cette charge ». Et, très soûvement, il ajoute : « Bien sûr, notre cher personnel qui nous a porté loyalement à la responsabilité la plus haute du service apostolique présente peu d'intérêt. Notre personne doit disparaître devant la fonction lourde que nous devons remplir. »

Voilà le drame d'un ministre devenu monstrueux au sens propre du terme, c'est-à-dire déformé, exagérément disproportionné. L'homme qui le remplit doit disparaître. Il ne s'agit pas plus, il n'a plus de vie privée. Finies les balades de ski ou de canoë, du cardinal Wojtyła. Finies les balades, les randonnées et même les simples promenades en ville. Le pape n'a jamais tant été prisonnier du Vatican, enchaîné par la vénération, le respect, l'amour. Lorsqu'on a demandé au cardinal Hume sa réaction à l'élection de l'archevêque de Cracovie, il a répondu : « Je me suis senti désespérément triste pour cet homme désespérément seul, mis à part, enfermé dans des responsabilités énormes. Car, très vite, les applaudissements cessent et la tristesse commence. »

ALAIN WOODROW.

COPENHAGUE

Noël au Danemark... Y avez-vous pensé ?

Novembre, Décembre... mois privilégiés au Danemark : petits et grands préparent Noël. Les magasins revêtent leurs plus belles parures... les rues illuminées sont en fête... C'est la saison du Théâtre, concerts, musées, ballets... Copenhague à Noël, est unique !

Office National du Tourisme de Danemark 142, Champs-Élysées, 75008 Paris-tél. 225.17.02

DANEMARK

à vous de tout cœur!

la Collection "Sportswear"

NEW MEN

est en vente à la Boutique

17, rue Pierre Lescoq PARIS LES HALLES

notre prêt à porter commence là où les autres l'arrêtent

tout l'équipement et les chaussures pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costards.

79 avenue des Ternes Paris 17^e - Tél. 574.55.13

86 avenue Ledru-Rollin Paris 12^e - Tél. : 628.18.24

Handwritten note: 10/20/78

سكنا من الاجل

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 18 octobre 1978 a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **L'amiral Banuls est conseiller du gouvernement**
Est nommé commandant la zone maritime de l'océan Indien, le contre-amiral Jean Orosco.

Est promu vice-amiral, le contre-amiral Marie Chaperon, nommé directeur du personnel militaire de la marine.

● **Le général Forget reçoit sa quatrième étoile**
Est nommé directeur central au commissariat de l'air, le commissaire général de division aérienne Henri Louet.

Est nommé directeur central au commissariat de l'air, le commissaire général de division aérienne Henri Louet.

● **TERRE** — Est nommé commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien, le général de brigade Jean Ollard.
Est promu : général de division, les généraux de brigade Norbert Riera et Guy Duhamel ; lieutenant général de première classe, l'intendant général de 2^e classe Lucien Le Scourneau ; général de brigade, les colonels Bernard Goupil, Jacques Guillard, François Gerin-Roze, Max Gaillard, Furry Houdet et Jean Aubier (nommé adjoint au général commandant les forces terrestres anti-aériennes de la défense aérienne) ; lieutenant général de 2^e classe, les intendants militaires de première classe Robert Taureau et Gilbert Menis (nommé adjoint au directeur de l'intendance de la 1^{re} région militaire à Paris).

Sont nommés : inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de division Bernard de Boisfleur ; chargé des fonctions de directeur adjoint du matériel de l'armée de terre, l'intendant général de 2^e classe Jacques Valenty ; directeur de l'intendance de la IV^e région militaire (Bordeaux), l'intendant général de 2^e classe André Brunet ; commandant et directeur du matériel de la V^e région militaire (Lyon), le général de brigade Jacques Faugeras ; adjoint au directeur de l'intendance de la V^e région militaire, l'intendant général de 2^e classe Joseph d'Aspe ; adjoint au général commandant la 3^e division d'infanterie de marine, le général de brigade Louis Forest ; haut fonctionnaire de défense au ministère de l'Agriculture, l'intendant général de première classe Jean Albert.

ANCIENS COMBATTANTS

UNE MISE AU POINT DE M. MAURICE PLANTIER, secrétaire d'Etat

M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat, aux anciens combattants, avait bien prévu d'assister au congrès de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, à Montpellier le 15 octobre. Le C.E.S.S.N.A. qu'il devait emprunter n'a pas été autorisé à décoller en raison d'un brouillard persistant, telle est la seule raison de son absence.

A sa demande, M. François Deimas, secrétaire d'Etat, l'a supplié pour représenter le gouvernement. M. Plantier se réserve d'inviter le bureau de la Fédération à le rencontrer pour connaître exactement la teneur des propos qui l'ont induit en cause. (Le Monde du 17 octobre).

A Metz

Un sergent d'active, déserteur, est condamné à trois mois de prison avec sursis pour « actes d'indiscipline »

De notre correspondant

Metz. — Le tribunal militaire de Metz a condamné, mercredi 18 octobre, à trois mois de prison avec sursis pour « actes d'indiscipline », M. Jean-René Quinard. Ce dernier, sergent d'active dans l'armée de l'air, avait été inculpé pour désertion.

Les contrats d'engagement militaire signés par des parents au nom de leurs enfants mineurs doivent-ils être modifiés pour devenir comparables à ce qui existe dans les entreprises civiles, c'est-à-dire être révisables ou rachetables ? Tel était le problème de fond posé par le procès de Metz. Le cas du sergent Quinard est, en effet, exemplaire.

Admis à l'école technique de l'armée de l'air de Saintes, où il signe en 1970, à l'âge de quinze ans, un contrat de sept ans, M. Quinard entre, un an plus tard, à l'école des sous-officiers de l'armée de l'air à Rochefort. Il est considéré comme un excellent élève. En 1973, à l'issue d'un stage de sept mois à Paris dans une école des P.T.T. (stage des lignes grande distance), il prend, de son propre aveu, contact pour la première fois avec la vie civile. Dès lors, tout va changer dans le comportement de cet engagé. Les contacts avec des objectifs de conscience à Brest vont, en décembre 1974, lui attirer ses premiers ennemis avec les autorités militaires.

« Très bon mécanicien mais n'a plus l'esprit militaire », « très apprécié de ses chefs mais indiscipline », telles sont les annotations de son livret militaire. En fait, le sergent Quinard, qui estime avoir fait fausse route, veut quitter l'armée. « Je voulais le faire proprement, mais on a refusé ma demande de résiliation de contrat », déclare-t-il. A trois mois de sa libération, alors qu'il est affecté à la base aérienne de Metz, il déserte afin d'entreprendre « un tour de France clandestin pour obtenir la possibilité pour tous les engagés des trois armées de résilier le contrat d'engagement à tout moment ». Jean-René Quinard fut arrêté et incar-

céré à Metz le 1^{er} avril 1977, mais libéré le 3 mai.

Deux décrets de marque sont venus à la barre apporter leur soutien à M. Quinard : le général Jean Bécam et l'amiral Antoine Sanguinetti, tous deux au cadre de réserve et membres du parti socialiste.

Le premier devait s'attaquer à la notion de désertion. Car, selon le général, il s'agissait en réalité d'un « acte d'indiscipline ». « Jean-René Quinard n'avait pas d'autre moyen de se faire entendre. Cela pose le problème de la liberté d'expression dans l'armée », a-t-il notamment déclaré.

Quant à l'amiral Sanguinetti, il a, en termes très vifs, déclaré : « Ce procès n'est pas celui d'un sergent déserteur ; c'est le procès de l'armée. Une armée qui refuse de rendre la liberté à des jeunes qui, en cours de carrière, changent d'opinion. » Et de poursuivre : « Quinard fait partie de ces jeunes vendus par leurs responsables légaux à l'armée. (...) Ceci pose le problème de ces contrats qui n'ont jamais été signés par les jeunes gens et qui ne peuvent être remis en cause même lorsque ces derniers atteignent leur majorité. (...) On ne pourra jamais avoir une armée qui marque avec des citoyens qui sont maintenus par la contrainte hors du sort commun des Français. »

A l'issue des débats, le commissaire du gouvernement, qui, fait remarqué, avait exécuté le terme de désertion de son réquisitoire, a réclamé six mois de prison avec sursis pour « actes d'indiscipline ».

Les juges, après une courte délibération, fixèrent la peine à trois mois avec sursis, l'équivalent du temps d'engagement qui restait encore à faire à M. Quinard avant sa décision de désertion.

JEAN-CLAUDE BOURDIER.

En 1977 (Le Monde du 28 mai 1977), le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Maurice Saint-Cricq, a demandé à la direction du personnel militaire d'examiner désormais avec un préjugé favorable les demandes anticipées de résiliation de contrat. Ainsi, par exemple, les engagés de moins de dix-huit ans pourront demander la résiliation de leur contrat à leur majorité.

Les Pays-Bas lient l'achat de treize Breguet-Atlantic à une participation de la France au projet d'avion F-29

Lors des conversations qu'il sont eues, mardi 17 octobre, à Paris, avec MM. Yvon Bourges et Joël Le Theule, respectivement ministre de la défense et ministre des transports, le ministre néerlandais de l'économie et le secrétaire d'Etat néerlandais à la défense ont lié l'achat éventuel, par les Pays-Bas, de treize avions de surveillance maritime Breguet-Atlantic à une décision favorable de la France de participer à la conception de l'avion F-29 de Fokker.

On sait que les Pays-Bas ont mis en concurrence la société américaine Lockheed qui fabrique l'Orion, et le groupe Dassault-Breguet, qui construit le Breguet-Atlantic ANG (nouvelle génération), pour la livraison de treize avions de patrouille maritime à l'aéronavale néerlandaise. Selon La Haye, l'Orion serait moins cher à l'achat et plus rapidement livré que le Breguet-Atlantic ANG, ce qui suppose que la marine française, équipée de Breguet-Atlantic de la première génération, loue quelques appareils à l'aéronavale néerlandaise en attendant que les Pays-Bas commandent ferme l'avion.

Les négociateurs néerlandais ont proposé à leurs interlocuteurs français une « discussion globale » qui mêle les problèmes civils et militaires de l'aéronautique.

Ainsi, les Pays-Bas seraient prêts à prendre une participation de 4 à 6 % dans l'Airbus A-310 pour être définitivement associés au programme de moyen-courrier bi-réacteur européen. De surcroît, les Néerlandais demandent que la France s'engage à dépenser la valeur de 150 millions de florins (environ 315 millions de francs) dans la conception en commun, avec Fokker, d'un court-courrier bi-réacteur de moins de cent places, le F-29, qui est, du reste, le concurrent d'un projet britannique, le BS-146, en cours de lancement.

Enfin, les Pays-Bas considèrent que l'éventuelle location de quelques Breguet-Atlantic à la marine française — en attendant la livraison des avions de la nouvelle génération vers 1985 — serait une solution onéreuse. On parle de 70 millions de florins (environ 147 millions de francs).

Les Français, avant de se prononcer définitivement sur les demandes néerlandaises, ont fait valoir qu'ils souhaitaient mieux connaître le dossier industriel et les études de marché propres au F-29, ainsi que les développements futurs de ce modèle, envisagés par Fokker. Ils ont suggéré d'assurer la sécurité des trente mille familles de réinstallés n.

RAPATRIÉS

LE « RECOURS » ET LA LOI D'INDEMNISATION

Les dirigeants du Recours (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolies d'outre-mer) ont eu, mercredi après-midi 18 octobre, à l'Assemblée nationale, un échange de vues consacré à l'application de la loi d'indemnisation avec les membres du bureau de l'inter-groupe parlementaire constitué, sous la présidence de M. Maurice Arreckx, U.D.F., député du Var, afin d'étudier les problèmes des rapatriés.

A l'issue de cette réunion, MM. Goinard, Laquière, Forzy et Rosset ont pris acte de la volonté manifestée par l'ensemble des membres de l'inter-groupe, de rechercher activement, par la voie législative, les moyens d'améliorer la loi d'indemnisation (cessibilité et protection des titres, révision des barèmes, accélération de l'application des dispositions prises, etc.).

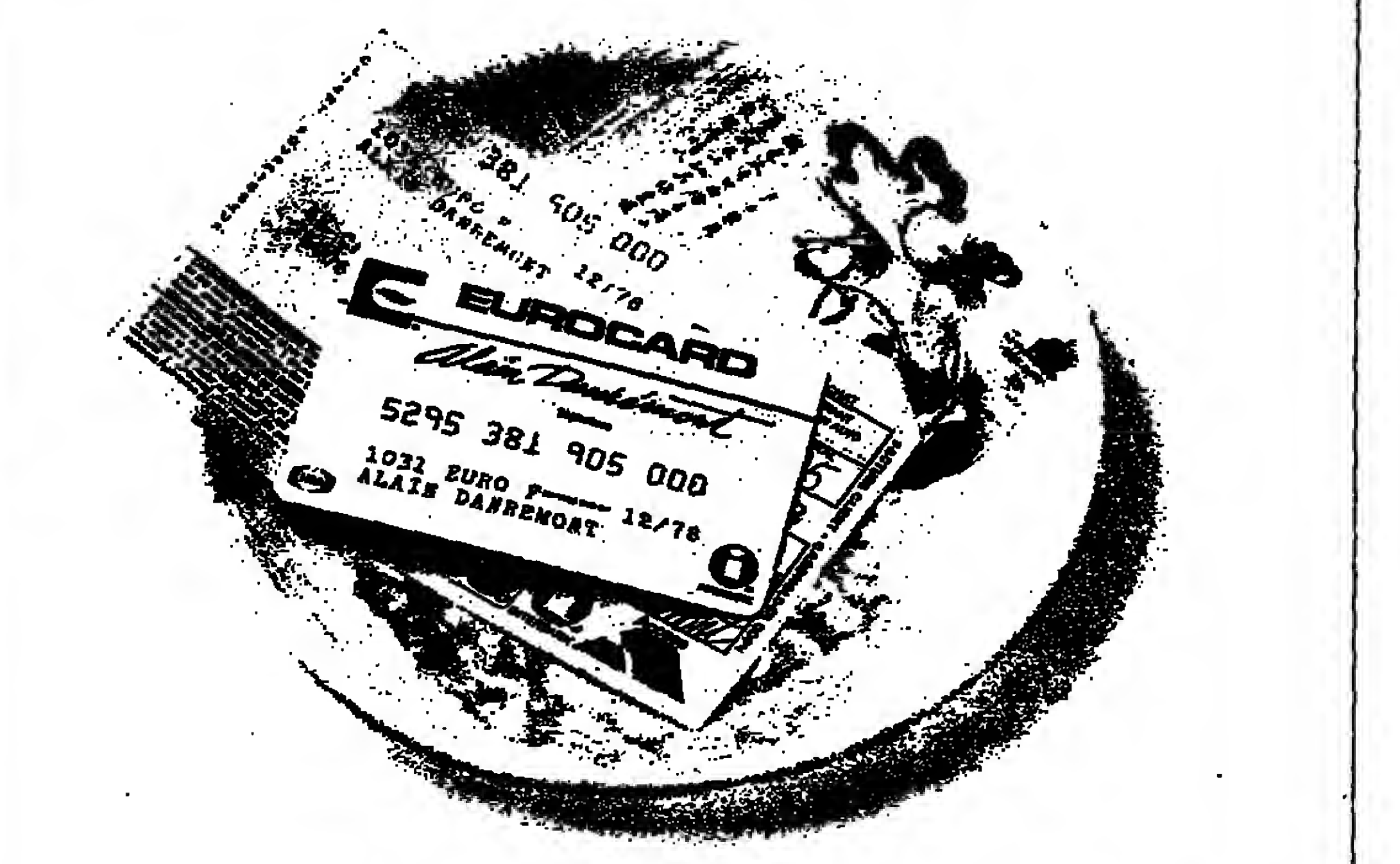
Le Recours souhaite également, « au plan moral, une amnistie définitive et complète, des dispositions efficaces en faveur des Français musulmans et au plan matériel des mesures rapides afin d'assurer la sécurité des trente mille familles de réinstallés n.

Plus il est aisé de dépenser, plus il est nécessaire de compter. Quoi de plus pratique que la carte de paiement internationale Eurocard ? Au moment de régler vos achats, une note d'hôtel ou de restaurant, vous la tendez, vous signez, et on vous la rend avec un merci. Vous êtes quitte.



En France, plus de monnaie à attendre, plus de chèque à remplir. A l'étranger, plus de problème de changes. La carte Eurocard est même tellement pratique qu'à la longue, on pourrait être tenté de ne rien se refuser. Alors, pour que vous sachiez toujours où vous en êtes, chaque fois que vous réglez avec Eurocard, vous recevez un reçu portant le montant de la somme qui vous sera débitée. Ainsi, vous restez maître de vos dépenses au jour le jour. En fin de mois, un relevé détaillé vous permettra un nouveau contrôle. La carte Eurocard est acceptée dans près de trois millions de boutiques, d'hôtels, de restaurants, de compagnies de transport dans le monde. Vous pouvez vous la procurer dans le Bureau du Crédit Agricole le plus proche de votre domicile.

Eurocard. Une carte pour oublier l'argent. Un reçu pour le contrôler.



Eurocard. Un nouveau service du Crédit Agricole qui vous ouvre les portes de près de 3 millions d'établissements dans le monde.

e monde communiste

JHAGU

MARK

naissance ent

صحة من الراجل

Le Monde DES LIVRES

La quête d'un fils de Job

Le troisième volet d'une « autobiographie » hallucinée.

DEUX romans, Ludo (1974) Les Plumes du coq (1976), ont permis à Conrad Detrez de prendre place dans les premiers rangs du jeune orchestre romanesque contemporain.

parvient plus à s'arracher à ce cocoon terreux, terrifiant et paisible. L'auteur-narrateur de l'Herbe à brûler, nous ramène donc, comme dans ses deux précédents livres, à cette enfance placée sous la protection d'une mère à la tendresse maladrolle.

sion amoureuse absolue. Fernando anime les « jeunes travailleurs chrétiens » dressés contre le communisme arabe.

Dans la tradition picaresque

Entre-temps, le narrateur est entré dans l'Organisation. Lui, le poète, l'homme de Saint-Jean-de-la-Croix, étudie la « plate-forme » du leader du groupe, puzzle de phrases empruntées à Marx, Lénine, Mao, Castro, Guevara.

Après un séjour en Uruguay, le narrateur rentre au Brésil pour y être arrêté et torturé. Jugé expédié, il arrive à Paris pour vivre, en compagnie d'amis exiliés, une faune sympathique campant dans un hôtel du quartier Latin.

« En bas ses racines se dessèchent / En haut se flétrit sa ramure / Son souvenir disparaît du pays / Son nom s'efface dans la contrée. »

Le ventre a ses raisons...

L'angoisse et le plaisir de manger, selon Marie-Louise Audibert.

On dira : c'est la faute au complexe d'Œdipe, ou à la glande thyroïde, ou au stress quotidien. On incriminera le métabolisme ou l'éducation.



Portrait de Marie-Louise Audibert

Cette jubilation, le lecteur la partage. Marie-Louise Audibert a hérité de son père, le poète Jacques Audibert, un langage bouqueté, croustillant, généreux, presque trop riche.

Elle éprouve, entre les repas, un sentiment d'existence qui la pousse vers le premier camarade venu dans l'espoir de devenir « plus concrète ».

Non ! Adèle découvre un jour qu'elle remplace une petite fille, morte jadis, dont le fantôme lui coupe l'appétit. Délivrée, elle reprend le chemin du foyer conjugal.

La droite introuvable et omniprésente

Une enquête sans conclusion d'Harris et Sédouy et la réflexion d'un professeur cultivé, Guy Rossi-Landi.

DURANT la dernière campagne électorale, André Harris et Alain de Sédouy remarquent dans presque tous les partis des Français étrangement semblables les uns aux autres par le costume, les mœurs, les façons de vivre.

pour produire », une « société tout entière... divisée en deux classes, de producteurs et de consommateurs ».

Celle d'André Harris et d'Alain de Sédouy ne leur a pas interdit de recueillir des entretiens parfois médiocres, le plus souvent bourrés d'intelligence.

Les hommes naissent tous le même jour

de Max Gallo

L'avenir est en retard, de Gérard Guégan

Piétailles

QUAND il y a la guerre, on les voit faire la dernière bise à la fiancée, calot sur l'oreille, ou crier : « A Berlin », avec la gaieté gauchiste que donne la mort assurée, et on ne retient de leur sacrifice que des noms sur un monument de village.

MAX Gallo participe à ce vaste quadrillage imaginaire des sans-grade. Conjuguant une rare connaissance de l'histoire et un goût insatiable des histoires, il a enchanté des millions de lecteurs avec sa trilogie de la Baie des Anges.

par Bertrand Poirot-Delpech

coins du globe le même 1^{er} janvier 1900, et se croisent ensuite à certaines dates-repères, 1905, 1917, 1923, 1934, 1937.

L'EUR carte de visite montre assez que ces contemporains n'appartiennent pas vraiment au prolétariat de l'histoire ni aux « fantassins de la boue » auxquels pense le héros français en 1917.

Mais la piétaille reste à l'honneur, par rapport aux chefs tant décrits, et on demeure ébloui par l'érudition, l'art consommé de suture histoire et histoires, et la frénésie que met l'auteur à creuser dans les mots et la mémoire, selon une belle formule du livre, son « sillon rouge ».

Christiane Singer La mort viennoise

« Superbe Le diamant noir de cette rentrée »



Albin Michel

controverse

LAMENNAIS ENTRE DEUX FEUX

Dans la crise actuelle de l'Eglise, la figure de Lamennais resurgit. Eclairée au même moment par deux écrivains bien différents d'esprit et de style. Breton fraternel, Xavier Grall dresse une stèle à l'auteur de

Paroles d'un croyant. Henri Guillemin nous offre un choix de textes qu'il assortit d'une préface pleine de réserves envers Lamennais. Chacun de deux portraitistes s'exprime ici sur l'image que l'autre donne.

La « stèle » de Xavier Grall

Est-il réellement le juste ici célébré ?

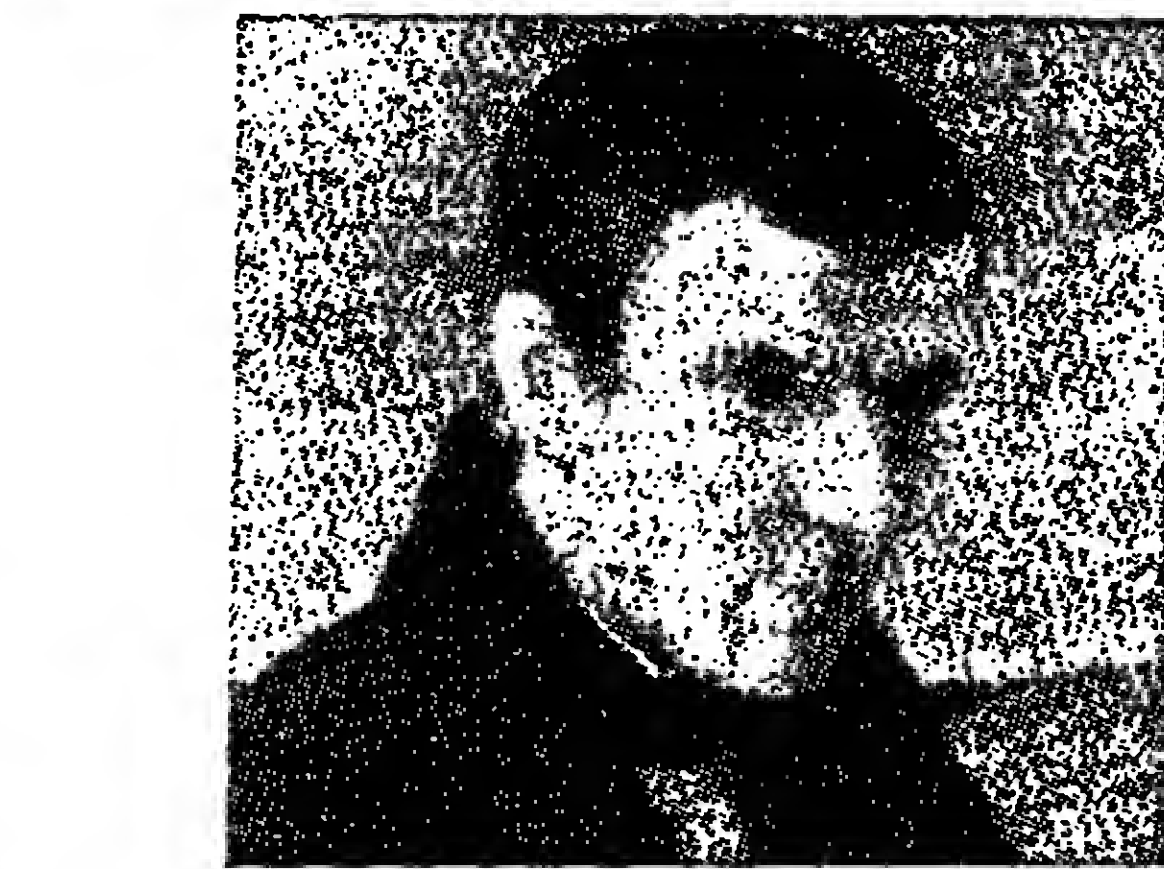
Un beau livre fervent, plein de cris et de fièvre. Honnête aussi, car Xavier Grall ne nous dissimule ni le peu d'estime littéraire qu'il porte aux Paroles d'un croyant, ni le triste aspect du Lamennais de la fin, âme « fermée ». De la partialité, en même temps, du chauvinisme breton, car il est difficile de nous faire croire que Lamennais, en 1854, « crève misérablement d'avoir trop cherché la pauvreté » ; le goût du dévouement, au vrai, n'a jamais été son fort. Mais peu importe ! Léon, noble ici, efface tout, et l'ouvrage demeure puissant et salubre. On ne saurait reprocher à Grall, ni trouver à sa sive, l'image qu'il nous donne et de la cour romaine sous Grégoire XVI, et de l'« exploitation de l'homme par l'homme », inimaginable aujourd'hui, et qui fut littéralement monstrueuse, telle qu'elle fonctionnait en France sous Louis-Philippe (et bien au-delà).

L'odieuse condamnation de Rome

La condamnation de Lamennais par Rome est « politique » à fond, et même avec une perfection exemplaire. Le scandale y est absolu. Cet acte d'Eglise n'a rien de religieux. Pas l'ombre d'une infidélité dogmatique ni dans l'avenir ni dans les Paroles d'un croyant ; la théologie la plus vétilleuse n'y pourrait trouver aucune blessure faite à la foi. Mais Grégoire XVI est un chef d'Etat, un prince temporel, il appartient au syndicat des maîtres qui font bloc contre les peuples asservis, et c'est Metternich qui commande à Rome à la place de Jésus-Christ. Le plus beau — je veux dire le plus immonde — a été, en juin 1852, le coup de matraque asséné par le pape aux évêques polonais : ils ont osé se révolter contre l'occupant russe et les persécutions anti-catholiques. Abominable, dit le pape, car le tsar est le souverain en Pologne et doit être, en tant que tel, obéi parce que « tout pouvoir vient de Dieu » (ex ce p'té, jadis, celui de la Convention). J'aime que Xavier Grall observe : « Pour rejeter comme impie l'œuvre de Lamennais (...), il ne se trouverait guère, dans le corps épiscopal », que le seul « antiquaire d'écône », ce « béatiseur de retraites ». Excellente, son

évoquant du « carnaval sacré » organisé par la Restauration style Charles X. Sous l'« apparence clérical » et la « bigoterie d'Etat » (largement du reste, hypocrite), le trône était « le siège de l'impotence » et l'autel, son complice, devenait le symbole du plus haïssable « désordre établi ». Chateaubriand avouera bientôt à la duchesse de Berry qu'il souhaiterait peu, assurément, voir son fils, Henri V, retré à Paris « prélat d'Orléans, entre des chantages et des Cosaques », « lances baissées, goupilons levés ». Lamennais aura certes des raisons de vomir la politique « romaine ».

C'est vrai, le Lamennais des Paroles paraît — je dis bien paraît — plus « chrétien » que le rhéteur de l'Essai. Mais je comprends mal qu'indigné par les comportements de Rome, Lamennais ait rompu, pour au-



tant, avec toute vie sacerdotale. Si Xavier Grall n'a pas tort de rappeler les circonstances morales de son ordination tardive, Félicité de Lamennais « ne s'est livré au service de Dieu qu'après mille hésitations » et comme on se jette, effaré, « dans la gueule du loup ». Il porte son sacerdoce « comme une corde au cou ». L'exaltation même de l'Essai a un côté factice, et Grall est pénétrant lorsqu'il note que Féll, apôtre (ou propagandiste) véhément, semble ainsi « se donner à lui-même une justification forcée de son choix ». Je crains que l'odieuse condamnation romaine ne lui ait offert la prétexte d'une évasion libératrice.

Tu être opaque, Lamennais. Nous ignorons à peu près tout de ses années d'adolescence, et Grall s'avance beaucoup en affirmant que Féll n'avait « jamais touché une femme ». Est-il réellement le juste ici célébré ? Je ne sais pas. Je doute. Qu'il ait pressenti Teilhard, je ne le crois guère, et que les pages de son Esquisse d'une philosophie consacrées à l'esthétique soient « admirables », là, certainement, non. Mais ce qu'il y a de certain, à son sujet, d'incontestable, Xavier Grall le dit avec exactitude : « Tout est tragique dans cette vie. » Et cette « stèle » qu'il a dressée à la mémoire de Lamennais, sachons la saluer tête nue.

HENRI GUILLEMIN. * STELE POUR LAMENNAIS de Xavier Grall. Editions Librairie/Bibliothèque, 128 p., 29 F.

L'« exécution » d'Henri Guillemin

Comment condamner à ce point celui qu'on donne à lire ?

NOUS connaissons Henri Guillemin. Nous savons qu'il déteste les morts avec plaisir. Seize pages lui suffisent pour exécuter Monsieur Féll ! Et où ? Je vous le donne en mille : dans une préface à un choix de textes du même Lamennais. Curieuse entreprise que de condamner féroce-ment un homme tout en offrant ses écrits à la curiosité du public.

Avec cette phrase coupante et sèche qui emprunte à Voltaire — si ce n'est à Féll ! — Henri Guillemin affirme, en vrac et tout de go, que notre Malouin fut polisson et débile, mauvais écrivain et homme d'argent, que sa stratégie a été de défendre

l'ence contre toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il s'est battu pour les nations minoritaires à une époque où les princes en disposaient à leur guise, qu'il a réclamé la décentralisation du pouvoir dans une France fortement jacobine. La vérité est qu'il est moins de 89 que de mal 68. Là se trouve le caractère pour ainsi dire visionnaire de son action. Ce n'est pas un économiste, c'est un croyant. Ce n'est pas un idéologue, c'est un chrétien.

Reste l'article majeur de l'excommunication. Guillemin écrit : « Plus j'ai étudié le cas de Lamennais, plus s'est affirmée ma conviction : Lamennais n'a jamais, pour de bon, eu la foi ». Mais alors, qu'est-ce que la foi d'un chrétien ? N'est-ce pas croire que de voir dans tout être outragé par le frère de Jésus-Christ ? N'est-ce pas croire que d'aller au nom de Dieu celui de la liberté ? Et comment Féll aurait-il pu mentir avec une telle obstination, lui que l'athéisme, socialiste ou autre, aurait bien voulu compter dans ses rangs, lui que l'on disait si incertain ?

Croyance sinuose et parfois déconcertante, certes. Mais les formes de la foi sont-elles fixes, établies une fois pour toutes ? Je sais que cet homme qui semblait avoir amassé dans ses soutanes vertes toute la pluie, toute la mélancolie du monde a célébré sa première messe avec angosse. Je devine que ce prêtre a connu les doutes les plus atroces mais j'ose affirmer que plus il allait son chemin, plus il croyait, qu'il n'a jamais tant douté qu'au temps de sa jeunesse et qu'il ne fut jamais plus près de la vérité évangélique que lorsqu'il adorait le Christ, vieil homme, abandonné de tous, dans le silence de sa prison, ou lorsqu'il gravait sur son pupitre de député à la Constituante le verbe « aimer ». Tout le christianisme est dans ce mot. Tout Lamennais est là.

XAVIER GRALL.

* LAMENNAIS, DE L'ABSOLUTISME A LA LIBERTE. Textes présentés par Henri Guillemin. Ramsay, 239 p., 39 F.

Un ouvrage sans équivalent par l'un des plus grands organistes de notre temps

Jean Guillou titulaire des grandes orgues de St-Eustache à Paris

L'orgue Souvenir et Avenir

Un voyage fascinant et magique au pays de l'orgue. Jean Guillou analyse l'instrument sous ses aspects les plus étranges, les plus méconnus et nous livre ses secrets.

Buchet/chastel 18, rue de Condé - 75006 Paris

DANS 2 SEMAINES VOUS EN SAUREZ PLUS !

Commencez à apprendre une langue étrangère avec les cours intensifs Berlitz.

Special Crash: 5 participants, 2 possibilités. 2 semaines, plein-temps, 10 leçons par jour. 4 semaines, mi-temps, 5 leçons par jour (matin ou après-midi).

Autre formule: Mini-Club: 2 ou 3 participants. Durée 3 semaines, 3 heures par jour. Début des stages chaque lundi.

Opéra: 742.12.39 - Champs-Élysées: 720.41.04 - Saint-Augustin: 522.22.72 - Nations: 371.11.24 - Parodiens: 633.98.77 - Saint-Germain-des-Près: 973.75.50 - Bordeaux: 609.15.10 - La Défense: 773.68.16 - Versailles: 950.08.70 - Cannes: 44.24.44 - Nice: 39.24.86 - Lille: 55.40.96 - Lyon: 28.60.24 - Marseille: 33.00.72 - Strasbourg: 52.47.26 - Toulouse: 62.32.97.

100 BERLITZ ANS Langues Vivantes. Depuis 1878 Organisme privé. Service Traductions-Interprétations.

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

ABONNEMENT 1978 4 NUMEROS 50 F

Pour être informé sur: Expositions - Collections - Activités.

Non Adresse Prénom M'abonne à la revue de la BIBLIOTHEQUE NATIONALE Règlement: chèque bancaire ou virement postal CCP Paris 9064-92 Y à l'ordre du Régisseur Ventes Catalogues de la BIBLIOTHEQUE NATIONALE Adresse: 58, rue Richelieu, 75004 Paris Cedex 02. Abonnement de soutien: 90 F.

Faraggi réinvente les labyrinthes et les feux du romanesque

Advertisement for Claude Faraggi's book 'Le feu du labyrinthe'. The ad features a stylized illustration of a labyrinth and a book cover. Text includes: 'Claude Faraggi', 'Les feux et les présages', 'Le feu du labyrinthe', 'Tout ici est sensation, émotion, donnée physique, matérielle, enracinement ou dérive dans le temps, l'espace, le corps, le songe. En même temps tout est lecture, écriture, déchiffrement.' and 'Claude Bonnefoy - Les Nouvelles Littéraires'. The publisher is FLAMMARION.

Advertisement for 'HISTOIRE des NATIONS' collection. Lists titles: HISTOIRE DU PORTUGAL, HISTOIRE DE LA BULGARIE, HISTOIRE DE LA HONGRIE, DE L'ALBANIE, DE LA SUEDE, DE L'ALLEMAGNE, DE L'AUTRICHE, DE L'ITALIE, DE LA ROUMANIE, DE LA GRECE MODERNE. Each volume contains 500-600 pages with historical research, maps, and glossaries. Editions HORVATH, 42300 ROANNE - FRANCE.

Advertisement for 'L'argent et la foi' by Henri Guillemin. Includes a photo of the author and text: 'L'argent et la foi. Henri Guillemin. Editions Librairie/Bibliothèque, 128 p., 29 F.' and 'TRADUCTIONS ABC 44 R.N. DES VICTOIRES PARIS 2E TEL.: 236.13.03 PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ'.

lettres étrangères

Le paradoxe de Nabokov

L'ANNEE dernière mourait, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans un palais dévot et somptueux, à Montreux, Vladimir Nabokov. L'œuvre qu'il laisse, labyrinthique aux parois tapissées de miroirs-sorciers, puzzle géant où chaque dessin, derrière les brisures fines, en cache un autre, ne cesse de nous faire découvrir, à chaque nouvelle traduction, le même écrivain. Mais sous un éclairage différent. Aujourd'hui, la surprise est de taille, malgré les « spots » aveuglants.

Brisure à Senestre (« senestre » dit à la fois « gauche » et « sinistre ») roman-facétie, sottise, pied de nez envoyé au visage ensanglanté d'une histoire toute récente, dépasse de loin les intentions de Nabokov. Ses écrits ludiques qui font tourner l'image, le langage, le situent en marge de l'histoire. Et d'ailleurs, il déclare dans la préface n'éprouver aucun intérêt pour le « futur de l'humanité ». Allons donc !

Brisure à Senestre, premier

livre que Nabokov écrit en 1948, six ans après son installation aux Etats-Unis, reprend, en les simplifiant, les thèmes et les personnages de l'Extremisme des tyrans (1). Il donne à réfléchir sur les relations entre l'intellectuel et l'Etat, il pose le problème de l'écrivain partagé entre l'écriture et l'événement.

Le temps des otages

Avec ce roman, nous y sommes. Dans un pays imaginaire, la fiction égalitariste, propagée par le parti niveliste, devient idéologie d'Etat. Deux personnages s'y affrontent, le dictateur stupide et borné Paduk, dit le Crapaud, et son ancien camarade de lycée, le savant Krug, devenu philosophe de grande renommée. L'enjeu du conflit est l'âme même de Krug, qui doit donner sa caution à l'ordre absurde instauré par le cancre Paduk. Aucune pression exercée sur l'homme de culture ne

(1) Juillard, 1977, pour la traduction française. Voir « le Monde des livres », 1^{er} avril 1977.

entre l'esthétique et l'éthique dans ce monde, et ce monde est le nôtre, le monde d'aujourd'hui. Nous voilà donc loin du Nabokov, esthète érudit, préoccupé beaucoup plus par les jeunes filles en fleur, par les diaphanes papillons que par le grouillement répugnant de certains tyrannaux.

s'avère efficace, ni la fermeture de l'université où il enseigne, ni l'arrestation, la subversion ou le meurtre de ses anciens camarades, encore moins les menaces personnelles et directes. Après le temps du mépris, le temps des otages... Nabokov raconte, prophétiquement, avec une insupportable minutie, comment l'unité que Krug veut donner à son monde, se désintègre, comment il est enlevé par les sbires de Paduk. Comment il est torturé. Comment Krug accepte, pour sauver son fils, de donner son âme au Crapaud, de proclamer sa foi dans le paradisielque univers niveliste. Et, enfin, comment le savant devient fou en apprenant la mort, « par négligence administrative », du garçon.

La littérature moderne foisonne d'allégories et d'anticipations, qui sont autant de mises en garde contre les pièges posés par dame Utopie. Cependant, devant l'infatigable des textes ennuyeux, sous-produits des épigones malchanceux d'un Platonov, d'un Kafka, d'un Boulgakov, le lecteur se laisse souvent un mouvement de recul. Il ne faut donc pas lire Brisure à Senestre comme un roman à thèse, bien qu'il le soit, malgré lui. Il ne faut surtout pas considérer Nabokov comme un nouveau chevalier à la triste figure dans le combat éternel contre la tyrannie entêtée, diabolique. Ce roman, très beau, très poignant, est aussi un déblayement fou d'artifice littéraire, brillant mais non artificiel, fait de jeux de mots, de mots de feu, de subtiles anagrammes et de stupéfiantes charades sur le registre de deux ou trois langues différentes, le tout, cette fois-ci, bien rendu par la traduction.

Rarement le rôle démiurge de l'écrivain, opposé à la bêtise figée des grenouilles, n'a été rendu avec autant d'intelligence, de générosité, de force.

Le roman finit au moment où Nabokov, terrifié par l'horreur générée par son propre texte (le massacre d'un enfant, décide d'en arrêter le machre démanché. Pouce, on ne joue plus ! Il n'y a jamais eu de parti niveliste, ni de Paduk-Crapaud, encore moins de sombres policiers d'opérette qui tuent les moins de treize ans.

Malgré l'habileté de la prouesse finale, une peur diffuse demeure, comme un goût amer dans la bouche.

EDGAR REICHMANN.

* BRISURE A SENESTRE de Vladimir Nabokov. Roman traduit de l'allemand par Gérard-Henri Durand. Juillard, 228 pages, 42 F.

Ernst Augustin et la folie

Un roman d'apprentissage.

Où s'arrête la lucidité ? Où commence la folie ? Une question qui, d'Erasmus à Michel Foucault, n'a pas fini de soulever les passions. Médecin, l'écrivain allemand Ernst Augustin (auteur de trois précédents romans : La Tête, Le Bain, Mamma, traduits chez Gallimard) a eu, en tant que spécialiste de la neurologie et de la psychiatrie, amplement l'occasion de se pencher, professionnellement, sur les schizophrènes. Le point de vue personnel qu'il nous livre dans son nouveau roman *Besinnung*, ou *le voyage autour de la folie*, ne manquera pas, soyons-en assurés, de raviver les controverses.

Le livre se présente sous la forme d'une séance de thérapie, longue de deux cent vingt pages, et opérée par un psychiatre fort peu orthodoxe (le narrateur) sur la personne d'une mystérieuse patiente à l'élégance de femme fatale, dont nous apprenons, à la fin du récit, qu'il a fini par l'épouser : « C'est le minimum d'investissement à faire à mon avis », confie l'auteur avec ironie, en guise de post-scriptum.

En même temps qu'un corps-à-corps avec la maladie, le roman constitue une plongée dans la propre histoire du narrateur, dans la peau duquel il est facile, lorsqu'on connaît tant soit peu sa biographie, de reconnaître Ernst Augustin, lui-même.

Dans la tradition bien germanique du roman d'apprentissage, celui-ci nous entraîne, à un train d'enfer, des déserts brillants de l'Afghanistan aux jungles indiennes, en passant par les hôpitaux de Berlin-Est et de Munich, à travers une succession de mésaventures qui constituent autant d'étapes d'une initiation, ou plus exactement, d'une anti-initiation spirituelle.

Dans un village indien, où il s'efforce de parvenir à l'« unicité », sous la direction d'un énigmatique yogi, le narrateur nous raconte comment il finit

par s'enfuir, dégrisé, sur la pointe des pieds, après avoir surpris son maître en train de forniquer dans une fort vilaine position. Au cours d'une autre scène, gigantesque de drôlerie, en même temps que de cruauté, nous le voyons participer à un pèlerinage vers un temple de la sagesse, en compagnie d'un obèse, véhémént péniement par deux misérables coolies sous-alimentés. Arrivé au but, l'obèse refusant, sans raison, de régler à ses porteurs le prix, pourtant patiemment marchandé, de la course, une discussion s'éleva entre notre narrateur et l'exploiteur, conclue de façon péremptoire par un « saint » qui médite au fond du temple. « C'était un initié ».

Avant fini par découvrir, au cours d'une dernière expérience mystique, survenue sur le qual d'une petite gare de l'Inde du Sud, que la schizophrénie n'est rien d'autre que la peur d'exister, il se met en devoir d'expliquer, à l'indignation du corps médical allemand, sa nouvelle méthode, consistant, au lieu de tenir au patient le discours de la médecine, à lui parler son propre langage.

Avec son foisonnement de digressions (histoires de brigands en Afghanistan, de falkirs en Inde... descriptions hallucinatoires de séances d'électrochocs), de considérations en tous genres (réflexions sur la santé, sur les avantages respectifs des divers traitements psychiatriques...), ce roman à trois d'inspiration, sans aucun doute, de la technique du récit oriental.

Ernst Augustin aura-t-il réussi à faire partager au lecteur ses conceptions thérapeutiques ? Ce n'est pas certain. Celui-ci aura pesé, en tout cas, en compagnie de ce roman, un demeurent fort bien traduit, quelques excellents moments.

JEAN-LOUIS DE RAMBERG.
* EVELYNE OU LE VOYAGE AUTOUR DE LA FOLIE, d'Ernst Augustin. Traduit de l'allemand par Luc de Gourville, Gallimard, collection « Du monde entier », 220 p., 45 F.

Le Monde DE L'EDUCATION

Dans le numéro d'octobre sur

LES LYCÉENS

un tableau saisissant du < peuple lycéen > en 78

UN DOSSIER DE VINGT PAGES

Les études

Deux tiers de satisfaits. Vive la gym ! Une semaine de 40 heures.

L'avenir - L'emploi

Les jeux sont faits dès la seconde. 41 % savent ce qu'ils veulent faire. Les plus recherchés : les métiers sociaux et techniques.

Filles et garçons

Les filles veulent avoir un métier. 50 % des lycéens et 33 % des lycéennes ont déjà eu des relations sexuelles. 15 % des lycéennes prennent la pilule.

La famille - La relation

80 % ont de bonnes relations avec leurs parents. 85 % désirent se marier. Un sur deux croit en Dieu.

La politique

40 % pour la majorité, 33 % pour la gauche, 26 % pour les écologistes. Giscard en tête. 7 % de gauchistes.

Les loisirs

Un budget de 62 F par mois. Sport, cinéma, musique. Auteurs préférés : Zola, Vian, Camus, Sartre.

La drogue

Près de 100 000 fument du haschisch. Plus de 27 000 ont goûté aux stupéfiants. Un sur trois fume régulièrement du tabac.

Également au sommaire

L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE LES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES

Mensuel : 6 F

Retenez dès maintenant chez votre marchand de journaux le numéro de novembre sur LE CHOMAGE DES JEUNES DIPLOMÉS

Le Monde DE L'EDUCATION

IBM. SYSTEME 8100. PARCE QUE LE DIALOGUE EST PLUS RICHE QUE LE MONOLOGUE.

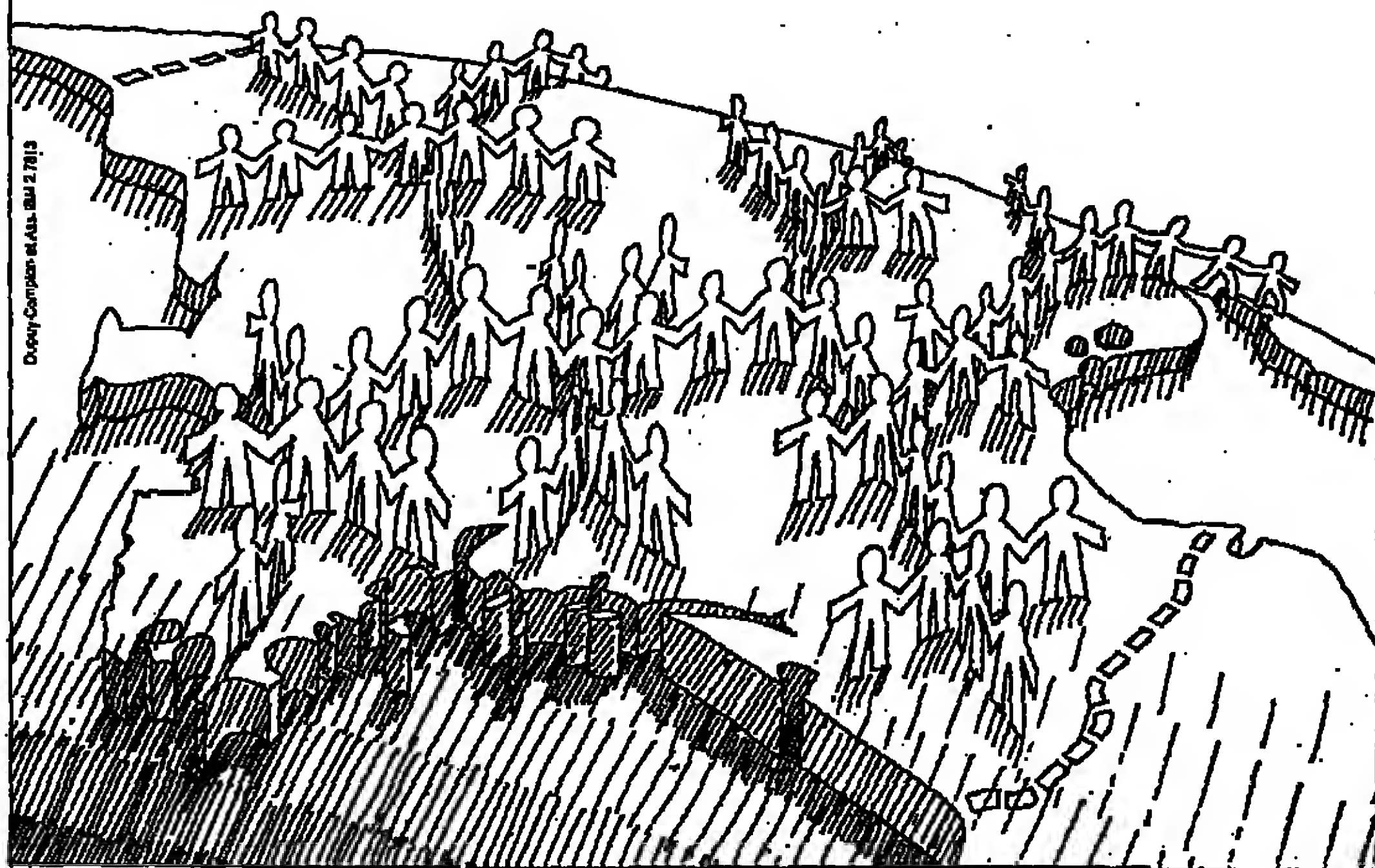
Désormais, l'informatique centralisée et l'informatique décentralisée ne s'opposent plus.

Le nouveau système IBM 8100 les fait coopérer. En effet, c'est à la fois un ordinateur local et un système de réseau.

La très grande diversité de ses terminaux, la vitesse et la variété de ses modes de transmission, sa simplicité et son prix vont donner aux entreprises le moyen de créer ou de "désenclaver" leur informatique locale.

Tout en enrichissant son autonomie. Ainsi, toutes les fonctions de l'entreprise pourront coopérer plus fructueusement. A la fois par un meilleur dialogue avec l'ordinateur central et par la possibilité de traiter sur place leurs propres applications.

Pour une information complète sur le Système IBM 8100, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Hamon, IBM, GROUPE ORDINATEURS, Tour Septentrion, 92400 Courbevoie ou téléphonez-lui au 776.43.43.



صوت الامم المتحدة

afrique

L'usage de l'indépendance

Des écrivains anglophones répondent.

« Africains non instruits, l'usage de l'indépendance... Vous n'avez pas perdu... Vous avez l'Afrique à l'usage... »

« Si je croyais en Dieu, je lui adresserais la prière suivante: O Dieu! protège l'Afrique... »

Mais l'Afrique contemporaine ne croit plus en Dieu. Des sociétés où l'homme mange l'homme...

« Je suis un violent, et j'en suis fier parce que c'est souvent un état d'esprit humain et sain; un beau jour, je vais piller, violer, brûler... »

l'usage de l'indépendance est décrit comme le monde blanc est invité à admettre que c'est du développement, mais, naturellement, un développement africain... »

Pour les témoins de la brutalité post-coloniale — ou de l'apartheid, dans le cas sud-africain — la « négritude » est la littérature de la faiblesse...

Pour la violence

Beskiel Mphahlele, auteur noir d'Afrique du Sud, dénonce de son côté la « romanisation » de l'Afrique par la poésie inspirée par la négritude...

d'un enfant pour le guérir de sa paralysie? Ce n'est qu'une dramatisation de ce que l'Afrique peut faire et est en train de faire...

Ceux qui l'oublieraient, feroient rappeler la réduction insensée de la société noire telle que l'avait décrite, voilà vingt ans, Chinua Achebe...

La vraie nature d'Idi Amin Dada. Dans trois ouvrages parus au cours des derniers mois, Pierre Merle, David Glen et Henry Kyemba...

Pour l'ancien fonctionnaire britannique qui resta longtemps en poste en Ouganda et qui se cache sous le pseudonyme de David Glen, il existe un certain parallélisme de destin...

Pour Glen, en tout cas, le côté clownesque de l'homme qui a confisqué le pouvoir en janvier 1970 au président Milton Obote ne présente pas grand intérêt...

« L'Afrique se reprend » et cherche à se refaire? Du processus toujours en train et qui ne saurait aboutir si l'on n'entend pas ces voix qui ont la force des larmes...

Jean Ziegler veut délier l'Afrique du néo-colonialisme.

ONG et parfois didactique pour un pamphlet, ce dernier ouvrage de Jean Ziegler en possède le maniérisme. Comme dans la Contre-Révolution en Afrique qu'il publia il y a quinze ans...

Combatif, Jean Ziegler profend avec allégresse « les dictatures militaires » et « les bourgeoisies compradore »...

Constamment, Jean Ziegler étend ses commentaires aux dimensions du tiers-monde, passant de l'Afrique à l'Asie et à l'Amérique, surtout au Nord-est brésilien...

« Les Noirs de la diaspora ». HISTORIEN guinéen, Ibrahima Baba Kaka promène ici le lecteur à travers quelques-uns des innombrables sentiers de la « petite histoire »...

Un pamphlet apocalyptique

Jean Ziegler veut délier l'Afrique du néo-colonialisme.

ONG et parfois didactique pour un pamphlet, ce dernier ouvrage de Jean Ziegler en possède le maniérisme. Comme dans la Contre-Révolution en Afrique qu'il publia il y a quinze ans...

« Comment rester en tout cas indifférent à la générosité d'un homme qui semble surtout soucieux d'interpeller ses contemporains de les choquer pour les contraindre à prendre en compte les souffrances de leurs frères rejetés dans les ténèbres du monde du sous-développement? »

Il y a pourtant, dans cette manière de présenter les phénomènes politiques africains, une vision apocalyptique qui rappelle celle de l'agronome René Dumont essayant de rendre compte de l'évolution économique du monde noir...

Philippe Decraene. * MAIN BASSE SUR L'AFRIQUE, de Jean Ziegler, 384 p., 49 F.

Comme René Dumont...

« Comment rester en tout cas indifférent à la générosité d'un homme qui semble surtout soucieux d'interpeller ses contemporains de les choquer pour les contraindre à prendre en compte les souffrances de leurs frères rejetés dans les ténèbres du monde du sous-développement? »

Il y a pourtant, dans cette manière de présenter les phénomènes politiques africains, une vision apocalyptique qui rappelle celle de l'agronome René Dumont essayant de rendre compte de l'évolution économique du monde noir...

Philippe Decraene. * MAIN BASSE SUR L'AFRIQUE, de Jean Ziegler, 384 p., 49 F.

AU CENTRE CULTUREL CANADIEN. 5, rue de Constantine - 75007 PARIS. LEMEAC EDITIONS - MONTREAL. Exposition - Vente le mercredi 25 octobre 1978 de 19 h. 30 à 20 h. 30.

Robert Laffont. Des pages, des chapitres superbes, un beau et grand livre que j'ai lu avec passion, en recevant parfois des illuminations. Claude Mauriac (Le Monde). Je considère la publication du « Roman vécu » comme un événement littéraire majeur... Il est l'émergence d'une vie pleine à ras-bord, vécue en forme d'œuvre d'art. Claude Manceron (Le Nouvel Observateur). Une œuvre ambitieuse, exceptionnelle, dense et vraie qui s'impose avec une force et une originalité peu communes. Franz-André Burguet (Le Magazine Littéraire).

La Fondation Simone et Cino del Duca organise, en son hôtel particulier, un dialogue souvenir à la mémoire de JEAN ROSTAND. Vendredi 27 Octobre 1978 à 21 h. entre LE PROFESSEUR ETIENNE WOLFF DE L'ACADEMIE FRANÇAISE et Mlle ANDRÉE TETRY DE L'ACADEMIE NATIONALE DE METZ ancienne collaboratrice de Jean Rostand 10, rue Alfred de Vigny 75008 Paris - Tél: 766.01.21

La symphonie Napoléon d'Antony Burgess. L'auteur de « Orange mécanique ». « Un Napoléon qui rit, tempête, trépigne ». Livres Poches. Editions C.O.U. & SEDES 88, Boulevard Saint-Germain 75005 Paris - Tél. (1) 325 23 23

« Les Noirs de la diaspora ». HISTORIEN guinéen, Ibrahima Baba Kaka promène ici le lecteur à travers quelques-uns des innombrables sentiers de la « petite histoire » : le mythe de la malédiction des fils de Cham, l'homme de Grimaldi et les origines de l'espèce humaine, les prétoirs noirs des Pharaons les nègres de compagnie du Siècle des Lumières. Suivent la traite atlantique et ses drames, l'introduction en Europe des premiers Noirs (« à dater du règne de Henri IV, note l'auteur, les arrivées de Noirs se multiplient en France »), le sort des esclaves noirs des Amériques, l'implantation des Noirs au Maghreb et en Egypte. Puis, Ibrahima Baba Kaka décrit la situation actuelle des Noirs de la diaspora et ne passe pas allégrement ni la condition des travailleurs africains immigrés, ni celle des exilés politiques (parmi lesquels se range l'auteur lui-même), ni l'abolition hors d'Afrique de formes spécifiques de la culture nègre, de la musique de jazz à la littérature, de l'exaltation de la négritude à celle du panafricanisme. Occasion saine pour rappeler que le flot des nationalismes africains, qui est à l'origine de l'indépendance des anciens territoires coloniaux, prend curieusement source au sein de la diaspora noire des Amériques. — Ph. D. * LES NOIRS DE LA DIASPORA, d'Ibrahima Baba Kaka, Editions du Lion, B.P. 754, Libreville, Gabon, 198 p., 35 F., diffusé par A.B.C., 8, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

Editions C.O.U. & SEDES 88, Boulevard Saint-Germain 75005 Paris - Tél. (1) 325 23 23. TRICOTEL (C.) HISTOIRE DE L'AMITIE FLAUBERT - SAND COMME DEUX TROUBADOURS 47,50 F. LAINEY (Y.) MUSSET OU LA DIFFICULTE D'AIMER 50,00 F.

ALAIN JOUFFROY Le roman vécu. Editions C.O.U. & SEDES 88, Boulevard Saint-Germain 75005 Paris - Tél. (1) 325 23 23.

DO. OGL. SUE.

IL Y A TROIS MOIS DISPARAISAIT UN DC-3

LA DERNIÈRE MISSION DU F-BIEE

Ce n'est qu'un fait divers : le 28 juillet dernier, un DC-3 immatriculé F-BIEE, parti de Catane (Sicile), a « disparu » au large de l'Italie. C'est tout (1). Pourtant, les faits et gestes des protagonistes de ce vol, les transactions autour du DC-3 durant le mois de juillet et les demi-confidences faites sur la mission de ces hommes laissent songeur.

La première information concernant l'affaire du DC-3 disparu remonte au mois de juin dernier. M. Roland Raucoles, quarante-trois ans, pilote professionnel de l'Union aéronautique régionale, prospecte alors, selon une note de la police de l'air et des frontières, le marché des avions d'occasion. Ce pilote recherche un appareil de type DC-3 ou DC-4. Prudent, voire méfiant, il confie à des proches, sans plus de détails, être sur « un gros coup ».

Roland Raucoles — certes fixé à Rodéz depuis plusieurs années et salarié d'une compagnie aérienne — n'est en effet pas un novice en matière d'aventure. Pilote expérimenté, il a, au début des années 60, sous le pseudonyme de « Sébastopol », tenu sa place au sein de l'O.A.S.

Bref, Roland Raucoles est une figure. Il est connu et connaît bien le milieu aéronautique. Pourtant, sa prospection d'un avion d'occasion restera vaine. C'est pourquoi l'un de ses bons amis de Rodéz, M. Pierre Teysnière, le relaie début juillet avec un crédit de 500 000 F. Agé de trente-cinq ans, pilote occasionnel de M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., M. Teysnière est « un couturier de l'achat-vente d'appareils ». Écartant un vieux DC-3 de 280 000 F stationné au Bourget, il en trouve assez vite un autre, sur l'aéroport de Toulouse-Biagnac, faisant l'affaire de son camarade et du principal intéressé, un mystérieux Michel Bonouvrier, commanditaire du « gros coup ».

L'appareil est un DC-3 acheté il y a quatre ans à la compagnie Air Gabon par M. Robert Boname, P.-D. G. de General Air Service, à Nice. Arrivé de Libreville au mois de novembre 1974, le DC-3, après deux ans passés dans les hangars, a été confié à un bon soins d'Émet-Aviation, filiale d'Uni-Air, dont M. Jean-Baptiste Doumang est l'un des principaux actionnaires. Là, le DC-3 est doté

Les protagonistes. Il y avait à bord du DC-3, à coup sûr, trois personnes : M. Michel Winter, quarante-huit ans, alias Michel Bonouvrier, mercenaire et agent de marketing ; M. Roland Raucoles, quarante-trois ans, pilote chevronné et grand baroudeur devant l'éternel, et M. Philippe Toutu, vingt-huit ans, pilote professionnel. Les transactions. Elles mettent en avant un quatrième personnage, M. Pierre Teysnière,

signe l'acte de vente à sa place. Au reste, la police de l'air et des frontières de Toulouse, qui entend parler de cette transaction, constatera très vite la fraude au cours d'une vérification de routine, mais sans réagir à temps. Le temps suffisant pour que Michel Bonouvrier s'envoie pour Catane (Sicile), via Palerme. Le temps nécessaire à M. Teysnière — entendu par la police de l'air et des frontières le 31 août — pour découvrir, grâce à une photographie d'identité présentée par les enquêteurs, que M. Bonouvrier n'est autre que M. Michel-Paul-Marie Winter, né le 8 août 1930, marié père de deux enfants, résidant à Paris.

M. Winter ? C'est l'énigme, pour l'heure. Depuis 1970, sa vie professionnelle demeure en effet mystérieuse. Huit années qui équivalent, pour ses proches, à une perte de mémoire subite ! Reste le côté cour. M. Winter a fait ses premières armes au 7^e Régiment de parachutistes coloniaux, en Indochine. Il ira par la suite en Algérie, au début des années 60, où il résidera deux ans. Les événements d'Algérie l'écourent et il rallie alors l'O.A.S. Son engagement lui vaut d'être noté comme « assisté » de MM. Bonouvrier et Raucoles. M. Robert Boname, qui possède en propre le DC-3, le vend à sa société le 20 juillet. Le même jour, il reçoit le certificat de navigabilité n° 23.093 de l'appareil et sa nouvelle immatriculation : « Fox Bravo India Echo » (F-BIEE). Le lendemain, 21 juillet, M. Teysnière achète le DC-3 pour 474 000 francs payés en liquide sorti tout droit d'une mallette.

L'énigmatique M. Bonouvrier est toujours présent. M. Teysnière le présente à M. Boname comme un associé avec qui il va « faire de l'exploitation commerciale vers le Tchad ».

Précisément, après une période d'insécurité, M. Winter prépare, durant les mois de juin et juillet derniers, un voyage dont la durée sera de « quatre ou cinq jours, une semaine ou deux jours ». Il a contacté Roland Raucoles, vieil ami et compagnon d'armes de l'O.A.S., du Gabon et du Biafra. On connaît la suite : l'achat cash, le 21 juillet, du F-BIEE ; l'assurance de l'appareil auprès du cabinet Bussac, de Narbonne, courtier de la Mutualité d'Assurances aériennes ; l'engagement de M. Philippe Toutu, vingt-huit ans, pilote pro-

Depuis plusieurs jours, naturellement, Michel Winter a racheté à Pierre Teysnière le DC-3 pour la somme de 500 000 F. Pourtant, Pierre Teysnière omettra de signaler la transaction à la direction générale de l'aviation civile. De même, curieusement, il acceptera d'assurer l'avion à son nom. Ces irrégularités ne sont toutefois que des broutilles en regard de ce qui se prépare. Le 21 juillet au matin, en effet, MM. Winter, Raucoles, chef pilote, et Toutu, copilote, entament la première étape de leur mission. A bord du DC-3, ils n'ont, semble-t-il, embarqué que dix bidons de 200 litres vides et une « pompe magique », qui permet d'assurer en vol le transvasement du carburant dans les réservoirs de l'avion. Mais les employés d'Air Total qui font le plein de l'appareil refusent d'accéder à une demande de surcharge de carburant. Le DC-3 décolle pourtant pour Palerme en V.F.R. (vol à vue) à 9 h 58. Un train d'atterrissage bloqué l'oblige cependant à se reposer. L'ennui mécanique est réparé. Toutefois, contre toute habitude, ni l'aviation civile ni la police de l'air et des frontières ne se manifestent pour s'inquiéter de cet incident. À 12 h 47, le DC-3 décolle à nouveau et, comme prévu, se pose à Palerme, entre 17 et 18 heures. Raucoles fait le plein chez Esso

Maldonne ? et reformule une demande de surcharge de carburant. Nouveau refus. Par hasard, l'avion de M. Jean-Paul Lacour, directeur d'Air Pêche (2), est garé à côté du DC-3. Raucoles, qui le connaît bien, dit bonjour. Il justifie de manière évasive sa présence en Sicile aux commandes d'un DC-3 en déclarant que lui et ses collègues « font de l'entraînement ». Il semble bien, dès ce moment, que deux hommes sont venus renforcer la petite équipe de Michel Winter.

Le lendemain 28 juillet, le DC-3 se pose à Catane. Face au refus renouvelé du fournisseur de carburant de remplir les dix bidons vides, Raucoles prend 400 litres d'essence pour remplir au maximum ses réservoirs et dépose un plan de vol pour Brindisi en indiquant Mendolia comme aéroport de déchargement. Mais sept minutes après avoir quitté la piste de Catane, le contact radio avec la tour de contrôle est brutalement interrompu sans qu'aucun signal ou appel au secours n'ait été donné. L'avion disparaît. Le DC-3, contrairement à son plan de vol, se dirige alors vers la côte africaine, plus précisément vers le Tchad, dans la région du Tibesti, ce que lui permet son autonomie de vol. La mission du DC-3 — commandée par la

chent parfois sur des informations. Ainsi le DC-3 voguait-il vers le Tchad. Mission : « liquider » Hissène Habré...

Tout est dit ? Pas tout à fait. Il reste encore à découvrir les commanditaires de ce « coup » : anciens activistes O.A.S., ex-marginaux des services secrets, hommes d'affaires discrets ou autres quidams.

Libye — vise à « liquider » M. Hissène Habré, ancien rebelle toubou et gédier de Mme Françoise Claustre, rallié au régime du général Molloum au mois de janvier 1978 (Le Monde du 7 février 1978). Précisément, nous sommes à la fin du mois de juillet. Un mois plus tard, le 28 août, M. Habré sera nommé premier ministre du Tchad.

M. Michel Winter, patriote, amoureux d'une certaine Afrique, et qui connaissait ces informations, les a-t-il ressenties comme autant d'humiliations ? Peut-être. Furieux alors manipulé, croyant travailler, même indirectement, pour les services français ? Pourquoi pas.

Toujours est-il que, le 28 juillet dernier, le DC-3 piloté par Roland Raucoles se pose quelques part dans le nord du Tchad. Apparemment, l'équipe de Michel Winter est arrivée sans encombre à l'endroit fixé par les commanditaires. Mais un rendez-vous avait-il été pris ? N'y a-t-il pas eu « maldonne », voire quiproquo entre les « arrivants » et les éventuels « hôtes » ? Autant de questions sans réponse. Reste le poids d'un fait : nul ne peut actuellement prétendre pénétrer dans le Tibesti et y vaguer à ses occupations sans bénéficier d'un accord de M. Gourkouni Oueddi, chef rebelle toubou. Voilà une certitude. Dès lors — que la mission ait une vocation « punitive » ou para-diplomatique, — il importait que Michel Winter exprime de sa bonne foi. Dans le cas contraire, on le sait, le Tibesti est une « bonne » prison.

LAURENT GRELSAMER.

(1) Le Monde des 30 et 31 août, des 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 14 et 28 septembre et du 6 octobre. (2) Compagnie aérienne dont la vocation est la détection des bancs de poissons pour le compte des flottes thonières françaises et italiennes.



Avec Singapore Airlines vous pouvez maintenant voyager sur des Boeing B 747, 737, 727 Highails et des Superjets 707.

Certains choisissent notre compagnie parce que nos avions sont les plus modernes. Ils y trouvent encore des avantages d'importance : tels que le service à bord. Les charmantes hôtesses de Singapore Airlines prennent soin d'eux comme elles seules savent le faire.



Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tel. : 261.53.09.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Par... L'INCENDIE DU G... quand o... Tout... Singap... Plus tral... des apparemment

صكنا في الاجل

ENQUÊTE

JUSTICE

POLICE

UN HANDICAPÉ TORTURÉ DANS LE VAR

Par jeu

De notre envoyé spécial

Bargemon (Var). — Dans leur montage, les voyous s'envenimaient. Des jours et des jours... avec pour seule compagnie les coups des tirs d'artillerie du camp militaire de Canjuers tout proche...

L'Ouest américain

Une heure trop creuse ? La salle du bar trop longiligne vide ? On va à la cuisine jouer les tourtereaux. Pas toujours très sauvagement... officieuse, Sophie Bonnard (vingt-cinq ans), mère de deux enfants, se détend devant rendre leur situation plus médiocre encore.

L'INCENDIE DU C.E.S. PAILLERON

Premières plaidoiries en faveur de l'architecte. M. Michel Keyte, mercredi 18 octobre, en appel devant la vingtième chambre, qui examinait les circonstances de l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron (le Monde du 14 et des 15-16 octobre).

lieux alors qu'aucune autorisation n'avait été donnée ; à cette heure relativement tardive les consignes de sécurité n'avaient hélas pas été respectées.

LE PROCÈS DU PRIX BRIDE-ABATTUE

Le grand tournant et le pot-au-feu

Troisième audience, mercredi 18 octobre, devant la troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris du procès des cinquante-quatre prévenus (jockeys, joueurs et prévenus) soupçonnés d'avoir pris part à quelque titre au truquage du tiercé du prix Bride-Abattue, le 9 décembre 1973 (« le Monde » des 18 et 19 octobre 1975). Cette audience, comme les cinq précédentes à venir, a été consacrée à l'audition des jockeys. Il ne semble pour le moment devoir y être question que des comparses de l'opération.

Roland Kleparski en a assez de cette histoire. Il veut qu'on lui restitue sa licence et pouvoir de nouveau monter. L'enveloppe acceptée pour entrer dans les plans de ceux qui voulaient « arranger la course » a été pour lui « le grand tournant de ma vie ».

Comment ne pas comprendre « Robert » quand on navigue de champ de courses en hôpital. Passer son temps à se briser les os pour un peu de gloire et d'argent vite envolé, on s'en lasse. Kleparski a d'abord refusé, puis est tombé dans le piège. « Je donnais l'argent ; on ne savait plus où se retourner. » Après vint le temps des avertissements (journaux « de la part » de Robert Laouira) : « Tâche de fier droit.

LES « SACRIFIÉS DU MARAIS » DEVANT LE TRIBUNAL CIVIL

La Régie Immobilière de la Ville de Paris (R.I.V.P.) ayant été chargée de rénover des immeubles vides du quartier du Marais, au particulier rue Charleville-Ménier, d'instaurer l'affaire Bracco, une famille à laquelle deux enfants sud-coriens ont été retirés par Terre des hommes France (le Monde du 7 septembre).

« Cette affaire, plaide M. Fauchon, avocat de la R.I.V.P., a pris tout de suite une jachouse tournure politique et démocratique. Des articles, des tracts, ne sont écopés sur les « sacrifiés du Marais ». Un comité, dit de défense, échortait les intéressés à rentrer dans les lieux. On leur a fait jouer le rôle parait-il amusant de squatter, mais cette attitude allait constituer un obstacle à l'exécution des travaux, d'où un préjudice matériel qu'on ne saurait disculper. »

Mme Nicole Prevost-Bobillot et Hélène Masse retournaient que le 10 septembre des reprises sous bien des problèmes sur le plan humain, car se voir obligé de payer un loyer de 850 F par mois pour un studio qui n'était pas à la portée de tout le monde, notamment des chômeurs. Dans les troisième et quatrième arrondissements, ont-elles affirmé, cinq mille familles se sont fait inscrire pour demander un toit décent. Or il y a sept mille logements vides dans ce secteur.

Libéralités et manque de tact

Estimant qu'il « clarifiait (ainsi) le problème » et « éliminait toute équivoque », M. Saddam Hussein, vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne, a annoncé, le 17 octobre, à Bagdad, que la police irakienne avait décidé d'indemniser la famille de l'inspecteur de police Jacques Capela, tué le 31 juillet dernier lors d'une fusillade devant l'ambassade de ce pays à Paris (le Monde du 19 octobre).

« prime à la mort », le gouvernement irakien cherche à renvoyer Paris de son empressément à expulser les « diplomates » mis en cause dans l'échange de coups de feu. Ce que réclament les policiers français, c'est la justice et non de l'argent.

Il faut croire que ces blessures ont du mal à se cicatriser, car le représentant du gouvernement irakien a été conduit dernièrement au ministère de l'Intérieur où il avait eu la « délicatesse » d'apporter un « attaché-case » en paille de 200 000 dinars (277 000 F). Il ne semble pas avoir rencontré un accueil plus chaleureux auprès de l'avocat de la famille de M. Capela.

De toute façon, même si une responsabilité irakienne était formellement établie, la procédure à l'égard de Bagdad en l'absence d'une convention judiciaire entre la France et l'Irak — se résumerait longue et aléatoire. L'instruction achevée, le gouvernement français devrait, par l'intermédiaire du Quai d'Orsay, dénoncer les faits et les charges à l'Irak qui déciderait, en toute souveraineté, de l'opportunité de poursuites. — J. Su.

Déçu par la concertation avec l'administration

Le principal syndicat des inspecteurs va demander le retour au droit de grève

Le syndicat national autonome des policiers en civil vient de lancer, auprès de ses onze mille adhérents, un référendum pour connaître l'opinion des inspecteurs sur une réforme éventuelle de la loi de 1949, qui énonce, entre autres, l'interdiction du droit de grève aux policiers (1). Le S.N.A.P.C. estime en effet que son action revendicative se trouve dans une impasse du fait de l'attitude de l'administration : la concertation, à laquelle les syndicats se sont prêtés en toute sincérité n'a, notamment au cours des derniers mois, apporté que des déconvenues.

délégués venaient parler du thème de la sécurité, qu'ils croyaient d'intérêt national. Ensuite venaient des frictions sévères au sein du comité technique paritaire, appelé à se prononcer sur des propositions « à l'indélicatesse » — voire aux arrière-pensées inquiétantes — alors que la police a besoin, selon ceux qui le composent, d'une remise en ordre globale pour s'adapter à ses véritables priorités. Enfin, la préparation du budget a fourni un troisième motif d'irritation en ne laissant aucun place aux propositions syndicales, notamment en ce qui concerne les ajustements de carrière et les crédits de fonctionnement.

FAITS DIVERS

Six cent douze morts le 27 mars 1977

UNE INITIATIVE MALHEUREUSE DU COMMANDANT DE BORD EXPLIQUE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DE TENERIFE

Le décollage, sans autorisation, du Boeing 747 de la compagnie hollandaise KLM a été la cause de la plus grande catastrophe de l'histoire de l'aviation survenue à Tenerife (Canaries), le 27 mars 1977, dans laquelle six cent douze personnes ont trouvé la mort, révéle un rapport officiel du ministère espagnol des transports.

L'appareil néerlandais était entré en collision sur une piste de l'aéroport avec un autre Jumbo appartenant à la compagnie espagnole Pan Am. Selon les conclusions du rapport technique rédigé par la commission de recherches espagnole, le commandant de l'aviation hollandaise qui était pourtant considéré comme l'un des meilleurs pilotes de l'aviation civile néerlandaise, n'a pas obéi au message de la tour de contrôle qui lui ordonnait de ne pas décoller.

Il y eut d'abord la réception à l'Élysée de la lettre de félicitation de la République, alors que les

Face à une administration qui « ne joue pas le jeu », les responsables du S.N.A.P.C. estiment indispensables de tenter avec le seul arsenal revendicatif restreint que leur laisse la loi de 1949, qui place les policiers en « catégorie spéciale » de la fonction publique. D'où leur volonté de reconquérir l'intégralité des « droits des travailleurs ». Les résultats du référendum ne seront connus que vers la fin du mois, mais les premières réponses font apparaître une nette majorité en faveur de l'abrogation de la loi de 1949. Si cette tendance se confirme, le S.N.A.P.C. entreprendra, dès novembre, des démarches auprès des parlementaires dans le but d'obtenir une modification des textes.

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi VENTES 8. 1. - Table mble. Obj. d'art 18e s. 2. - Bibliothèque d'un amateur Almanach du 17e au 19e s. 4. - Tableaux. Bibliothèque. 8. 3. - Table anc. Obj. d'art. 8. 14. - Antiques.

Voici comment investir dans la pierre quand on est de ceux qui ne mettent jamais un sou de côté

Hampton & Sons International Real Estate advertisement. Includes text about investing in real estate, monthly payments, and contact information for Hampton & Sons in Paris.

صحنه من الاعمال

Le Monde

culture

LE JOUR DU THÉÂTRE

Nature et littérature. La Comédie-Française met ses soirées littéraires à l'heure de l'écologie...

Spectacle en chambre Pierre et Jacqueline Ascaride, le frère et la sœur, tentent une expérience...

Les rendez-vous angevins.

Pour la seconde année, Henri Ronse sera, en 1979, le maître d'œuvre du Festival d'Anjou...

Dans cette perspective, la municipalité d'Angers souhaite que la direction artistique de la manifestation soit désormais confiée...

Acteurs et ethnologies.

Le comité exécutif de la FIA (Fédération internationale des acteurs), qui a tenu sa session annuelle à Reykjavik...

Théâtre « IL FAIT BEAU JOUR ET NUIT » de Françoise Sagan

Seuls des montagnes le jour, ampoules électriques la nuit : il fait beau jour et nuit dans une riche clinique psychiatrique...

MORT DU COMÉDIEN MAXIME FABERT Maxime Fabert, acteur et auteur dramatique, vient de mourir. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Variétés Guy Béart à l'Olympia

C'est un fait exceptionnel dans la chanson : le temps joue pour Guy Béart. L'époque qu'il vit et qu'il absorbe a fini par lui ressembler...

Paroles et poésie aiment la solitude et la foule, habile et pudique, discret et accessible, raffiné et sensible...

Rock Black Sabbath et Van Halen

D'un côté Black Sabbath, les vétérans, dix ans de combat mené à bien, un « hard rock » violent et métallique qui vain le groupe plaineurs...

Musique L'Opéra de Hambourg a trois cents ans

L'influence française s'est rapidement fait sentir sur les bords de l'Alster : le Sicilien, de Moïtère, fournit en 1679 un livret à Franck...

L'ivrogne au paradis Ligeti a voulu tenir la balance égale entre les interprétations de ce livret ambigu : « Tout a une double signification. J'ai mêlé le grotesque et le terrible... »

Certes, la musique se construit de plus en plus au fur et à mesure de l'action, et la passacalle rigoureuse autant qu'ironique, qui annonce l'entrée de la Mort au troisième tableau...

Ligeti avait composé, il y a plus de quinze ans, une manière de petit chef-d'œuvre avec ses Aventures et Nouvelles Aventures...

Pierre et Marc Jolivet

Comédiens, chanteurs, danseurs, tempéraments, exceptionnels, Pierre et Marc Jolivet ont pris du poids, du métier comme on dit...

Rock Dustin Hoffman dans LE RÉCIDIVISTE



ELYSEES LINCOLN v.o. - 14 h 45 - 18 h - 21 h 15 HAUTEUILLE v.o. - 12 h 15 - 15 h 15 - 18 h 15 - 21 h 15 5 PARNASSIENS 14 h 45 - 18 h - 21 h 15 14-JUILLET BASTILLE 14 h 30 - 17 h 30 - 20 h 30

DROUOT Rive Gauche Cie des Commissaires Priseurs de Paris GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE 75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télex 270906

SPECTACLES

سكوات الاله

Théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 19 h. 30 : Coppélia.
Chaillet, Forer, 20 h. 30 : Prélude à un déjeuner sur l'herbe.

Les salles municipales
Chaillet, 20 h. 30 : Rose du Nord.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Susanna Kinault.

Les autres salles
Aire Libre, 20 h. 30 : Sidi-Ciné.
22 h. : Roger Marjot.

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (heures groupées) et 727.42.34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Jeudi 19 octobre

Café de la Gare, 20 h. 15 : Le Bonbon magique.
22 h. : Promesse ou desert.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : J'accuse Norman, soprano.
22 h. : D. Baldwin, piano (Schumann).

Les chansonniers
Cayrol de la République, 21 h. : X a du va-et-vient dans l'our-cours.

Jazz, pop, rock, folk
Cayrol de la République, 21 h. 30 : Dany Dorthe Sopot.

Les concerts
Lucernaire, 18 h. 30 : M. Bouvet et M. Rousseau, piano (Ravel, Debussy, Liszt).

Les cinémas
L'EMPIRE DE LA PASSION (Jap. v.o.) (**) : Vendôme, 2 (073-97-52).

La cinémathèque
Chaillet, 18 h. : La Dixième Symphonie, d'A. Ganes.
19 h. 30 : Feu Mathias Pascal de M. L'Herminier.

Les exclusivités
ALEXTE LES BÈRES (Fr.), Marais, 4 (278-47-84).

LE GRAND JEISSON (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 2 (222-71-00).

LE RECIDIVISTE (A. v.o.) : Magique, 14 (222-71-00).

LES RINGARDS (Fr.) : Rex, 2 (232-82-53).

PETIT ODEON 18h30
du 3 octobre au 12 novembre
LE PAVILLON BALTHAZAR

PETIT ODEON 21h30
du 18 octobre au 26 novembre
LA STAR DES OUBLIS

CONNAISSANCE DU MONDE
GUY THOMAS
LES U.S.A. - SUPER STAR - L'ÉTAT DE LA NOUVELLE RUCÉE VERS L'OR

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE
MIZOGUCHI

Comédie Française

nouveau spectacle
Six personnages en quête d'auteur
PIRANDELLO
Texte français
Michel ARNAUD

LES OIES SAUVAGES (A. v.o.)
Capri, 2 (208-11-69).

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

IRCAM

du 25 au 28 octobre
20 h 30
ensemble intercontemporain
direction P. Eötvös - K. Stockhausen

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
Auditions : DANSEURS DANSEUSES

CENTRE DRAMATIQUE de NANTERRE
au Théâtre des Armandiers

BATHORY ERZSEBET
de Marie-Françoise EGRET

FAUST
de Christopher Marlowe

AVANT-SCÈNE
textes intégraux - photos

THÉÂTRE EN ROND
SI TOUJOURS LE MONDE FAISAIT AUTANT

PETIT ODEON 18h30
du 3 octobre au 12 novembre

PETIT ODEON 21h30
du 18 octobre au 26 novembre

CONNAISSANCE DU MONDE
GUY THOMAS

LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRÈS LA PLUIE

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FEMME GAUCHÈRE, film allemand de Peter Handke.

land Petit

ANDS PRIX
LE DE PARI

FESTIVAL D'AUTOMNE

THEATRE

DANSE

es cafés-théâtres

AUJOURD'HUI

Transports

UNE CLASSE AFFAIRES DANS LES AVIONS D'AIR FRANCE

Les passagers d'Air France qui peuvent payer le tarif économique sur la ligne Paris-New-York ne voyageront plus côte à côte avec les passagers qui bénéficient de tarifs spéciaux...

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-10-78 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.10.78 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 octobre à 0 heure et le vendredi 20 octobre à 24 heures :

Une zone de hautes pressions persistante du proche océan à l'Europe centrale, tandis qu'un creux de perturbations circulaires du nord de l'Atlantique à la Scandinavie et qu'un autre système perturbé évolue lentement sur la Méditerranée occidentale.

Vendredi 20 octobre, le temps restera médiocre sur Corse ; pluies intermittentes et quelques orages, vents assez forts, de secteur nord-est.

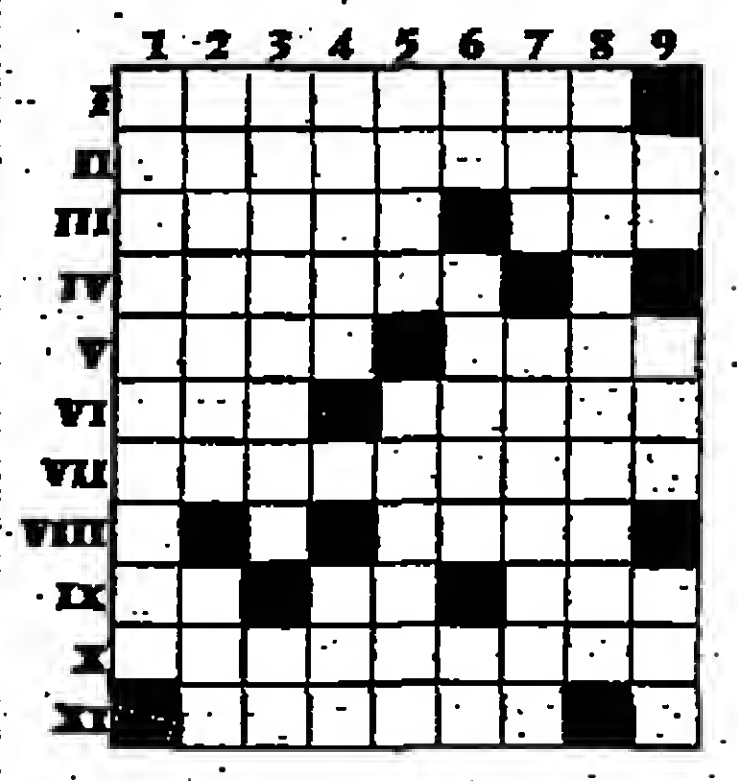
Sur le reste de la France, le matin sera fraîche, et il y aura des brouillards du Centre à la frontière belge et à l'Alsace. Dans la journée, le temps sera généralement, avec seulement des nuages passagers, et les températures maximales s'élèveront ; les nuages deviendront toutefois plus nombreux au voisinage de la Manche et de la mer du Nord. Les vents, modérés, secteur ouest, de la Bretagne à la Flandre, seront zébrés allégers.

Le 19 octobre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1027,5 millibars, soit 770,5 millibars de hauteur.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 10 degrés ; Amsterdam, 13 et 8 ; Athènes, 22 et 16 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 9 et 1 ; Bruxelles, 13 et 3 ; Les Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 15 et 8 ; Genève, 9 et 5 ; Lisbonne, 22 et 10 ; Londres, 14 et 9 ; Madrid, 14 et 8 ; Moscou, 8 et 1 ; Rome, 14 et 11 ; Palma de Majorque, 17 et 12 ; Rome, 22 et 14 ; Stockholm, 10 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2208



1. Peut rejoindre une vieille cocotte... 2. Qui ne fait donc rien... 3. Auteurs d'un célèbre roman... 4. Ville bien connue de ceux qui font la foire... 5. Qui fait penser à un feu... 6. Fait du propre... 7. Attache... 8. Moins solide quand il est maigre... 9. Sans foncer...

Horizontalement : I. Aromates... II. Parenté... III. Pie ; Es ; Ia... IV. Adiantum... V. Reu ; Abus... VI. Emule... VII. Everté ; An... VIII. Mi ; Anon... IX. Esprit ; Ts... X. Néron ; Dén... XI. Troc ; Dos... Verticalement : I. Appartement... 2. Raide ; Viser... 3. Oreille ; Pro... 4. Me ; Au ; Roc... 5. Amen ; Etain... 6. Testament... 7. En ; Uru ; Do... 8. Stimulants... 9. S.O. ; Sensés.

4. Arrêt dangereux ; Intérieur, c'est la conscience... 5. Amène au million ; Prépare la pièce... 6. Met au courant (épilé) ; Presque un père pour les musulmans ; Pour l'er... 7. S'échappe dès qu'on ouvre le bec ; Peut finir par constituer une bonne somme... 8. Qui peuvent amener à l'ébullition... 9. Fromon ; Direction ; Gros pour du saut.

Solution du problème n° 2207

Horizontalement : I. Aromates... II. Parenté... III. Pie ; Es ; Ia... IV. Adiantum... V. Reu ; Abus... VI. Emule... VII. Everté ; An... VIII. Mi ; Anon... IX. Esprit ; Ts... X. Néron ; Dén... XI. Troc ; Dos... Verticalement : I. Appartement... 2. Raide ; Viser... 3. Oreille ; Pro... 4. Me ; Au ; Roc... 5. Amen ; Etain... 6. Testament... 7. En ; Uru ; Do... 8. Stimulants... 9. S.O. ; Sensés.

1. Nom qu'on peut donner à celui qui ne prend pas assez soin de ses pieds... 2. Forcé ; Barbu... 3. Endroit où l'on peut attendre ceux qui doivent payer ; Pris.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 19 octobre 1978 : UN DECRET Modifiant le décret du 11 mai 1953 portant réorganisation du conseil général des mines.

Le Monde - Service des Abonnements - 1, rue des Saussaies - 75207 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4297-23

Visites et conférences

VENDREDI 20 OCTOBRE

- VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - 14 h. 45, 42, avenue des Coubertins... La manufacture des Coubertins... 15 h. 277 bis, rue Saint-Jacques... 15 h. 188, boulevard Hausmann...

loterie nationale Liste Officielle - Zodiaque d'Octobre - TIRAGE DU 18 OCTOBRE 1978 - lots à payer, tous cumuls compris, aux billets entiers

Alfa Romeo - "Avant de vous vendre une voiture d'occasion, je la sélectionne, je la contrôle 6 fois, je l'essaie. Puis je lui donne la Garantie Trèfle Alfa Romeo!"

Près du Palais Galliera des appartements de grande qualité à un prix de lancement ferme et définitif - 17, rue de Chaillot Paris XVI - le galliera

Vertical text on the right edge of the page, including "RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE" and "MINISTÈRE".

Handwritten note at the bottom center: "Journal de 1978"

Bourgogne

TÉMOIGNAGE

Comment meurt une petite ville ?

Le conseil des ministres vient de prendre plusieurs dispositions en faveur des entreprises en difficulté. Il était temps. M. Francis Bladou, conseiller général (radical de gauche) du plus petit canton de l'Yonne, celui de Saint-Florentin-Vérigny, explique dans le témoignage ci-dessous que la disparition des petites entreprises qui en font la richesse se traduit par la mort d'une petite ville... comme les autres.

Au moment de la crise, la ville de Saint-Florentin comptait environ 2 200 habitants. Sa zone industrielle, fort prospère, était composée d'environ 24 entreprises plus ou moins florissantes et dont les effectifs allaient de 30 à 2 000 salariés. Tout cela avait été créé en plusieurs décennies, la décentralisation avait joué à plein. Nous avons vu s'installer, au cours des dix dernières années, des entreprises comme Alusuisse, Boxal, Sicli, Galva-centre...

Notre cité, située le long de la ligne Paris, Lyon, Marseille et du canal de Bourgogne, est traversée par l'axe national 5 Paris-Genève ainsi que par la R.N. 77 Troyes-Nevers. Tout semblait réunir pour que Saint-Florentin et ses environs soient témoins d'une expansion, certes mesurée, mais inéluctable. Les cinq communes du canton offraient à ses futurs habitants des logements viabilisés : le chef-lieu de canton était équipé en collège, gymnase, piscine, logements collectifs, etc. ; le commerce local était florissant ; les petits entrepreneurs profitaient de l'apport massif de population. Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Pourtant, une pareille expansion était, au dire de personnes averties, rendue fragile par les faits suivants. A part Alusuisse, multinationale fort connue, les autres sociétés étaient des entreprises familiales, dont certaines installées depuis plus d'un demi-siècle. Il apparaissait à quel point que quelques-unes n'avaient pas su prendre le tournant décisif pour devenir compétitives en cas de concurrence acharnée, et de ce fait devenaient très fragiles sur le marché industriel. De plus, d'autres n'avaient pas hésité à employer une main-d'œuvre étrangère très importante constituée pour la plupart de Marocains et de Portugais. De ce fait, Saint-Florentin pouvait se targuer d'héberger près de 2 000 migrants sur 7 000 habitants.

1973 survint. Durant trois ans, le potentiel économique ne subit aucune altération. Arriva l'hiver 1976-1977. Boxal Aérospatiale, filiale du groupe Alusuisse, employant une centaine de travailleurs cessa sa fabrication à Saint-Florentin, sous prétexte que la campagne menée par les écologistes contre les aérospatiales lui avait été fatale. Cette entreprise se replia à Beaufort, dans l'Isère, et s'efforça de reclasser à Saint-Florentin même ou aux environs 50 salariés, le reste s'exportant ou s'inscrivant comme demandeurs d'emploi. Galva-centre, employant 125 salariés, ferma ses portes au prin-

temps 1977, victime d'une gestion des plus curieuses et d'une incompréhension du patronat vis-à-vis des travailleurs migrants, Marocains pour la plupart, qui ne comprenaient pas les impératifs du « capitalisme dit moderne ». De plus, une petite fabrique de skis occupant 37 personnes cessa aussi ses activités. Ces trois fermetures, qui intégraient environ 235 salariés, soit 10 % de la main-d'œuvre florentinoise, passèrent pratiquement inaperçues de la population, car la main-d'œuvre intéressée n'était pas originaire de l'Yonne. Les choses se gâtèrent lorsque l'une des plus vieilles entreprises de Saint-Florentin, Boucheron, Solilly frères, chaudronnerie industrielle employant 117 salariés et détenant 43 % du marché national dans sa spécialité, se vit contrainte de fermer ses portes après un an de règlement judiciaire. Le fait que la plupart des travailleurs de cette entreprise soient de vieux florentinois et, de plus, bien soustraits, semi-ruraux mobilisa la population.

Comment une si vieille entreprise familiale en était-elle arrivée là ? La plupart de mes concitoyens comprennent alors que 120 chômeurs de plus allaient faire baisser l'activité économique de la ville. Notre taux de demandeurs d'emploi passa alors à 12 %, soit le double de la moyenne nationale.

Les élus de la commune, le conseiller général en tête, ne purent obtenir de la préfecture les raisons pour lesquelles le CODER refusait son aide à cette entreprise, qui paraissait viable. Les représentants du gouvernement déclaraient ne vouloir en rien s'immiscer dans cette affaire, la seule raison donnée étant la politique libérale des responsables.

Piètre excuse, quand on pense aux milliards alloués aux maîtres de forges. Comment peut-on admettre que ces 43 % du marché national fabriqués par cette entreprise soient fournis, de main peut-être, par des concurrents étrangers ? Comment peut-on admettre que 117 travailleurs perdent, dans la plus parfaite indifférence des pouvoirs publics, leur outil de travail ? Comment peut-on admettre, sans rage au cœur, qu'une petite ville soit en train de mourir ?

On parle de Boussac, d'Uzinor, mais jamais des petites et moyennes entreprises, qui, pourtant, représentent une grande partie de notre pouvoir économique. Veut-on voir, en France, uniquement des multinationales ? N'avons-nous pas assez d'énergie pour nous opposer au démantèlement industriel de nos régions ?

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

72 000 hectares « en réserve » sur la frontière italienne

Mercantour, le parc mal aimé

Du 28 août au 7 octobre, une enquête publique a été organisée dans vingt-neuf communes des Alpes-Maritimes et des Alpes-de-Haute-Provence (« Le Monde » du 19 août). Il s'agissait de consulter les populations sur le

projet de création d'un parc national allongeant ses 72 000 hectares le long de la frontière italienne. C'est une idée vieille de vingt ans, déjà cinq fois remise sur le métier et que le gouvernement se décide enfin à réaliser.

De notre envoyé spécial

« Nous n'avons pas de leçon à recevoir des écologistes », déclaraient des chasseurs nourrissant le réquisitoire : « Le parc, affirme-t-il, va amputer notre territoire de chasse, mettre son cadavre dans nos affaires, notre patrimoine et, en laissant proliférer les chamois, obstruer notre gibier. » Il est appuyé par le porte-parole des agriculteurs : « Nos troupeaux ne pourront plus encore librement paquer ? Si, quand nous voudrions réparer nos bleds, on nous fera des tracasseries. » Il n'est jusqu'aux guides de haute montagne qui ne protestent : « La concurrence déloyale des guides du parc qui promèneront gratuitement nos clients ».

Comme les Corses ?

Enfin, voici l'argument massue à été au nom de tous par M. Louis Lambert, maire de Mandrolivolo : « Dans la zone provisoire, située autour de Mollières, explique-t-il, le projet nous laisse dix ans pour réaliser notre stade, Azur 2000. C'est une dupes. Depuis des années, tous les promoteurs se sont découragés, car l'hypothèque du parc pesait sur le projet. Aujourd'hui, ils seront encore plus méfiants. Or cette station est seule capable de maintenir les femmes au pays. Puisque l'administration nous l'a redonné, nous allons nous battre pour le récupérer. Elle doit nous aider à réaliser notre projet. Sinon, nous refusons le parc. »

Au cours de cette affaire cruciale, les esprits s'échauffent. Si le parc se fait « contre eux », certains élus menacent de démissionner en bloc, d'autres parlent de barrer les routes de la vallée, un montagnard s'est même offert de faire passer mille hectares. Nous ne comprenons pas ceux qui

emploient la force. Faisons comme les Corses, sortons les Juifs. Tout à leur colère, ils oublient de mentionner la lettre du ministre de l'environnement et du cadre de vie qui était jointe au dossier d'enquête. M. Michel d'Ornano y rappelle que les limites du parc ont été tracées de manière à permettre le développement des stations déjà créées comme Isola 2000 et Auron, et la construction de stations nouvelles comme Caramagne et Azur 2000. Pour les autorisations, le ministre promet que « l'on tiendra compte de la situation difficile des cantons du haut pays nicots ». Ces projets de stations suscitent d'ailleurs la désapprobation des associations. Le Club alpin français, l'association Jeunes et Nature, la Fédération nationale des sociétés de protection de la nature, l'Union régionale Vie et Nature ont dit oui au parc mais non à ces zones provisoires, où l'on craint de voir se multiplier les remonte-pentes.

Bref, le projet de Mercantour choquette tout le monde, même s'il est mené à bien au nom de l'intérêt général — ce qui est souhaitable — il risque de rester une belle occasion manquée. Jusqu'à aujourd'hui, les zones périphériques des parcs, pourtant prévues par la loi, sont restées lettre morte. Ici, en proposant un contrat de développement aux communes concernées, les pouvoirs publics peuvent enfin leur donner une réalité. Ce contrat assorti d'aides spéciales aurait constitué une œuvre de justice.

Après tout, quand un particulier est exproprié, on l'indemnise. Mais quand une commune voit une fraction de son territoire passer sous la coupe de l'administration ou supporter un équipement d'intérêt national, on ne lui offre aucune compensation. Il y a à la rigueur chose de choquant : c'est ce que veulent dire à leur manière, excessive, mais droite, les montagnards du Mercantour.

MARC AMBROISE-RENDU.

Pays de la Loire

Le projet de centrale nucléaire au Pellerin

DEUX CONSEILS MUNICIPAUX DÉMISSIONNENT

(De notre correspondant.) Nantes. — Les maires et les conseillers municipaux des communes du Pellerin et de Cheix-en-Retz (Loire-Atlantique) ont démissionné, mardi 17 octobre, après avoir appris que le Conseil d'Etat venait de donner un avis favorable au projet d'installation d'une centrale nucléaire d'E.D.F. sur le territoire de la première de ces communes.

L'existence de ce projet (quatre tranches de 1 800 mégawatts à établir sur 280 hectares situés sur la rive gauche de la Loire à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Nantes) avait été connue le 1^{er} septembre 1978. Le ministre de l'Industrie et de la Recherche avait alors autorisé E.D.F. à déposer son dossier en vue de déclaration d'utilité publique. Depuis deux ans les manifestations d'opposition s'étaient multipliées.

En donnant leur démission les municipalités du Pellerin (trois mille treize habitants) et de Cheix-en-Retz (trois cent vingt-six habitants) ont voulu signifier le sentiment d'impasse dans laquelle les mettait l'avis favorable donné par le Conseil d'Etat. « Nous sommes en état de démission, nous sommes en état de démission », ont-ils déclaré M. Vilaine, maire du Pellerin, nous n'avons pas d'autre choix que nous soumettre ou nous démettre. Or les électeurs nous avaient assigné une mission de défense de leur terre, non la gestion d'une immense chantier de béton. »

Le dernier acte administratif du conseil municipal du Pellerin a été de joindre la commune et celle de Cheix à Plogoff (Finistère) choisit par le conseil régional de Bretagne pour site d'une autre centrale nucléaire.

● Pontcos, dans le Val-d'Oise, a été déclarée ville verte par l'Agence nationale des espaces verts, que préside M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (gauche démocrate). Avec ses 21 mètres carrés d'espace vert par habitant, Pontcos dépasse de loin les normes souhaitées qui sont de 10 mètres carrés en moyenne par habitant. — (Corresp.)

P.T.T.

Les postiers F.O. demandent aux usagers de les aider à sauver le service public

La Fédération Force Ouvrière des P.T.T. a appelé les agents des postes et des télécommunications à manifester, le mercredi 25 octobre, pour protester contre les insuffisances du budget prévu en 1979 pour les P.T.T.

Pour s'appuyer sur cette grève, M. Charles Pilon, secrétaire général de F.O.-P.T.T., vient d'adresser aux différentes associations d'usagers de ce service public, la lettre suivante :

« Vous ignorez pas les difficultés rencontrées à l'heure actuelle dans les P.T.T. Les usagers subissent de graves préjudices en raison du mauvais fonctionnement de ce service public. Le courrier — lettres et paquets — est acheminé irrégulièrement, le service des guichets est gravement perturbé du fait de l'insuffisance des moyens humains. Les tournées de distribution ne sont pas toujours assurées. La qualité des prestations fournies ne cesse de se détériorer. Les services téléphoniques automatisés téléphoniques laissent à désirer par manque d'effectifs, et à cause de mauvaises conditions de travail des personnels. Les délais de raccourcissement de la ligne restent trop importants.

» Le personnel ressent, au premier chef, les effets de cette dégradation du service public auquel il est profondément attaché. Pour tenter d'améliorer les choses et défendre ses intérêts, il est cependant trop souvent contraint de recourir à la grève. Vous avez pu observer ces dernières semaines la multiplication des arrêts de travail. Cet état de fait regrettable ne devrait pas durer.

» La Fédération Force Ouvrière, même depuis plusieurs mois une active campagne de contacts avec les pouvoirs publics afin d'obtenir les moyens, notamment en effectifs — de nature à permettre aux P.T.T. de retrouver un fonctionnement normal. Malheureusement nos efforts sont restés vains jusqu'ici.

» Ce mépris manifesté par le gouvernement à l'égard de nos demandes les plus légitimes vient de nous contraindre à décider une grève nationale, au plan de l'ensemble de la profession, pour le

25 octobre. Elle aura pour conséquence de paralyser, une fois de plus, la totalité des services des P.T.T.

» Cependant, nous voudrions, alors qu'il est encore temps — le budget des P.T.T. sera examiné par l'Assemblée nationale, le 14 novembre, nous demandons de bien vouloir étudier avec nous, dans le cadre d'une rencontre à fixer à brève échéance avec votre association, les possibilités qui nous permettraient de lever les difficultés actuelles et d'éviter au pays le préjudice économique de nouveaux arrêts de travail.

» Grèce dans l'automatique des télécommunications. — Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. appellent les cent vingt agents à deux membres du personnel mixte (S.C.I.T.) de Flury-les-Aubrais (Loiret) à cesser le travail, le jeudi 18 octobre. Ils dénoncent les sanctions infligées à deux membres du personnel pour des fautes professionnelles alors que, selon eux, l'absence de formation et le manque d'effectifs sont les vraies causes du mauvais fonctionnement du S.C.I.T.

LE SEUL PARIS-LONDRES A 14 H 30 TOUS LES JOURS D'ORLY.

C'est le Paris-Londres pratique et simple : tous les jours, le mardi, départ d'Orly-Sud à 14 h 30, arrivée à Heathrow à 14 h 30, en 707 ou 747, s'il vous plaît.



IRAN AIR
NOUS PROGRESSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

Réservation après de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225.99.06+

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS

AIR ALGÉRIE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/78

7^o Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture des documents commerciaux suivants :

- 1) Billets de passage :
 - Billets de passage à un (1) coupon : 1.000.000
 - deux (2) coupons : 1.500.000
 - quatre (4) coupons : 800.000
- 2) Bulletins d'accidents de bagages :
 - Bulletins d'accidents de bagages à un (1) coupon : 500.000
 - deux (2) coupons : 150.000
- 3) Lettres de transport aérien :
 - Lettres de transport aérien : 100.000
- 4) Recus universels :
 - Recus universels : 100.000

Le cahier des charges pourra être retiré auprès d'AIR-ALGERIE, Direction des Services Financiers, 1, place Maurice-Audin, ALGER, ALGERIE.

Les offres devront être adressées sous double enveloppe cachetée avec les mentions suivantes sur l'enveloppe extérieure de l'Appel d'Offres n° 04/78 : Documents Commerciaux, à ne pas ouvrir à AIR-ALGERIE, Direction des Services Financiers, 1, place Maurice-Audin, ALGER, ALGERIE.

La date limite de dépôt des Offres est fixée au 26 novembre 1978 au-delà de laquelle aucune offre ne sera acceptée.

(Publicité)

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

CHATEAU de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-ÉMILION CONTRÔLÉE

(Hors commerce)

	6 bott.	12 bott.	25 bott.
1976.	128	210	410
1974.	135	230	445
1973.	137	247	480
1972.	139	264	500

Ecrivez à
A. BOUVIER

Château de Barbe-Blanche
33570 LUSSAC
Tél. (56) 84-00-54

Journaux officiels
 Officielles
 ctobre
 RE 1978
 idées

SOCIAL

Dans la sidérurgie, la grève du 17 octobre a été marquée par de nombreux incidents

NOUVELLE « JOURNÉE D'ACTION » LE 19

Les dirigeants des fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. de la métallurgie, qui avaient l'intention de se rendre en délégation ce jeudi 19 octobre à l'hôtel Matignon...

observée, mercredi 18 octobre, par 21 % à 25 % des onze mille salariés, le travail a repris ce jeudi matin. En revanche, la moitié des quatorze cents ouvriers du train à laminoir de Rombas observent toujours l'arrêt de travail décrété mercredi...

De notre correspondant

Metz. — La journée de grève dans les usines du groupe sidérurgique Sacilor-Sollac, organisée le mardi 17 octobre par l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., s'est soldée, de l'avis même des syndicats, par un demi-échec. Le mouvement a été bien moins suivi que celui du 25 septembre dernier...

Plus de cinquante mille chômeurs en Lorraine. Pour la première fois, en effet, le cap 50 000 demandeurs d'emplois a été franchi. A la fin du mois de septembre, l'agence pour l'emploi a dénombré 53 132 personnes à la recherche d'un travail, soit une augmentation de 12,3 % par rapport à septembre 1977...

Malgré un appel au boycottage lancé par la direction

LA C.G.T. REMPORTE UN SUCCÈS CHEZ ZÉNITH-AVIATION

Saint-Etienne. — En dépit d'un appel de la direction au boycottage des dix sièges de délégués du personnel à pourvoir, dès le premier tour de scrutin, à l'usine Zenith Aviation (230 salariés) à Roche-la-Moulière (Loire), la C.G.T. obtient 51,30 % des suffrages dans le premier collège et 62,07 % dans le second. Elle était, il est vrai, la seule organisation syndicale à présenter une liste. Et pour « renverser ce monopole », la direction avait, elle, appelé le personnel à l'abstention ou à voter nul au premier tour...

Les grévistes de la Caisse d'épargne demandent la suppression d'une table d'écoutes téléphoniques

De notre correspondant

Rennes. — Parmi les revendications avancées par le personnel de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Rennes (quatre-vingt-dix personnes, dont quatre-vingt-huit titulaires), dont 75 % selon le Syndicat unitaire des agents, est celle de la suppression d'une table d'écoutes téléphoniques installée dans le bureau du directeur. Il est vrai que le système mis en place en 1972, lors de la construction des bâtiments, permet au bureau du directeur d'écouter toutes les communications téléphoniques avec l'extérieur...

Les évêques de Metz, Trèves et de Luxembourg critiquent l'actuelle « économie de gaspillage » et condamnent la « montée du chômage »

« Qu'il s'agisse du développement économique ou de la recherche de nouvelles sources d'énergie, tout se passe comme si, après avoir assuré sa maîtrise sur la nature, l'homme ne maîtrisait plus le processus qu'il a déclenché. Il ne domine plus l'économie : c'est l'économie qui le domine... »

TASSEMENT DES DÉPENSES MALADIE EN 1977... MAIS REPRISE D'UNE PLUS FORTE CROISSANCE EN 1978

Les dépenses de santé remboursées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés se sont nettement réduites en 1977, mais il s'agit de dépenses provisoires, ont indiqué les gestionnaires de la consommation sociale en présentant le rapport d'activité de la caisse. En 1977, les dépenses ont progressé de 12,4 %, alors que les cotisations se sont accrues de 20,1 %...

FAITS ET CHIFFRES

AGRICULTURE. Les montants compensatoires monétaires perçus dans les échanges agricoles entre l'Allemagne et les autres pays du Marché commun sont majorés de 3,6 % (passant de 7,2 à 10,8 %). La commission de la C.E.E. a pris cette décision à la suite de la réévaluation du DM intervenue le 18 octobre...

UGINE ACIERS PLACE 440 PERSONNES EN RETRAITE ANTICIPÉE

La direction d'Ugine Aciers a informé, le mercredi 18 octobre, le comité central d'entreprise des nouvelles mesures nécessaires pour faire face à la baisse d'activité des usines et à la dégradation des prix de vente. L'adhésion à la convention sociale de la sidérurgie par Ugine Aciers va se traduire par la cessation d'activité de quatre cents personnes âgées d'au moins cinquante ans et de huit mois...

NOUVELLE RÉDUCTION D'EFFECTIFS A L'USINE MONTEFIBRE

Epinal. — C'est à nouveau l'Intersyndicale à l'usine Montefibre de Saint-Nabord (Vosges), l'ordre du jour de la réunion du comité central d'entreprise fixé au 24 octobre comporte en effet un projet de licenciement collectif pour raison économique de personnes âgées de plus de cinquante-six ans et huit mois, soit dix-neuf salariés, cinq employés et agents de maîtrise et quatre ouvriers. Dès que la nouvelle fut connue, l'Intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., C.G.C. a décidé de s'opposer à tout licenciement. Elle estime « inopportune cette mesure arbitraire qui cache par ailleurs des desseins plus graves des dirigeants de la Montefibre ».

AVIS D'ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Projet de déviation de la R.N. 90 sur le territoire des communes de Montbonnot-Saint-Martin et de Saint-Ismier (Isère). La Préfecture de l'Isère informe le public que, par arrêté du 10 octobre 1978 et son rectificatif du 16 octobre 1978, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique d'une durée de 18 jours est ouverte du 30 octobre 1978 au 17 novembre 1978...

CONJONCTURE

M. François-Xavier Stasse vient d'être nommé directeur du cabinet de M. Michel Albert, commissaire général au Plan. Cette nomination sera effective à compter du 15 novembre. M. Stasse remplace M. Gerôme Vignon, qui occupait cette fonction depuis septembre 1977, et qui est lui-même nommé chef de service des programmes à l'INSEE en remplacement de M. Christian Sautter, devenu directeur adjoint du C.E.P.I. (Centre d'études prospectives et d'information internationale) chargé de l'exécution du programme de travail de cet organisme.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La conjoncture économique en Allemagne fédérale connaît actuellement un redressement indéniable, a affirmé mardi 17 octobre, le chancelier Helmut Schmidt. Selon lui, on peut prévoir une croissance en R.F.A. de 3,5 à 4,5 % en 1979. Cet optimisme est tempéré par la détermination quasi-allemande de l'industrie et du commerce, qui estime que certains secteurs de l'industrie ne sont pas encore sortis de la crise.

serete. SERETE connaît une très bonne activité en 1978 grâce à une augmentation très sensible de son carnet de commandes. Au cours des douze mois allant du 30 juin 1977 au 1^{er} juillet 1978, le montant total des contrats enregistrés est en augmentation de 40 % sur celui des deux mêmes périodes précédentes et représente le montant le plus élevé atteint par la Société depuis 1974.

La loi Beullac en question... Une occasion de relancer la concertation ? Une certaine répercussion aux effets de l'encadrement ? Une idée de technocrate ? Une simple formalité ? Un engagement d'avenir pour progresser avec les cadres... ?

CHAIRES... (R.V.I.) pour les nouvelles rec...

LES... 203

FELIX POTIN... MEND LE CONTROLE... MAGASINS PAPIERS MEDO...

Handwritten note: 10/20/78

سوزنا من الاجل

AFFAIRES

La restructuration de Renault véhicules industriels (R.V.I.) pourrait entraîner de nouvelles réductions d'effectifs

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Renault-Véhicules Industriels (R.V.I.) ont réagi négativement aux mesures sévères de réduction de charges annoncées le 18 octobre par M. Zannotti, président du premier groupe français de poids lourds (le Monde du 19 octobre). Ces mesures ne sont qu'un premier pas. M. Zannotti a laissé entendre que de nouvelles décisions, plus sévères encore, seront annoncées à la fin de l'année. L'inquiétude et le mécontentement face à la dégradation de la situation du groupe, commencent à gagner, outre les salariés de l'entreprise, le réseau des concessionnaires.

De notre correspondant régional

Lyon. — Les difficultés qui assaillent Renault véhicules industriels (R.V.I.), le premier constructeur de poids lourds français depuis le rapprochement en décembre 1974 de Berliet et la Saviem ont atteint un tel degré de gravité aujourd'hui qu'on pouvait redouter, à l'occasion du premier comité central d'entreprise réuni le 18 octobre à Lyon, que de nouvelles suppressions d'emplois plus spectaculaires encore que celles décidées l'année dernière soient annoncées. Or, dans la communication qu'il a faite aux représentants du personnel, M. Zannotti n'a fourni aucun chiffre sur ce sujet (le Monde du 19 octobre). Ce silence n'en est pas moins inquiétant puisque M. Zannotti a renvoyé ces précisions à la fin de l'année ou au début de 1979, en indiquant dès à présent que l'avenir de la société « ne peut être fondé sur une structure simplifiée ». Avant de décider de nouveaux « dégraissements », le di-

blissement de Vénissieux a demandé que l'aide de 1,2 milliard de francs que le gouvernement s'est engagé en juillet 1977 à verser d'ici la fin de l'année 1981 soit réglée par anticipation. Mais, au cours du comité central, M. Zannotti ne s'est pas montré favorable à cette demande. Pour l'U.G.I.C.T.-C.G.T., la responsabilité de l'état est également illustrée par la « caution que cet état apporte à un constructeur étranger qui pratique le dumping sur le marché français ». Les exemples, selon la C.G.T., ne manquent pas. Ainsi les pompiers de l'usine ont-ils acheté des véhicules Mercedes.

Il existe pourtant, estime la C.G.T., des méthodes pour « restreindre par des tracasseries administratives l'importation des véhicules étrangers ».

La C.G.T. souhaite également que les actions industrielles soient développées et notamment les investissements. Ceux prévus pour 1978 pour la fonderie n'étaient réalisés au 30 juin dernier qu'à hauteur de leur montant alors qu'ils entrent dans le « noyau dur » d'investissements auquel la direction fait référence en permanence. Pour l'U.G.I.C.T.-C.G.T., les problèmes de R.V.I. se situent en effet dans les « achats industriels » et non pas dans les conflits de personnes. Dans ces conditions, la décision de M. Zannotti de reprendre en main l'ensemble du groupe poids lourds et de s'installer à Lyon, en écartant de leur poste des hommes comme MM. Vincent Grab, directeur général adjoint de R.V.I., Dupont, directeur de la section camion, et Rigaud, directeur des bruts et mécanique, n'a pas suscité de commentaires dans les milieux syndicaux. Toutefois, la C.G.T. voit un risque pour R.V.I. de perdre « une partie de son potentiel technologique ». Reste que pour beaucoup, le nouvel organisme au moins un avantage : en cas d'échec du plan poids lourds, il sera plus aisé d'en connaître le responsable.

BERNARD ELIE.

LE CRÉDIT MUTUEL VEUT CRÉER DES BANQUES DE TYPE TRADITIONNEL

Le Crédit mutuel envisage, dans le cadre de la politique de désépécialisation bancaire, de créer à côté de ses caisses locales des banques « inscrites » de type traditionnel soumises au droit commun et dont les activités seraient orientées vers l'industrie et le commerce, a indiqué le 18 octobre M. Thiers Braun, président de la Confédération nationale du Crédit mutuel (C.N.C.M.), à l'occasion du vingtième anniversaire de la C.N.C.M.

Ce projet a été soumis à l'approbation de M. René Monory, ministre de l'économie.

« Ces banques, a encore précisé M. Braun, auront pour actionnaires les caisses locales elles-mêmes, qui conserveront leur statut d'entreprise coopérative à but non lucratif. »

Location de voitures

LE RÉSEAU D'ALFA FUSIONNE AVEC CELUI DU GROUPE ALLEMAND INTERRENT

L'Association des loueurs français d'automobiles (ALFA) disparaît. Le quatrième loueur français de voitures sans chauffeur, avec un chiffre d'affaires d'environ 150 millions de francs et un parc de 7 400 véhicules, va en effet fusionner son réseau à celui d'Interrent, concurrent allemand numéro un outre-Rhin, et filiale à 100 % de Volkswagen, avec lequel il s'était associé il y a deux ans (le Monde du 23 mars 1978).

Interrent ne rachète pas ALFA à proprement parler, mais a signé avec cette association des accords de franchise, qui lui donnent l'entière maîtrise sur son réseau. La marque ALFA va donc disparaître et sera remplacée par Interrent France.

L'effacement d'ALFA, créée le 28 février 1973 par des petits loueurs indépendants pour tenter de mettre fin à l'hégémonie des deux grands américains Hertz et Avis, est la conséquence de difficultés rencontrées par la firme pour étendre son activité à l'étranger et trouver une véritable unité.

LES CONCESSIONNAIRES AUSSI...

Après les hommes politiques — les députés R.P.R. et communistes de la région Rhône-Alpes ont demandé une enquête parlementaire, — les ouvriers et les cadres, c'est au tour des cent cinquante concessionnaires Berliet de manifester leur inquiétude et leur mécontentement devant la dégradation de R.V.I. Ils ont, en effet, annoncé au cours d'une conférence de presse qu'ils refusent de signer avec R.V.I. des contrats pour 1979 « tant qu'ils n'auront pas la conviction que le réseau Berliet sera traité avec justice ».

recteur de R.V.I. a demandé à ses services d'établir un plan de concentration industrielle sur les meilleurs éléments de site existants. Ce regroupement des activités pourrait revêtir des aspects encore plus radicaux que ceux redoutés par les syndicats. Continuera-t-on longtemps à monter des camions à la fois à Blainville et à Vénissieux, à assembler des boîtes de vitesse à trois endroits et les ponts dans deux, voire trois usines ? Il est certain que non.

Les mesures annoncées le 18 octobre par M. Zannotti (chômage partiel, réduction d'horaires et blocage des salaires) ont suscité les protestations des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. d'une façon générale, ont déploré son « autoritarisme » et la « manière assez caractéristique » dont il conduit le comité central. Pour la C.F.D.T., le retard de salaires par rapport à l'augmentation du coût de la vie qui s'élevait déjà à 5 % au 1^{er} octobre va s'accroître ainsi de plus de 3 % au cours du dernier trimestre 1978. Tout en déplorant ce train de mesures anti-sociales, la C.G.T. et l'U.G.I.C.T.-C.G.T. désignent ceux qui sont à leurs yeux les véritables responsables du gâchis : les pouvoirs publics.

Au cours d'une entrevue récente avec les responsables du ministère de l'industrie, la délégation de l'U.G.I.C.T.-C.G.T. de l'éta-

FÉLIX POTIN PREND LE CONTRÔLE DES MAGASINS PARIS-MÉDOC

Le groupe Félix Potin vient de prendre le contrôle des cent cinquante magasins parisiens à l'enseigne Paris-Médoc, jusqu'ici détenus par la SODIM (Société de distribution moderne), filiale de la Compagnie française de l'Afrique occidentale. Aux termes de l'accord conclu, Félix Potin, par le biais de ses filiales Primistère, Genytrain et Comptoirs du Gâchis, détient 60 % d'une nouvelle société Paris-Médoc, en cours de constitution, dont la SODIM conservera 40 %.

Le groupe Félix Potin, qui exploitait jusqu'ici mille cinquante magasins parisiens, a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 2 679 millions de francs, grâce à ses quatre filiales spécialisées (Primistère, Genytrain et Comptoirs français et COMEPAR, qui possède trois Primisno).

Le chiffre d'affaires des magasins Paris-Médoc est estimé à 330 millions de francs. La SODIM, qui exploite dans le Midi plus de cent soixante-dix magasins, a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs.

LES DIFFICULTÉS DES MOYENNES ENTREPRISES

« La Lettre de la Nation » : bonne volonté et absurdité

Dans la Lettre de la Nation, l'éditorialiste Pierre Charpy commente les mesures prises le 18 octobre par le conseil des ministres en faveur des P.M.E. : « (...) Elles procèdent d'une volonté réelle d'aider les P.M.E. en difficulté et de soutenir l'effort de celles qui sont en expansion. Mais elles présentent aussi un caractère contradictoire avec l'esprit même de la petite et moyenne entreprises. En effet, c'est surtout l'administration qui est appelée à prendre en charge la responsabilité et la gestion de ces aides. Exemple : il va être lancé « une expérience de sélection de ges-

tionnaires confirmés susceptibles de diriger les entreprises petites et moyennes sur la voie du redressement. (...) »

« Mais qui vont être les sélectionneurs ? On peut arriver à un système aussi ahurissant que si c'était le chef de cabinet du préfet de Vénissieux qui formerait l'équipe de rugby de Béziers. (...) »

« En revanche, il n'y a rien dans le dispositif gouvernemental qui réponde aux besoins essentiels des P.M.E., tel le changement du mode de financement des charges sociales ou la réévaluation des bilans. (...) »

Éternelles P.M.E...

« Plus ça change et plus c'est la même chose. » Cet aphorisme lancé par un rapporteur de l'assemblée générale des petites et moyennes entreprises qui s'est achevée le 17 octobre à Puteaux, résume bien le caractère qu'a revêtu cette manifestation.

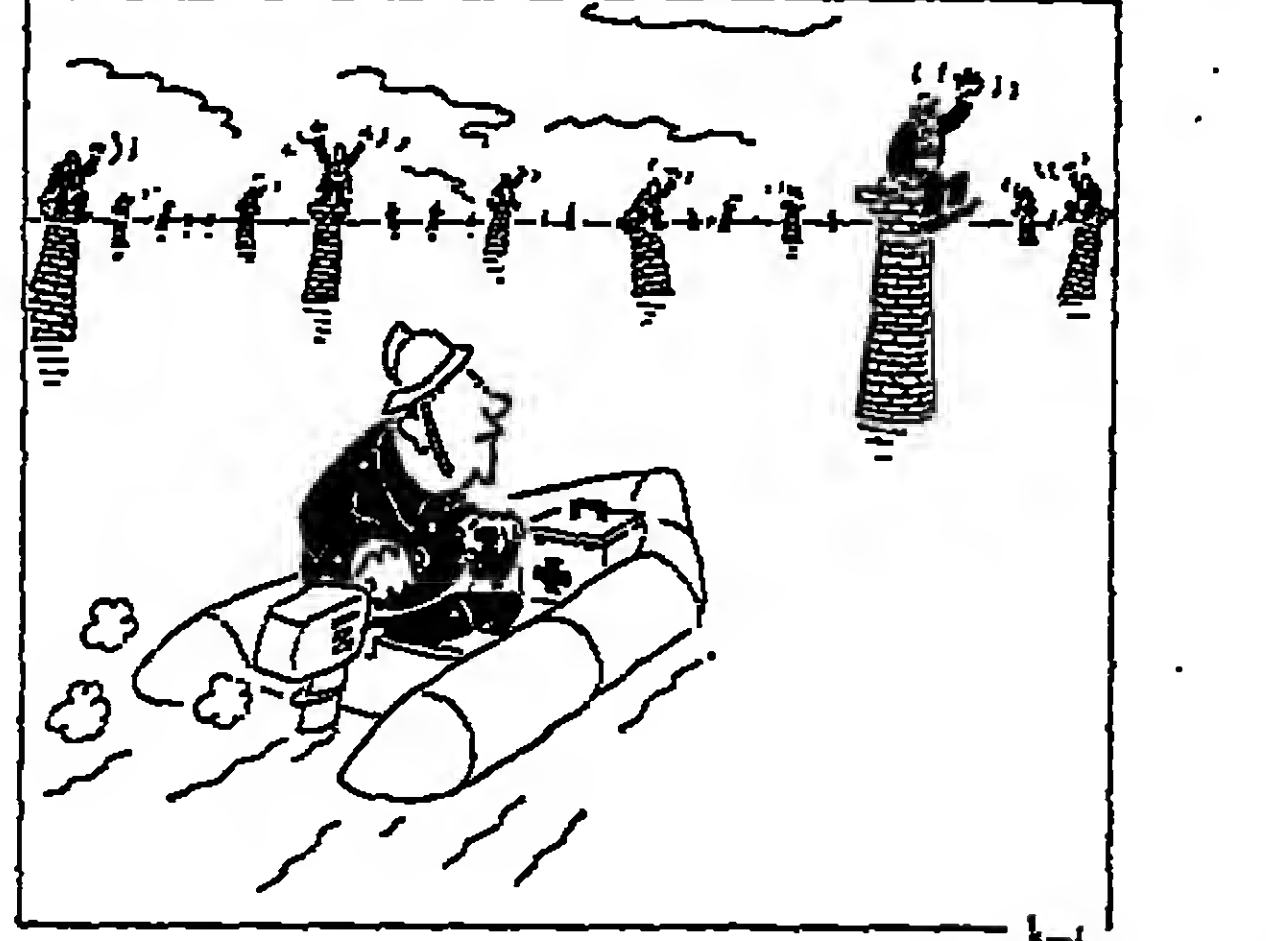
D'abord parce que le changement de présidence M. Bernasconi succédant à M. Gimenez, fut l'occasion de réaffirmer dans la motion de synthèse « les principes fondamentaux de la doctrine P.M.E. » : défense de l'entreprise indépendante, liberté d'entreprendre, liberté de gestion, volonté et fierté de réussir, farouche indépendance du syndicalisme P.M.E. Ensuite parce que les multiples allocations ministérielles, le premier ministre et M. Boulin, ministre du travail et de la participation, lundi, M. Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, et M. Prototeau, secrétaire d'État à la petite et moyenne industrie, mardi — n'ont semblé — il ne paraît pas — permettre d'atténuer les inquiétudes « traditionnelles » des petits patrons : comment retrouver la confiance nécessaire au développement des investissements ? Comment éviter la « fragilisation » du tissu industriel français dont les P.M.E. sont la maîtresse ?

Dans son rapport sur l'économie, M. Aimery d'Otton a,

« Une politique d'appui »

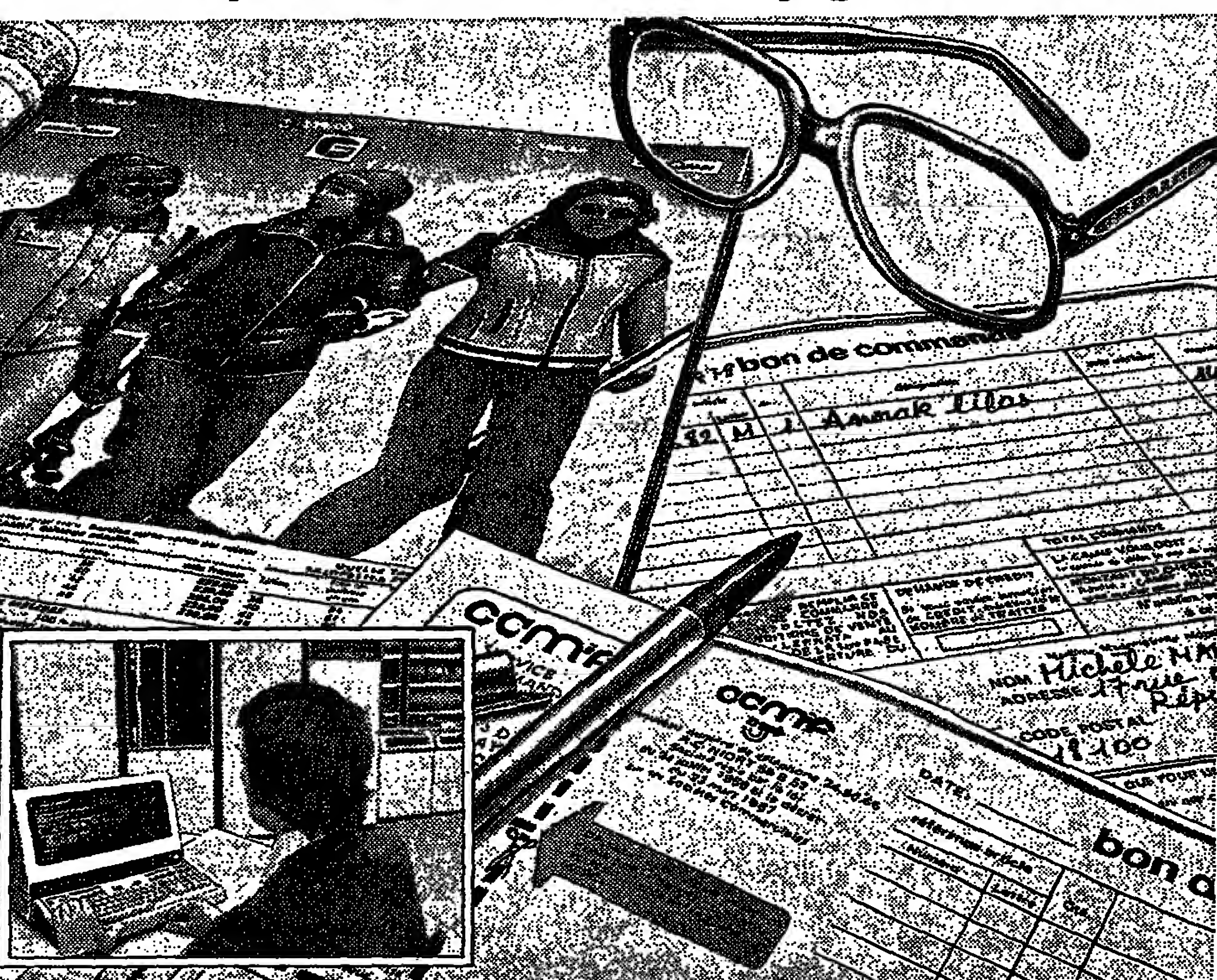
A M. Jean-Pierre Prototeau, qui proposait une meilleure adaptation des mécanismes de financement des P.M.E. par la rénovation des sociétés de développement régional et la création de sociétés de prise de participation, ainsi qu'une politique d'appui au développement régional en liaison avec les chambres de commerce, en faisant porter l'effort principal pour le conseil financier du nouveau président des P.M.E. à répondre : « Nous n'avons pas besoin d'organismes semi-publics. Pour redonner de la vigueur aux entreprises françaises, nous n'avons pas besoin d'une nourriture prédigérée mais des matériaux de base qui nous permettent de reprendre notre vrai métier d'entrepreneur. » Éternelles P.M.E.

J. G.



(Dessin de KONK.)

L'informatique Hewlett-Packard se juge aux résultats.



« A la Camif, les ordinateurs Hewlett-Packard ont réduit les délais d'expédition de 30 % »

Tous les jours, la Camif, 3^e entreprise de vente par correspondance, doit assurer le traitement de 8 000 commandes, procéder à 12 000 expéditions, encaisser 8 000 chèques, avec la plus grande fiabilité et rapidité.

Pour réaliser son système de gestion, elle a fait l'acquisition de quatre systèmes répartis HP lui permettant de réaliser certains de ses objectifs administratifs, de réduire ainsi de 30 % les délais d'expédition et d'économiser jusqu'à deux jours de valeur sur ses encaissements.

Le réseau de quatre HP 3000 série II interconnectés dessert par 115 terminaux HP de saisie de données, assure le traitement des commandes, la gestion des stocks, les prévisions de vente et la comptabilité générale et analytique de l'entreprise.

Quelle que soit la taille de votre entreprise, votre secteur d'activité, Hewlett-Packard offre une solution personnalisée



صكوك الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 18 OCTOBRE

Léger redressement dans un marché calme

Le marché est resté relativement calme, mercredi au Palais Brongniart où la pression à la baisse sur les valeurs françaises s'est un peu relâchée, de sorte que l'indicateur instantané a progressé d'environ 0,9 %.

Des replis encore assez nombreux ont été enregistrés sur les valeurs magistres, aux pétroles et aux laboratoires pharmaceutiques. A l'inverse, une grande majorité de valeurs ont été enregistrées au matériel électrique, au bâtiment et à l'alimentation. Parmi les hausses les plus significatives, citons Astra, S.S. Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf, tous très demandés.

Les bons résultats du commerce extérieur en septembre étaient abondamment commentés autour de la corbeille, et certains estimaient qu'ils étaient, en partie, à l'origine du redressement des cours. D'autres invoquaient la baisse de Wall Street, qui aurait incité quelques investisseurs étrangers (britanniques, japonais) à se porter sur les valeurs françaises. Enfin, à quelques séances de la liquidation mensuelle (qui aura lieu lundi), il est possible que certains investisseurs aient procédé à des achats de couverture. A noter une rumeur qui circulait dans les traversées: les SICAV-Monory pourraient avoir la possibilité d'émettre leurs actions jusqu'à la fin mars 1979.

Sur le marché de l'or, le lingot s'est inscrit à un nouveau record historique à 31 200 F, contre 31 030 F. Quant au napoleon, toujours peu traité, il est resté stable à 265 F. Le volume des transactions s'est établi à 9,68 millions de francs, contre 10,52 millions de la France la veille.

LONDRES

Table with columns: VALEURS, CLOTURE 18-10, CLOSURE 19-10. Lists various stock prices and indices.

NEW-YORK

Nouveau repli L'hémorragie, qui en seize heures, avait déjà fait perdre plus de 30 points à l'indice Dow Jones, a été interrompue à Wall Street dans un marché cependant un peu moins actif, mais en proie, semble-t-il, à une véritable crise de confiance.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES. Pour le premier trimestre, la marge brute d'exploitation atteint un montant supérieur à 1,6 milliard de francs (contre 1,35 milliard de francs au 1er trimestre 1978).

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, (BASE 100 = 30 DÉC. 1977). Lists various market indices.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: COURS DU DOLLAR A TOKYO, 1 dollar (en yen), 100 yen (en dollars). Shows exchange rates.

BOURSE DE PARIS - 18 OCTOBRE - COMPTANT

Large table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various international and domestic stocks.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Précéd., Premier cours, Dernier cours, Compt. précédent. Lists futures contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS DES BILLETTS. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: COURS DES BILLETTS, COURS DES OUNES. Lists gold prices and exchange rates.

Vertical text on the left margin: BUREAU DES SOCIÉTÉS

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. BRÈSES
- FRANCE : « La mort du loup », par Bertrand Fessard de Foucaud ; « Le « sclérotisme » et son traitement », par Paul Grunet ; « Dissoudre l'Assemblée ou la notion », par Philippe de Saint-Robert.
3. ÉTRANGER
4. PROCHE-ORIENT
- AMÉRIQUES
5. AFRIQUE
- 6-7. ASIE
8. EUROPE
10. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN ANDORRE
- POINT DE VUE : « Trois coprinces ou rendez-vous », par Henri Nogères.
- 11-12. POLITIQUE
- 13-14. SOCIÉTÉ
- APRÈS L'ÉLECTION DU PAPE
- « Un philosophe sur le trône de saint Pierre ? », par Jacques Colette.
15. DÉFENSE
16. ÉDUCATION
- « La dernière étape de la réforme Haby.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 17 à 23

- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Dulpech : « Les hommes n'aiment pas le même jour », de Max Gallo ; « L'avenir est en retard », de Gérard Guégan.
- Roman : Guy Croux et l'ambition.
- Sociétés : Le droit inavouable et comprometteur.
- Histoire : Le mystère Eva Braun.
- Afrique : L'usage de l'indépendance.
- Lettres étrangères : Le paradisi de Nabokov.
- Controverses : L'amoralisme entre deux feux.

24. ENQUÊTE
- Il y a trois mois disparaissait un DC-3.
25. JUSTICE
- Un handicapé torturé dans le Var.
26. POLICE
27. SPORTS
28. ÉCHecs
- Karпов et Kortchnoi s'expliquent.
29. CULTURE
- DANSE : la Dame de pique, de Roland Petit.
33. RÉGIONS
- BOURGOGNE : comment meurt une petite ville.
- PROVENCE : Mercator, le parc mal aimé.
- 36 à 38. ÉCONOMIE
- AFFAIRES : la restructuration de Renault-Véhicules industriels.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (39)
Annonces classées (31 à 33) ; Aujourd'hui (34) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (34) ; Lorraine nationale et Loto (34) ; Météorologie (36) ; Mots croisés (34) ; Bourse (39).

Le numéro de « Monde » daté 19 octobre 1978 a été tiré à 564 862 exemplaires.

NOUVEAUX TISSUS
"COUTURE"
AUTOMNE-HIVER

- Étoffes imprimées exclusives.
- Tweeds et chevrottes d'Irlande.
- Draps, réversibles, pois de chameau, cachemires, nouveaux laines pour manteaux.
- Mohairs anglais, écossais.
- Jerseys, ajourés, style "tricot".
- Carrés, panneaux et bases.
- Imprimés d'hiver depuis 15,90 F.
- Ladens d'Autriche, cabans.
- Soieries, lamés, crêpes, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

En U.R.S.S.

Le groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki critique l'historien Roy Medvedev

De notre correspondant

Moscou. — Au cours d'une conférence de presse pour les correspondants étrangers, le Groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki a protesté à nouveau, le mercredi 18 octobre, contre la campagne de calomnies lancée par les autorités soviétiques contre les dissidents. A cette campagne s'ajoutent, selon M. Medvedev, les menaces de violence contre les familles de Youri Orlov, Alexandre Guinebourg et Anatole Tchouharanski, condamnés en mai et en juillet derniers.

Les représentants du Groupe ont également critiqué vivement un autre dissident qui n'appartient pas au même mouvement, l'historien Roy Medvedev, auteur de plusieurs ouvrages sur le stalinisme et sur Khrouchchev. M. Medvedev a remis récemment à la presse clandestine une lettre ouverte dans laquelle, selon le Groupe d'Helsinki, « il calomnie les dissidents et les défenseurs des droits de l'homme en U.R.S.S. ». Il reprocherait notamment à Alexandre Guinebourg les accusations portées par les autorités soviétiques, selon lesquelles l'administrateur du Fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles aurait utilisé une partie des sommes qui lui étaient confiées pour s'acheter un appartement et une datcha et pour organiser des fêtes. Mme Bonner a estimé que ces accusations présentent « de nombreuses similitudes avec les accusations portées dans la presse soviétique à l'inspiration du K.G.B. ».

M. Medvedev, qui se veut marxiste, a toujours eu avec le mouvement de défense des droits de l'homme en U.R.S.S. des relations marquées par la suspicion. Dans sa lettre ouverte, il expliquerait en substance que pour être célèbre dans le mouvement, ce qu'il est déterminant, ce ne sont pas les actions en faveur de l'opposition, mais le fait qu'on souffre (par exemple, en prison ou dans les camps).

Cependant, les correspondants étrangers n'ont pas pu prendre connaissance du texte de M. Medvedev, les membres du Groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki étant refusés à contribuer à « propager ces calomnies ».

Après l'attente, commise le 17 octobre, contre les locaux de l'école de Châtenay - Malabry (Hauts-de-Seine), occupés depuis le 19 octobre, le centre de traitement de l'information de l'école, cette occupation a été décidée au cours d'une assemblée générale, mercredi 18 octobre, qui a réuni plus de deux cents élèves sur sept cents. Les élèves avaient observé, le 11 octobre, une grève pour protester contre un redoublement et une exclusion, qu'ils jugent « arbitraires ». Ils ont repris leur mouvement après le refus de l'administration de l'école de reconsidérer ces décisions.

STARK and SONS
TAILORS
Nouvelle collection
PARDESSUS 1300F
et la garantie STARK
16, RUE DE LA PAIX
1^{er} Etage

pianos hammond
135 à 139 rue de Rennes Paris 75006
Près de la Gare Montparnasse Tél. 644-58-66
vous proposons aussi les
pianos RAMEAU
héritier de la tradition française

Beylerian
habille l'homme d'aujourd'hui
COSTUMES CHEMISES SPORTSWEAR

A Versailles, Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Créteil "Soleil",
Strasbourg-Hautepierre, Rouen-Barenfin
et Rouen-Saint-Sever (ouverture octobre 1978).

OMEGA
Quartz
montre
calendrier
1390 F



MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli
Colombes
65, rue Saint-Denis

Tél : 260.31.44

**"Quand je vends
une montre à Quartz,
je prolonge
gratuitement de 2 ans
la garantie du fabricant"**

SEIKO - OMEGA - LONGINES - TISSOT - etc.

Le Directeur
hervé

"CRÉDIT-QUARTZ" 3 MOIS sans frais
après acceptation du docteur et comptant légal.

Le plan de développement du sport à l'école

M. BLANC (P.R.) : une agitation scandaleuse.

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, ce jeudi matin 19 octobre : « A l'occasion du plan gouvernemental de développement du sport à l'école se développe dans certains lycées, et notamment dans la région parisienne, une agitation particulièrement scandaleuse. Scandaleuse parce qu'elle se traduit par la prise de certaines mesures prises par le gouvernement il y a un professeur pour vingt-six élèves, ce qui est, sans doute, conforme aux besoins, à condition que les enseignants acceptent d'assurer deux heures de plus par semaine. Deux heures, alors qu'ils en font actuellement vingt par semaine ! »

Cette agitation est scandaleuse parce qu'elle s'accompagne d'occupations de locaux, de séquestrations de professeurs et de menées extrémistes. « Les auteurs ne se préoccupent du sport à l'école que pour créer le désordre. Cette agitation inquiète à juste titre les parents d'élèves. Le parti républicain aussi. »

(Voir page 18 la position du P.R.P.)

NOUVELLES BRÈVES

● Paris : grâce des conducteurs de buses d'ordures. De nouveaux, des ordures s'amoncellent sur les trottoirs de certaines quartiers de la capitale. Les conducteurs des buses à ordures viennent en effet de se mettre en grève pour une durée qui n'a pas été précisée, et prennent ainsi le relais des éboueurs. Ces conducteurs réclament notamment une augmentation de salaire, une prime de « contrainte matinale », l'augmentation des effectifs, la retraite à cinquante-cinq ans et le treizième mois.

● Après l'attente, commise le 17 octobre, contre les locaux de l'école de Châtenay - Malabry (Hauts-de-Seine), occupés depuis le 19 octobre, le centre de traitement de l'information de l'école, cette occupation a été décidée au cours d'une assemblée générale, mercredi 18 octobre, qui a réuni plus de deux cents élèves sur sept cents. Les élèves avaient observé, le 11 octobre, une grève pour protester contre un redoublement et une exclusion, qu'ils jugent « arbitraires ». Ils ont repris leur mouvement après le refus de l'administration de l'école de reconsidérer ces décisions.

1200 mach. à écrire en discount/Duriez

200 électriques portables

TOUTES les marques, les modèles, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Sita, Smith-Corona, etc. Simples (372 F. t.t.c.) ou non, tanks ou pots plume. 31 styles de caractères. Durée vend en discount et en direct sans représentants. Duriez vous dit la vérité sur toutes les machines. Quantités limitées. 132, bd Saint-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

Satisfaction ou remboursement.

Au Liban

L'armée syrienne commence à alléger son dispositif à Beyrouth-Est

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Aujourd'hui ou demain, la relève. Après-demain, peut-être, l'apaisement. Soucieux d'alléger sans plus attendre la tension qui n'a cessé de régner dans les quartiers chrétiens de la capitale depuis le début de la trêve, le gouvernement libanais et le commandement de la Force arabe de dissuasion ont entamé la mise en œuvre de « mesures pratiques » adoptées par la conférence de Beiteddine.

Des unités saoudiennes et soudanaises sont évidemment beaucoup plus nuancées, mais la rupture tant recherchée entre modérés et radicaux du Front libanais (droite chrétienne) n'en est pas pour autant acquise. Dans une interview à France-Inter, M. Pierre Gemayel — « chef historique » des katabb — semble même avoir fermement rejeté pareille hypothèse. « Nous sommes tout à fait ensemble et rien ne pourra nous séparer », a-t-il assuré, estimant qu'il n'est pas la question d'« extrémisme », mais simplement de « nationalisme » ou de « libanais ».

Dans ses déclarations à l'intention de ses compatriotes, « cheikh Pierre » s'efforce cependant à beaucoup plus de retenue et de modération, préférant, quant aux résolutions de Beiteddine, l'expectative à l'analyse. Il relève qu'« un patronage international a permis la tenue de la conférence » et souhaite à demi-mots que la responsabilité de l'application de décisions prises soit « assumée également par les parties qui ont accordé leur soutien à l'initiative saoudienne ».

Bien que la presse de Damas continue d'appeler au désarmement et à la liquidation des milices, les dirigeants syriens ne cachent plus une certaine volonté de conciliation, qui rejeterait dans le ghetto les fractions extrémistes. Ainsi, M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, a indiqué mercredi que « les résolutions de Beiteddine laissent la porte ouverte à tous ceux qui veulent la paix (...), même au loup, à condition qu'il rentre ses crocs ».

L'opération d'isolement des « ultras » met le parti phalangiste dans une position délicate. Pour lui, c'est l'heure du choix. Choix cornélien : ou maintenir la solidarité du bloc maronite regroupé dans le Front libanais et partager avec son aile radicale un jusqu'au-boutisme qui ressemble au suicide ; ou bien couper les ponts et risquer le désaveu d'une population encore trop « sous le choc » pour supporter ce qu'elle pourrait considérer comme une trahison, une capitulation. Rien, ici, n'est encore joué.

Dans l'entourage immédiat du président Sarkis, les pressions s'accroissent donc pour amener le chef de l'Etat à s'engager enfin, à parler haut et fort, pour indiquer le « bon choix » qui, en sauvant sa propre communauté (M. Sarkis est maronite), ouvrirait peut-être — fragile espoir — une « troisième voie ». M. Sarkis résiste pourtant très hésitant et certains de ses conseillers regrettent amèrement sa « passivité ». Violentement critiqué à gauche, ou ses tergiversations et ses silences sont de plus en plus jugés comme une complication inopportune avec le camp chrétien et ses milices, vilipendé par les « ultras » qui le somment toujours de lâcher ses « malîtres syriens », le chef de l'Etat se voit peut-être offrir, pour la première fois depuis longtemps, une « ouverture modérée ». Pour lui aussi, c'est l'heure du choix.

M. Chamoun s'en prend aux États-Unis

Indice favorable, les chefs des milices, qui torment l'aile radicale du camp chrétien, ont eux-mêmes pris des dispositions pour que rien ne perturbe l'exécution des mesures de sécurité arrêtées à Beiteddine. On ne saurait évidemment en conclure — loin de là — qu'ils sont prêts désormais à « jouer le jeu » et à suivre les « recommandations des frères arabes ». Ce serait, en effet, pour eux accepter une impossible soumission et une « capitulation en douceur ». Mais, conscients de leur isolement et des multiples tentatives visant à les couper des modérés et du gros de la population chrétienne, les « ultras » ont, eux aussi, tout intérêt à un répit, même très provisoire.

Leur rejet des résolutions de Beiteddine — si catégorique et définitif soit-il — reste, pour l'instant verbal. M. Camille Chamoun continue de brocarder tous ceux qui le désignent comme extrémiste et l'accusent d'irresponsable surenchère. Après sa furieuse réplique à M. de Guiringaud, il s'en est pris mercredi aux États-Unis, qui, assure-t-il, « complètent directement ou indirectement à la destruction du pays ». « Les Américains ont dit que la Syrie se rallierait aux accords de Camp David », alors que « le prochain sommet arabe de Bagdad consacrera la déception de Washington ». C'est seulement alors, conclut-il, que « les Américains réaliseront qu'ils ont vendu pour un prix dérisoire le Liban et la civilisation qu'il représente ».

DOMINIQUE POUCHIN.

Old England
a choisi pour vous

Au masculin

Veston sport Harris Tweed, nombreux coloris..... 620 F

Gardine Talbot, 100% laine, beige ou marine..... 1210 F

Pardessus ville Granville, raglan, uni ou fantaisie..... 1225 F

Pardessus sport Falmouth, raglan, col chevalière, en tweed ou saxony..... 1235 F

Manteau réversible, dessins sport..... 1220 F

Old England
12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

J.P.H. 1.52